

Université de Montréal

L'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique, 1936-1937

Par
Samuel Allard

Département d'histoire de l'université de Montréal
Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maîtrise ès arts (M.A.)
en histoire, option recherche

Février 2020

© Samuel Allard, 2020

Université de Montréal

Ce mémoire intitulé

L'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique, 1936-1937

Présenté par

Samuel Allard

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Samir Saul

Président-rapporteur

Michael J. Carley

Directeur de recherche

Deborah Barton

Membre du jury

Résumé

L'objectif de ce mémoire consiste à mesurer l'impact de la guerre civile espagnole sur l'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique de 1936 à 1937. Il prend forme dans une étude d'opinion publique et journalistique basée sur un sondage de trois quotidiens français rattachés au Front populaire durant les années 1930, c'est-à-dire *L'Humanité*, *Le Populaire* et *L'Œuvre*. L'analyse s'articule à travers les événements survenus de 1936 à 1937 comme la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, l'élection du Front populaire et l'éclatement de la guerre civile espagnole.

L'impact du conflit en Espagne se mesure en fait dans l'intensification de la polarisation politique qui influence l'attitude du Front populaire face à la collaboration avec l'Union soviétique. Malgré l'avènement d'un nouveau gouvernement de Front populaire, l'éclatement de la guerre civile espagnole élève la polarisation politique entre la gauche et la droite en France, entamée depuis 1934, à son point culminant. Sans une solide coalition entre la gauche et le centre droit, la sécurité collective menée par l'URSS ne pouvait réussir. Si certains journalistes sont tentés par la politique d'apaisement, d'autres élaborent une vision plus perspicace et réaliste sur la menace que représentent l'Allemagne nazie et l'importance du rapprochement franco-soviétique.

Mots-clés : guerre civile espagnole, Front populaire, France, URSS, opinion publique, journaux

Abstract

The objective of this research is to measure the impact of the Spanish Civil War on the attitude of the French Popular Front about the collaboration with Soviet Union from 1936 to 1937. It takes shape in a political and journalistic opinion study based on a survey of three French daily newspapers attached to the Popular Front during the 1930s, namely *L'Humanité*, *Le Populaire* and *L'Œuvre*. The analysis is articulated through the events of 1936 to 1937 such as the ratification of the Franco-Soviet mutual assistance pact, the election of the Popular Front and the outbreak of the Spanish Civil War.

The impact of the conflict in Spain is in fact measured in the intensification of the political polarization in France which influence the attitude of de Popular Front about the collaboration with Soviet Union. Despite the advent of a new Popular Front government, the outbreak of the Spanish Civil War elevated the political polarization between the left and the right in France, which started in 1934, at its peak. Without a strong coalition between the left and the center right, collective security led by the USSR could not succeed. While some journalists are tempted by the appeasement policy, others develop a more clear-sighted and realistic vision of the threat posed by Nazi Germany and the importance of a close Franco-Soviet relationship.

Keywords: Spanish Civil War, Popular Front, France, USSR, public opinion, newspaper

Table des matières

Résumé	i
Abstract	ii
Sigles	v
Remerciements	vi
Introduction	1
Le Front populaire à la croisée des chemins.....	6
Historiographie	12
Chapitre un	17
La ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique.....	17
Le Front populaire avant les élections de 1936	21
<i>L'Humanité</i>	25
<i>Le Populaire</i>	29
<i>L'Œuvre</i>	34
L'élection du Front populaire	41
<i>L'Humanité</i>	44
<i>Le Populaire</i>	49
<i>L'Œuvre</i>	52
Chapitre 2	57
L'avènement de la non-intervention.....	57
Premier aperçu	64
<i>L'Humanité</i>	67
<i>Le Populaire</i>	71
<i>L'Œuvre</i>	74
L'intervention soviétique.....	78
<i>L'Humanité</i>	84
<i>Le Populaire</i>	86
<i>L'Œuvre</i>	88
Dernier aperçu.....	92
Chapitre 3	96

1937 : bilan sur la politique de non-intervention.....	96
<i>L'Humanité</i>	100
<i>Le Populaire</i>	103
<i>L'Œuvre</i>	106
Les dommages collatéraux de la guerre civile espagnole.....	111
<i>L'Humanité</i>	116
<i>Le Populaire</i>	119
<i>L'Œuvre</i>	121
Conclusion.....	126
Bibliographie.....	130
A. Sources.....	130
B. Ouvrages généraux.....	131
C. Ouvrages spécialisés	132
D. Chapitres d'ouvrages collectifs.....	134
E. Articles scientifiques.....	135

Sigles

CEDA : *Confederación Española de Derechas Autónomas* ou Confédération espagnole de droite autonome.

GRU : *Glavnoïé Razvédyvatel'noié Oupravlénié* ou direction générale du renseignement.

NKVD : *Narodniï Komissariat Vnoutrennikh Del* ou Commissariat du peuple aux Affaires intérieures.

PCF : Parti communiste français.

POUM : *Partido Obrero de Unificación Marxista* ou Parti ouvrier d'unification marxiste.

SDN : Société des Nations.

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière.

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques.

Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier le professeur Michael J. Carley de m'avoir pris sous sa direction et de me laisser la chance d'accomplir ce projet qu'est le mémoire de maîtrise. Ses conseils m'ont permis de m'améliorer en tant que chercheur et à devenir un meilleur historien. Cela malgré mes continuels délais d'écriture... J'en suis très reconnaissant !

Je tiens aussi à remercier mes collègues étudiants(es) historiennes et historiens pour leurs encouragements, leurs inspirations et leurs idées. Sans oublier les divertissements, un support nécessaire qui a toujours laissé le verre à moitié plein.

J'ai une pensée toute particulière pour Andréanne Gagné-Lebel. Malgré une rédaction sans fin et mon goût trop prononcé pour le doute, elle a cru en moi et m'a encouragé jusqu'à la fin.

Introduction

L'entre-deux-guerres en Europe correspond à une période tumultueuse, sanglante, tragique. La montée du nazisme, l'échec de la sécurité collective contre l'Allemagne nazie, les accords de Munich, le pacte de non-agression germano-soviétique et, bien sûr, la guerre civile espagnole ont marqué les années 1930. Autant de moments importants dans leurs interprétations que dans les conséquences qu'ils ont engendrées.

Le sujet du présent mémoire consiste en une étude d'opinion publique et journalistique basée sur un sondage de trois quotidiens français rattachés au Front populaire durant les années 1930. La majorité d'entre eux ont été accessibles à partir du site web *Gallica*, la bibliothèque numérique de la *Bibliothèque nationale de France* et de ses partenaires. Les trois quotidiens sont *L'Humanité*, *Le Populaire* et *L'Œuvre*. Fondée en 1904 par Jean Jaurès, *L'Humanité* se qualifie comme un journal socialiste français. Suite au congrès de Tours en 1920 et à la scission de la SFIO, où naît le Parti communiste français, *L'Humanité* devient alors son organe officiel. Pour les socialistes, ils devront se tourner vers *Le Populaire*, fondé en mai 1916, et qui s'identifie comme l'organe officiel de la SFIO dès 1921. Enfin, *L'Œuvre*, un quotidien de tendance radical-socialiste, persiste depuis sa fondation en 1904 par Gustave Téry. Malgré l'existence de plusieurs journaux liés au parti radical, aucun n'étant un organe officiel, le choix de ce quotidien s'explique pour deux raisons. D'une part, il a un tirage plus élevé que d'autres quotidiens de tendance radicale et il appuie le Front populaire. D'autre part, sa journaliste sur la politique étrangère Geneviève Tabouis, entretenant de nombreux contacts dans les milieux diplomatiques, se positionne comme une informatrice aguerrie sur la situation européenne.

Ces quotidiens ont été sélectionnés, parce qu'ils couvrent justement une grande partie de l'opinion publique rattachée au Front populaire. Pourquoi donner la priorité aux journaux ? Pour le PCF et la SFIO, la presse occupe une place centrale dans l'activité du parti, et ses organes officiels sont sous son contrôle administratif et politique¹. Ensuite, l'importance de la presse viendrait du fait qu'elle nous permettrait de jauger indirectement l'opinion publique, la presse

¹ Alexandre Courban. *L'Humanité, de Jean Jaurès à Marcel Cachin – 1904-1939* (Ivry-sur-Seine : Éditions de l'Atelier, 2014), 16-18.

étant la principale responsable de la diffusion des idées à l'époque. Elle incarnerait le reflet exact du climat qui existait au sein de cette opinion publique, essentiel pour inventorier la pensée du moment². De plus, la diplomatie française recourait à la presse pour appréhender l'opinion publique, mais aussi pour la fabriquer³. Donc, durant les années 1930, une nouvelle relation entre les diplomates français et l'opinion publique se réalise, surtout en ce qui a trait à la guerre civile espagnole. De ce fait, la presse jouait un rôle particulier dans le traitement médiatique du conflit en Espagne⁴. En d'autres termes, cela veut dire que la véralité journalistique et les agendas politiques des différents quotidiens influencent la polarisation de l'opinion publique française.

L'idée centrale de ce mémoire consiste à mesurer l'impact de la guerre civile espagnole sur la perception qu'avait le Front populaire français de l'Union soviétique de 1936 à 1937. Ce sujet se révèle particulièrement intéressant, puisqu'il se glisse dans une période mouvementée et critique de l'entre-deux-guerres. Depuis 1934, l'avènement du régime nazi en Allemagne est de mauvais augure. Adolf Hitler avait écrit dans son ouvrage *Mein Kampf* que les Slaves d'Europe de l'Est devaient être asservis ou exterminés pour procurer à l'Allemagne son espace vital. Or, ce qui est vrai pour l'Union soviétique l'est aussi pour la France qui est considérée comme l'ennemi héréditaire à abattre. Maxime Litvinov, Commissaire soviétique aux Affaires étrangères, a lu *Mein Kampf* et propose alors la sécurité collective et l'assistance mutuelle, basée sur le principe de la paix indivisible. Si la paix est dérangée dans une partie de l'Europe, a-t-il dit, elle sera dérangée dans toute l'Europe. En d'autres mots, on ne pouvait pas garantir la paix en Europe de l'ouest sans la garantir à l'est également. Cette politique doit joindre tous les pays d'Europe, voire d'ailleurs, ensemble dans une alliance défensive, rappelant même celle de la Grande Guerre, pour faire face à la menace que représente l'Allemagne nazie. La stratégie consiste à la dissuader de ses revendications revanchistes et de l'inclure au sein de la sécurité collective ou, si elle déclare la guerre, la vaincre.

Cependant, depuis 1917, la révolution bolchevique apporte la « peur du rouge » en les nations de l'Occident. Celles-ci développent alors un anticommunisme profond qui oriente les campagnes électorales et la politique étrangère des gouvernements. C'est justement sur l'aspect

² David Wingeate Pike. *Les Français et la guerre d'Espagne* (Paris : Presses universitaires de France, 1975), 24-25.

³ Renaud Meltz. « Lorsque le Quai d'Orsay dictait des articles : la fabrication de l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres », *Relations internationales*, 154, (2013), 3-4.

⁴ *Id.* « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres : le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole » (2016), 10. academia.edu.

idéologique que la division se crée au sein de la société française durant les années 1930. L'anticommunisme, depuis la fin de la Grande Guerre, a un caractère instrumental très marqué⁵. C'est une sorte de peur sociale, une crainte du contre-modèle qui sert à valider le régime existant⁶. L'épouvantail électoral communiste brandi par la droite française en est un parfait exemple. En revanche, à la suite de l'avènement du régime nazi en Allemagne, un antifascisme s'enracine, principalement à gauche. La confrontation avec l'anticommunisme participe de ce fait au clivage entre la gauche et la droite, cette dernière associant la peur de la révolution communiste à la peur de la guerre. Les accusations de bellicisme deviennent alors une arme redoutable, considérant l'importance du pacifisme au sein de l'opinion publique française⁷. Ces antagonismes provoquent une polarisation de l'opinion publique française sur la nature de la menace qui pèse en Europe. Entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, reste à savoir qui est l'ennemi numéro un. C'est donc dire que la polarisation politique qui prend forme depuis 1934 s'amplifie à travers les événements qui surviennent un peu partout en Europe. La guerre civile espagnole, qui représente un des nombreux avertissements du danger nazi durant les années 1930, en devient le point culminant.

La ligne directrice suivie dans cette étude consiste à observer de façon chronologique l'évolution des opinions au sein des trois journaux analysés et d'en ressortir ce qui les influence, que ce soient les objectifs militants, les positions générales, personnelles et marginales. La méthode utilisée pour arriver à cette fin consiste en une lecture systématique de tous les numéros du 1^{er} janvier 1936 au 21 juin 1937, date de la chute du premier gouvernement Blum. Le but : trouver le maximum d'articles qui abordent l'URSS. De cette liste, la sélection s'est effectuée en fonction de la pertinence des articles par rapport au sujet de recherche. Évidemment, la simple mention de l'Union soviétique ne suffit pas. D'autres mots-clés qui rappellent par exemple son entité ou sa politique étrangère figurent aussi en tant que critères de sélection, comme « sécurité collective », « paix indivisible » ou encore « pacte franco-soviétique ». Plus en lien avec la guerre civile espagnole, tout ce qui inclut la « non-intervention » et l'« intervention soviétique » est pertinent. De plus, l'« anticommunisme », l'« antibolchevisme », l'« antifascisme » sont considérés, car ces termes contribuent à confirmer ou infirmer des critiques à l'égard de l'URSS.

⁵ Jean-Jacques Becker et Serge Berstein. *Histoire de l'anticommunisme en France : 1917-1940* (Paris : O. Orban, 1987, tome 1), 11.

⁶ Dominique Lejeune. *La peur du « rouge » en France : Des partageux aux gauchistes* (Paris : Belin, 2003), 137.

⁷ Becker et Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, 309-310.

Des articles qui portent également sur la politique allemande peuvent attirer le regard. Dans l'optique du débat à savoir qui est l'ennemi numéro un, force est de constater que pour évaluer l'attitude du Front populaire face à la collaboration avec l'Union soviétique, la même logique en ce qui concerne l'Allemagne nazie doit être envisagée. À cela s'ajoute tout sujet qui rejoint, directement ou indirectement, la France, l'URSS et la guerre civile espagnole. En résumé, le dépouillement des articles permet une véritable analyse de discours plus sûre.

Pour accompagner ces trois quotidiens, les documents diplomatiques français, les débats parlementaires de la Chambre des Députés et du Sénat ainsi que des mémoires de membres du Front populaire et autres serviront à mettre en contexte les articles sélectionnés. Ces autres sources et documentations n'ont pas simplement pour but d'ajouter de l'information à l'analyse. Évidemment, dans un climat de polarisation de l'opinion publique, l'intérêt de prendre en compte autant le point de vue de la gauche que de la droite par exemple permet de mieux saisir les propos tenus dans les articles de journaux. Cela justifie l'utilisation, entre autres, des débats parlementaires.

Puis, les journaux employés permettront enfin de répondre à la problématique posée par le sujet de recherche : quel est l'impact de la guerre civile espagnole sur l'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique de 1936 à 1937 ? Évidemment, cette problématique engendre d'autres interrogations qui pourront aider à la résoudre : Y a-t-il un véritable changement dans l'atmosphère politique à l'époque du Front populaire français ? Qui sont les acteurs historiques ? Quelles sont leurs pensées, leurs conceptions ? Est-ce qu'il y a des divergences ou des ressemblances entre les membres du Front populaire français ? Qu'est-ce qui a influencé leur jugement ?... Ou qui ? Et surtout, quelles sont les conséquences sur l'opinion publique liée au Front populaire ? Une hypothèse plausible serait que l'évolution de l'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique, de 1936 à 1937, est influencée par la polarisation politique intensifiée par la guerre civile espagnole.

Enfin, le choix temporel du sujet, comme on peut le constater, ne couvre pas toute la durée du conflit espagnol. Les événements survenus dès le début de l'année 1936 s'avèrent décisifs dans les relations franco-soviétiques, que ce soit la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique ou l'élection du Front populaire français. Il serait plus difficile de saisir l'attitude du Front populaire face à la collaboration avec l'Union soviétique en l'absence

d'une bonne compréhension des éléments qui ont participé à la forger. De plus, le présent travail se termine avec la chute du gouvernement Blum pour deux raisons. D'une part, le nombre d'articles à étudier a obligé à réduire la période couverte. D'autre part, il explique l'amplitude de ce travail. Néanmoins, le premier gouvernement Blum est peut-être le plus intéressant des gouvernements de Front populaire qui se sont succédé jusqu'en 1938. Il portait toutes les espérances d'une grande partie de la société française, tout en devant faire face à des obstacles importants, y compris le déclenchement de la guerre civile espagnole.

La division des chapitres de ce mémoire s'explique en grande partie sur le choix temporel du sujet. La pertinence du chapitre un se retrouve justement dans la portée des événements qui ont précédé l'éclatement du conflit espagnol. Leur impact à long terme nous oblige à débiter dès janvier 1936, afin de mieux saisir la perception qu'avait le Front populaire français de l'Union soviétique. En fait, les relations avec l'URSS représentent un sujet à débat très sensible, parfois même houleux au sein de l'opinion publique française. La ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique s'insère dans ces débats et, bien avant les événements d'Espagne, expose le clivage entre la gauche et la droite en France. Conjointement, la remilitarisation de la Rhénanie offrit, si l'on peut l'affirmer ainsi, une impression de déjà vu lors de l'élaboration de la politique de non-intervention en Espagne, rappelant l'inaction de la France face aux coups de force d'Hitler. Puis, l'élection du Front populaire révèle un anticommunisme des plus virulents, annonçant en quelque sorte la peur de l'exportation de la révolution devant la possibilité d'une victoire républicaine espagnole vis-à-vis de Franco. Chaque fois, les relations avec l'URSS furent discutées, débattues, voire défendues dans les quotidiens à l'étude. C'est donc dire, dans un contexte plus général, avant même le déclenchement de la guerre civile espagnole, que les questions qui concernent l'Union soviétique étaient déjà soulevées.

C'est au deuxième chapitre que le thème principal, la guerre civile espagnole, est essentiellement abordé. En fait, deux moments importants liés à l'éclatement du conflit jaillissent. D'une part, l'élaboration et l'adoption de la politique de non-intervention en disent long sur les distinctions entre les partis membres du Front populaire et la division au sein de l'opinion publique. D'autre part, l'intervention soviétique en Espagne alimente le débat concernant l'attitude française dans les quotidiens à l'étude. Ce chapitre étudie à la fois l'élément déclencheur et les premières péripéties de ce récit haut en couleur.

Finalement, le troisième chapitre porte sur les derniers mois du premier gouvernement de Front populaire en 1937, accaparés en grande partie par les conséquences de la politique franco-britannique en ce qui concerne la guerre civile espagnole. Avec l'irruption du danger nazi ailleurs en Europe, dont en Tchécoslovaquie, le lien avec le conflit en Espagne devient irrésistible. Sans oublier l'échec des négociations franco-soviétiques pour des discussions d'États-majors en vue de renforcer le pacte d'assistance mutuelle. C'est une sorte de dénouement, sans pour autant insinuer la fin des conséquences de la guerre civile espagnole dans la collaboration avec l'URSS.

Le Front populaire à la croisée des chemins

Le Front populaire français se retrouve au milieu de cette période mouvementée et délicate. Sa création répond en grande partie aux premiers contrecoups des années 1930. La crise économique et, surtout, l'avènement du régime nazi en Allemagne en font partie. Justement, la peur de l'URSS et du Komintern divise l'opinion publique européenne, paralysant de ce fait la volonté d'agir face à la menace nazie⁸. Puis, l'instabilité ministérielle en France empêche toute continuité dans la politique française.

Le 6 février 1934, d'importantes manifestations, surtout de groupes d'extrêmes droites, font rage dans Paris. Avec les difficultés à résorber la crise économique et le scandale politique nommé «l'affaire Stavinsky», impliquant des membres du parti radical dans une fraude, le régime parlementaire est éclaboussé. Des milliers d'émeutiers, en grande partie des membres des *Croix de Feux* et autres ligues, se préparent à investir le Palais-Bourbon, où siègent au même moment les députés. S'ensuit une violente confrontation armée avec la police qui se poursuit toute la nuit dans Paris.

William L. Shirer, journaliste américain, assiste aux événements depuis un balcon de l'hôtel de Crillon qui donne sur la place de la Concorde. Il témoigne de la scène qu'il a observée : « The first shots we didn't hear. The first we knew of the shooting was when a woman about

⁸ Michael Alpert. *A New International History of the Spanish Civil War* (New York : St. Martin's Press, 1994), 10.

twenty feet away suddenly slumped to the floor with a bullet-hole in her forehead⁹. » Il ajoute, à propos des affrontements sur le pont menant au Palais Bourbon : « “If they get across the bridge,” I thought, “they’ll kill every deputy in the Chamber.¹⁰” » Pour Shirer, les émeutes incarnent véritablement une tentative de coup d’État fasciste¹¹. Le même constat prend forme du côté de la gauche où la peur du fascisme vient alors confirmer la polarisation politique en France¹². Tout compromis entre la gauche et la droite devient désormais impossible.

Le Parti communiste français (PCF), suite aux émeutes du 6 février, s’ouvre petit à petit à la collaboration avec l’autre parti dit ouvrier en France, la Section française de l’Internationale ouvrière ou parti socialiste (SFIO). Le « tournant », qui décrit le changement conséquent dans la stratégie du PCF, guide les deux partis ouvriers à s’entendre sur un pacte d’unité d’action en juillet 1934 dans le but de vaincre le fascisme en France. Le Front commun qui en découle constitue les premiers jalons de ce qui deviendra le Front populaire français.

Le PCF est né d’une scission importante au sein de la SFIO au Congrès de Tours en 1920. L’admiration de l’expérience révolutionnaire russe entraîne le débat sur l’adhésion à la Troisième Internationale (Komintern), qui mène à la création d’un nouveau parti communiste en France. Sa structure se base sur le modèle bolchevique, avec une certaine homogénéisation des membres, qui s’oriente sur un fonctionnement léniniste. Malgré des conflits internes et des exclusions durant les années 1920 et au début des années 1930, l’encadrement spécifique n’empêche pas un degré d’implication différent de chacun au sein du parti¹³. L’attachement à celui-ci reste tout même une façon de monter les échelons.

Le « tournant » du PCF au cours des années 1930 s’effectue à plus long terme. Bien que la collaboration avec la social-démocratie semble s’opérer sans encombre avec l’aval de Moscou entre avril et juin 1934, plusieurs étapes amènent le parti à changer de stratégie. Elle passe de l’antimilitarisme révolutionnaire à l’antimilitarisme antifasciste, jusqu’à l’acceptation plus générale de l’institution militaire. Ce balancement résulte de la perception des dirigeants

⁹ William L. Shirer. *Berlin Diary : the Journal of a Foreign Correspondent, 1934-1941*, (New York : A. A. Knopf, 1941), 7.

¹⁰ *Ibid.*, 7.

¹¹ *Ibid.*, 8.

¹² Eugen Weber. *La France des années 30 : Tourments et perplexités*, trad. par Pierre-Emmanuel Dauzat, (Paris : Fayard, 1995), 15.

¹³ Bernard Pudal, « Les communistes » dans *Histoire des gauches en France, XXe siècle : à l’épreuve de l’histoire*, Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, dir. (Paris : La Découverte, 2004, vol. 2), 66.

communistes, dont le secrétaire général Maurice Thorez, autant du risque de guerre en Europe que du danger fasciste en France¹⁴. C'est dire que le pragmatisme du PCF s'explique par les variations de l'évolution de la conjoncture et le souci de la défense de l'URSS.

La SFIO, représentant à l'époque le socialisme en France, pour sa part, est créée en 1905, avec l'appui de Jean Jaurès. La scission au sein du parti lors du Congrès de Tours entraîne une crise d'identité du socialisme. Malgré les similitudes avec le PCF, c'est deux conceptions qui s'opposent, la méthode bolchevique et le socialisme français.

Plusieurs tendances se côtoient au sein de la SFIO durant les années 1930, liées essentiellement aux questions de politique étrangère et aux personnalités qui les composent. Tout d'abord, Léon Blum (1872-1950) est probablement la personnalité socialiste la plus connue du moment en France. Chef de la section parlementaire de la SFIO, il tient avec ténacité à la tradition socialiste française et à l'héritage de son mentor Jean Jaurès. C'est un pacifiste, croyant à la nécessité du socialisme pour la paix, contre les alliances et la société capitaliste, cause de guerre. Il encourage le désarmement, la sécurité collective, tout règlement à la Société des nations (SDN) et la négociation avec tous, peu importe le régime intérieur, même avec l'Allemagne.

Cependant, l'avènement du régime nazi apporte un changement dans son attitude, surtout avec le retour de la conscription et les violations des clauses du traité de Versailles par l'Allemagne¹⁵. À partir de ce moment, il soutient une action concertée et déterminante de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS pour un pacte d'assistance mutuelle pour s'imposer à l'Allemagne et éviter l'entente directe avec Hitler. Bien qu'il soit opposé au bolchevisme, la solidarité avec l'Union soviétique devient sans faille, défendant même sa nouvelle orientation diplomatique. En fait, il cherche à assurer l'unité d'action avec le PCF, et lier les démocraties occidentales avec l'URSS pour préserver la paix et regrouper les forces antifascistes¹⁶. Malgré tout, son pacifisme reste toujours une partie de sa philosophie, créant un dualisme dans sa pensée tout au long des années 1930.

¹⁴ Georges Vidal. *La grande illusion : le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire, 1934-1939* (Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2006), 18.

¹⁵ Nathanael Greene. *Crisis and Decline, The French Socialist Party in the Popular Front Era*, (Ithaca, New York : Cornell University Press, 1969), 25.

¹⁶ Olivier Duhamel et Nicole Racine. « Léon Blum, les socialistes français et l'Union soviétique », dans *L'URSS vue de gauche*, Lilly Marcoux dir. (Paris : Presses universitaires de France, 1982), 139-140.

Une autre personnalité influente, surtout au sein de l'appareil du parti, est Paul Faure (1878-1960), secrétaire général et codirigeant de la SFIO avec Blum. Leurs pensées entretiennent des différences fondamentales, principalement sur l'attitude vis-à-vis de l'Union soviétique et le PCF. Faure voit le bolchevisme comme une perversion du socialisme¹⁷. Anticommuniste, il dénonce depuis le Congrès de Tours la division qui en résulte. En outre, sa méfiance, répandue chez d'autres socialistes, envers l'URSS provient de la croyance qu'elle chercherait, lors de l'éclatement de la guerre civile espagnole, à entraîner la France dans une croisade antifasciste¹⁸. De plus, Faure est un pacifiste nationaliste, défaitiste, prêt à offrir toutes concessions à l'Allemagne pour acheter la paix devant l'impossibilité de surmonter sa force démographique et militaire. Surtout, il refuse les alliances, qui signifieraient un retour à l'engrenage de 1914, puisque, selon lui, elles diviseraient l'Europe en deux camps opposés ou en blocs idéologiques qui constitueraient un risque inévitable de guerre¹⁹.

Ensuite, c'est au tour de Jean Zyromski (1890-1975) un des chefs de file de la gauche de la SFIO et fondateur en 1927 d'un courant au sein du parti nommé la « Bataille socialiste ». Zyromski a la conviction de l'inévitabilité de la lutte de classe et dépeint le fascisme comme le résultat du capitalisme décadent²⁰. Il favorise l'unité entre socialistes et communistes et une unité d'action internationale de la classe ouvrière. Sa fermeté, issue essentiellement de son antifascisme, rapproche sa vision de celle du PCF. Avec la « Bataille socialiste », il défend l'URSS en exposant les côtés positifs de la « construction socialiste » de l'État soviétique²¹.

Enfin, Marceau Pivert est le fondateur du courant la « Gauche révolutionnaire » suite à un désaccord avec Zyromski sur sa position complaisante face au pacte franco-soviétique. Pivert s'oppose au réarmement et aux alliances, qui selon lui reviennent à accepter la « politique de la bourgeoisie » et la guerre impérialiste²². Son objectif se résume à unir le prolétariat international dans un défaitisme révolutionnaire, la finalité, pour Pivert, que doit avoir le Front populaire.

¹⁷ Michel Dreyfus. « Pacifistes socialistes et humanistes dans les années 1930 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 35, 3 (1988) : 457.

¹⁸ Maurice Vaïsse. « Le pacifisme français dans les années trente ». *Relations internationales*, 53, (1988) : 45.

¹⁹ Greene, *Crisis and Decline*, 42.

²⁰ *Ibid.*, 49.

²¹ Duhamel et Racine, « Léon Blum, les socialistes français et l'Union soviétique », 142-143.

²² Greene, *Crisis and Decline*, 59.

À la suite de l'unité d'action entre communiste et socialiste, c'est au tour du parti radical, en juin 1935, à se questionner sur son ralliement à cette dernière. Le parti radical, ou parti républicain, radical et radical-socialiste, est fondé à la fin du 19^e siècle. Regroupant plusieurs tendances, surtout du centre, il devient indispensable pour former une majorité gouvernementale. Parti républicain par excellence, soutenu par les classes moyennes, il s'oriente constamment entre son aile droite et son aile gauche.

Après une crise profonde que subit le parti au lendemain du 6 février 1934, le Front populaire se présente pour certains membres comme une bouée sur laquelle s'accrocher²³. La pression d'une telle initiative vient de l'aile gauche, les « radicaux-socialistes », dont les « Jeunes Turcs », comme Pierre Cot et Jean Zay, affirment leur intention de réformer le parti. Cependant, l'adhésion du parti radical au Front commun n'est pas sans créer des frictions avec l'aile droite, dont l'anticommunisme encouragera un détachement progressif du Front populaire.

Bien que des différences majeures entre le PCF et le parti radical subsistent, la signature du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique en mai 1935 et l'acceptation par Staline de la politique de défense nationale de la France font tomber les barrières entre communistes et radicaux à ce sujet. De plus, il s'opère un infléchissement du parti radical contre le gouvernement Laval à l'égard de son attitude par rapport au conflit éthiopien. Puis, Édouard Daladier, le nouveau chef du parti radical, succédant à Édouard Herriot, cherche à redorer son image, ternie depuis les émeutes du 6 février 1934, avec une adhésion de son parti au Front populaire²⁴. La publication en janvier 1936 du programme électoral du Front populaire semble alors officialiser la coalition des prochaines élections. Or, rien n'est joué pour le Front populaire. Même si son existence s'explique en grande partie à l'opposition au fascisme, le poids du contexte sociopolitique de la France n'empêche pas que l'antifascisme soit constamment renvoyé à la situation internationale, et que la question de l'URSS soit débattue en politique intérieure²⁵.

La ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique en février 1936, à la Chambre des députés, ravive les tensions en France. Le Front populaire, qui organise un front commun en faveur de la ratification, doit faire face à une droite farouchement anticommuniste

²³ Serge Berstein, « Les radicaux », dans *Histoire des gauches en France, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*, Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, dir. (Paris : La Découverte, 2004, vol. 2), 20.

²⁴ Élisabeth Du Réau. *Édouard Daladier, 1884-1970* (Paris : Fayard, 1993), 163.

²⁵ Serge Wolikow. *1936 : Le monde du Front populaire* (Paris : Cherche-midi, 2016), 7.

qui voit dans le pacte l'avènement de la révolution et de la guerre. Or, cela s'explique par le contexte électoral très houleux où les tensions atteignent des sommets lors des élections de 1936. L'illustration la plus concrète revient à la victoire de la gauche aux élections et par conséquent la formation d'un nouveau gouvernement de Front populaire, avec l'appui des communistes français. Cependant, celui-ci n'est pas au bout de ses peines. L'avènement de la guerre civile espagnole, un mois après la formation du gouvernement de Front populaire, révèle cet essentiel constat.

Depuis février 1936, c'est un gouvernement de Front populaire (*Frente popular*) qui se retrouve à la tête de l'Espagne, avec la participation des communistes espagnols. De là, une partie de l'opinion publique étrangère croit même qu'une croisade idéologique s'opère. Justement, la perception véhiculée sur l'Espagne du *Frente popular* rappelle pour certains diplomates et hommes d'État en Europe la Révolution soviétique et la « barbarie moscovite »²⁶. Cela suggère que la guerre civile espagnole symbolise le « champ de bataille contre l'invasion de l'Europe occidentale » par l'Union soviétique. Ceci en dit long sur l'impact de l'anticommunisme, amplifié par le conflit espagnol et la force de la droite en France²⁷. Par conséquent, le clivage entre la gauche et la droite se creuse davantage et apporte la polarisation de l'opinion publique à son point culminant comme mentionné précédemment. Les conséquences : non seulement cela crée la peur de la contagion révolutionnaire en provenance de l'Espagne, faisant jusqu'à craindre l'éclatement d'une guerre civile en France, mais aussi, chez certains, la confirmation de l'inévitabilité d'une guerre²⁸.

Cependant, le changement de gouvernement en France, suite à l'élection du Front populaire français, n'entraîne pas un véritable tournant dans la conduite de la diplomatie française. Au contraire, l'idéologie l'emporte sur les considérations stratégiques de la sécurité de la France²⁹. Déjà, les membres du Front populaire sont divisés sur la façon de réagir, tiraillés entre le maintien de la coalition électorale et les objectifs militants. Si la vision antifasciste encourage l'intervention en faveur de la République espagnole, contre le danger que représente l'Allemagne nazie, la vision pacifiste devient l'orientation officielle de la politique étrangère du

²⁶ Berstein et Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, 303.

²⁷ Alpert, *A New International History*, 10.

²⁸ Weber. *La France des années 30*, 321.

²⁹ Jean-Baptiste Duroselle. *La décadence : 1932-1939* (Paris : Imprimerie nationale, 1979), 316.

gouvernement. En outre, le souvenir de la Grande Guerre atteint une large proportion de l'opinion publique française et même un pacifisme de droite, réuni en grande partie autour des anciens combattants, se développe. Or, pacifisme, loin de former un bloc homogène, et anticommunisme vont aussi de pair durant les années 1930³⁰. C'est ainsi que la priorité est un rapprochement avec la Grande-Bretagne comme garantie pour la paix. Par contre, c'est la politique franco-britannique de non-intervention qui a déterminé l'issue de la guerre civile espagnole³¹. Cette politique mettrait en relief la constante faiblesse des démocraties occidentales, offrant par conséquent arguments et force au fascisme³².

L'orientation de la politique étrangère du gouvernement de Front populaire n'apporte pas grand-chose non plus à la politique de sécurité collective menée par le gouvernement soviétique. Seule la solidité de la coalition entre la gauche et le centre gauche en France offrait la possibilité de la réussite d'une telle politique. Sa concrétisation ne verra jamais le jour et cela aura pour conséquences l'échec des négociations franco-soviétiques pour des discussions d'États-majors et de maintenir le pacte franco-soviétique au même niveau qu'un « chiffon de papier », ainsi que laisser dans l'embarras les alliés est européen. Bref, la guerre civile espagnole se dessine comme un facteur important dans l'échec de la France face aux défis internationaux entre 1936 et 1939³³, au moment même où le rapprochement franco-soviétique arrive à l'étape cruciale de son développement.

Historiographie

Les origines de la Seconde Guerre mondiale se retrouvent donc au cœur de cette analyse. En revisitant cette période, on peut surmonter les idées reçues et les interprétations dominantes. Des précurseurs, durant la guerre, comme Marc Bloch et son ouvrage *l'Étrange défaite*, ou

³⁰ Dreyfus. « Pacifistes socialistes et humanistes », 460.

³¹ A.J.P. Taylor. *The Origins of the Second World War* (New York : Simon & Schuster Inc., 1996 [1961]), 121.

³² Eric Hobsbawm. *The Age of Extremes : a History of the World, 1914-1991* (New York : Vintage Book, 1996 [1994]), 146.

³³ Peter Jackson. « Stratégie et idéologie : le haut commandement français et la guerre civile espagnole », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 199 (2001) : 112. <http://www.jstor.org/stable/25732701>.

« CATO », un rassemblement des journalistes britanniques Michael Foot, Frank Owen et Peter Howard, enclenchent la révision de la politique franco-britannique face à l'Allemagne nazie³⁴.

Après la guerre, certains historiens ont cherché à sortir de l'analyse consensuelle des origines de la Seconde Guerre mondiale. A.J.P. Taylor, un historien britannique, est l'un de ceux-ci en attribuant une part de la responsabilité du déclenchement du conflit aux démocraties occidentales que sont la France et l'Angleterre³⁵. S'en suit André Fontaine, journaliste et historien français avec son ouvrage au titre révélateur : *La guerre froide, 1917-1991*. Fontaine élabore une autre interprétation de la guerre froide après 1945 en trouvant ses origines lors de l'entre-deux-guerres, qui voit naître les premiers antagonismes entre l'Occident, alors une force multipolaire menée essentiellement par la France, l'Angleterre, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, et l'Union soviétique³⁶.

Suite au démantèlement de l'URSS et la fin de la guerre froide, certains historiens cherchent justement à revisiter les origines de la Seconde Guerre mondiale. En effet, l'ouverture des archives soviétiques à Moscou offre l'occasion aux chercheurs d'étendre leurs connaissances sur la période en plus d'exhumer le point de vue soviétique, enfoui par la guerre froide, en Occident. Cet échange d'interprétations remet en question certaines idées reçues et rend légitime une nouvelle évaluation du rôle de la France et de la Grande-Bretagne dans l'échec des démarches visant à se prémunir du danger nazi. Un des pionniers de la recherche dans les archives soviétiques à Moscou est l'historien italien Silvio Pons qui observe l'influence la « guerre inévitable », due à la politique hitlérienne, sur l'élaboration de la politique soviétique durant la deuxième moitié des années 1930. Pons éloigne alors l'idée d'un dessein prémédité de Staline avec l'Allemagne nazie avant 1939³⁷. En complémentarité, Sabine Dullin, autre pionnière dans la recherche dans les archives soviétiques, offre un regard nouveau sur le parcours des diplomates soviétiques dans l'orientation de la diplomatie soviétique lors des années 1930. L'ouvrage *Des hommes d'influence, les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939* expose

³⁴ Marc Bloch. *L'étrange défaite : témoignage écrit en 1940 ; suivi de Ecrits clandestins 1942-1944* (Paris : Albin Michel, 1957 [1946]) et « CATO ». *Guilty Men* (New York : Frederick A. Stone Compagny, 1940).

³⁵ Taylor, *The Origins of the Second World War*, XIII.

³⁶ Fontaine mentionne la fin du « premier round » entre futures superpuissances à la suite de l'intervention des membres de l'Entente dans la Guerre civile russe et la création du « cordon sanitaire ». Voir André Fontaine. *La guerre froide, 1917-1991* (Paris : Éditions du Seuil, 2006 [1965-1967]), 51-52

³⁷ Silvio Pons. *Stalin and the Inevitable War, 1936-1941*. London : Frank Cass, 2002, XIII.

le travail du corps diplomatique soviétique, au-delà d'une vision globalisante et désincarnée qui a dominé l'historiographie sur l'histoire politique de l'Union soviétique³⁸.

S'en suit l'historien Michael J. Carley qui précise que l'anticommunisme s'avérait un sérieux obstacle à la réalisation de la défense franco-britannique et européenne durant les années 1930 par rapport à la politique de sécurité collective menée par l'URSS³⁹. Ceci offrirait une nouvelle interprétation à propos de l'échec des négociations d'une alliance au printemps 1939 avec l'Union soviétique qui, selon Carley, n'avait alors plus le choix de signer un pacte de non-agression germano-soviétique. S'ajoute l'historien Geoffrey Roberts qui expose la réelle importance de la sécurité collective et des négociations concernant la triple alliance aux yeux du gouvernement soviétique⁴⁰. D'ailleurs, bien avant 1939, Roberts établit que la méfiance mutuelle depuis la révolution d'octobre 1917 et l'échec de la campagne soviétique pour la sécurité collective durant les années 1930, dues à l'attitude des gouvernements français et britanniques, relativise l'unique responsabilité du pacte germano-soviétique dans le déclenchement de la guerre⁴¹. En somme, Carley et Roberts estiment que le retour sur les événements qui se sont produits lors des années 1930 apparaît comme nécessaire pour comprendre les origines de la Seconde Guerre mondiale.

En d'autres termes, l'historiographie se réinvente avec l'apport de sources soviétiques. De nouvelles questions sur le rôle de la France et de l'Angleterre à l'égard du déclenchement de la guerre en 1939 voient le jour, tout en revisitant les événements qui l'ont précipité durant la période des années 1930. En quoi cela est-il différent des autres travaux sur le sujet? En observant l'évolution de la politique de la sécurité collective proposée par l'Union soviétique comme une « possibilité historique », à côté de celle de la politique d'apaisement, l'analyse devient plus apte à hiérarchiser les causes de la Seconde Guerre mondiale et à réévaluer l'importance des événements et des acteurs qui y ont joué un rôle.

³⁸ Sabine Dullin. *Des Hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939* (Paris : Payot, 2001), 11.

³⁹ Michael J. Carley. *1939, l'alliance de la dernière chance : Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, trad. Jean-Christophe Paccoud (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2001), 32.

⁴⁰ Geoffrey Roberts. "The Alliance that Failed: Moscow and the Triple Alliance Negotiations, 1939", *European History Quarterly*, 3, 26, (1996) : 397.

⁴¹ *Ibid.*, 408-409.

La guerre civile espagnole fait partie de ces événements. L'influence de ce conflit sur la société française, comme soulevé précédemment, n'est pas à prendre à la légère. Selon les historiens Jean-Jacques Becker et Serge Bernstein, l'anticommunisme pratiqué par la droite et l'extrême droite française, suite à l'éclatement de la guerre d'Espagne, revient à établir un parallélisme entre l'expérience espagnole et l'expérience française du Front populaire⁴². Pour sa part, l'historien Dominique Lejeune affirme que le communisme est jugé responsable du déclenchement de la guerre d'Espagne et que les communistes français, à cause de leur antifascisme, sont accusés de bellicisme capable d'entraîner la France dans une guerre⁴³. Dans les deux cas, la guerre civile espagnole sert à dénoncer l'immixtion de l'Union soviétique afin de s'attaquer au gouvernement français de Front populaire. L'impact de la guerre civile espagnole sur la polarisation de l'opinion publique devient alors flagrant. Il est même possible de remonter à l'historien Jean-Baptiste Duroselle qui, dans son ouvrage *La décadence : 1932-1939*, soulève l'hypothèse de la possibilité d'une guerre civile en France, tellement le conflit espagnol a exacerbé les divisions entre Français⁴⁴.

La dimension internationale de la guerre civile espagnole affecte donc la politique européenne du moment. Eric Hobsbawm écrit justement que l'expression par excellence de la dimension transnationale des problèmes des années 1930 est la guerre civile espagnole⁴⁵. Du côté de Michael Alpert, comme mentionné précédemment, celui-ci affirme qu'avec la peur déjà existante de l'Internationale communiste et de l'URSS, qui divise l'opinion publique, la guerre d'Espagne est vue comme « le champ de bataille contre l'invasion de l'Europe occidentale » par l'Union soviétique, atténuant les attaques contre la menace nazie⁴⁶.

Bref, la création et l'élection du Front populaire, les débats sur la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, la formation d'un nouveau gouvernement dirigé par le Front populaire, ainsi que la guerre civile espagnole, représentent justement des éléments d'analyse très pertinents afin de comprendre la période des années 1930. De ce fait, en revisitant de cette façon une partie des origines de la Seconde Guerre mondiale, le présent mémoire fait la

⁴² Bernstein et Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France*, 308.

⁴³ Lejeune, *La peur du « rouge » en France*, 174-177.

⁴⁴ Duroselle, *La décadence*, 305.

⁴⁵ Hobsbawm, *The Age of Extremes*, 156.

⁴⁶ Alpert, *A New International History*, 10.

lumière, notamment, sur l'échec du rapprochement franco-soviétique, de la politique de sécurité collective et d'assistance mutuelle, en plus de retracer les origines de la politique d'apaisement.

Chapitre un

La ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique

De 1936 à 1937, la question du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique préoccupe les cabinets français et cause des débats houleux au sein de la société française. De plus, elle alimente la discussion sur le choix de l'entente avec l'Allemagne ou avec l'URSS. Surtout, le manque de confiance et l'hostilité envers le pacte concordent en partie avec l'ascension du Front populaire en France.

Autre variable à considérer, l'avènement d'Hitler au pouvoir en Allemagne ravive les craintes d'une revanche allemande. C'est ce que prévoit, depuis 1922, Édouard Herriot, chef du parti radical et à deux reprises président du Conseil (1924-1925/1932) : « Je consulte la carte. Je ne vois qu'un pays qui puisse nous apporter le contrepoids nécessaire et créer, en cas de guerre, un deuxième front. C'est l'Union Soviétique¹ ». L'assistance mutuelle, la principale vision géostratégique et pragmatique de l'URSS, reste l'argument clé de politiciens du centre et de droite favorable à un rapprochement franco-soviétique. En fait, cette vision, minoritaire durant les années 1930, qui a vécu ses grands jours avec l'Entente lors de la Grande Guerre, revient en force avec la proposition de sécurité collective et de paix indivisible du gouvernement soviétique. C'est alors qu'Herriot, dès 1932, prend des mesures pour compléter un pacte de non-agression avec l'URSS. Ce devait être le premier jalon vers la signature du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique.

Pourtant, c'est l'initiative de Joseph Paul-Boncour qui donne forme et vie au pacte. Ayant succédé à Herriot en 1932 comme président du Conseil (18 décembre 1932 – 28 janvier 1933) et ministre des Affaires étrangères (18 décembre 1932 – 30 janvier 1934), il favorise l'assistance mutuelle, considérant les objectifs clairement indiqués dans *Mein Kampf*, mais aussi la puissance de l'Union soviétique². De plus, la sécurité collective, menée par l'URSS, pourrait, selon lui,

¹ Édouard Herriot. *Jadis* (Paris : Flammarion, 1952), 523.

² Joseph Paul-Boncour. *Entre deux guerres, souvenirs sur la IIIe République : V.2 Les lendemains de la victoire 1919-1934* (New York : Brentano's, 1946), 361-362.

rassurer les alliés polonais et roumains. Paul-Boncour et Litvinov engagent alors des pourparlers dès l'automne 1933 sur un pacte d'assistance mutuelle, dans le cadre de la SDN.

Suite au départ de Paul-Boncour et des émeutes du 6 février 1934, Louis Barthou prend place au Quai d'Orsay (9 février 1934 – 9 octobre 1934). Barthou soutient lui aussi fortement le rapprochement avec l'Union soviétique. Il y retrouve « [...] des négociations très poussées et un projet tout préparé, auquel il n'eut qu'à donner sa marque³ ». Justement, suite à l'adhésion de l'URSS à la SDN en 1934, Barthou et Litvinov élaborent un « pacte de l'Est », devant inclure l'Allemagne et la Pologne, comme couvert pour un rapprochement bilatéral franco-soviétique. Or, après l'assassinat de Barthou la même année, mort d'une balle perdue tirée suite à l'assassinat au même moment du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie en visite en France, c'est Pierre Laval qui le remplace comme ministre des Affaires étrangères (13 octobre 1934 – 24 janvier 1936).

Laval est un opposant au pacte, mais ne peut le faire ouvertement. Anticomuniste, « [...] il redoute l'action éventuelle d'une armée bolchevik sur l'armée française », selon Herriot⁴. Germanophile, il veut éviter que le pacte ne consiste en un obstacle à une entente franco-allemande. Or, certains développements incitèrent à entretenir de meilleures relations avec l'URSS, comme le réarmement allemand, le retour de la conscription en Allemagne et l'intransigeance d'Hitler. Faute de mettre fin aux négociations en cours, Laval cherche par tous les moyens d'affaiblir le pacte. Puis, lorsqu'il devient président du Conseil en 1935 (7 juin 1935 – 24 janvier 1936), il retarde la ratification du pacte à la suite de sa signature le 2 mai 1935.

De son côté, l'opinion publique est divisée. Si la gauche, rassemblée autour du PCF, de la SFIO et du parti radical, approuve en majorité le pacte, cela n'empêche pas certaines réticences, surtout chez les socialistes anticomunistes et pacifistes, comme Faure, et révolutionnaires, comme Pivert. À droite, la nouvelle orientation « patriotique » des communistes persuade les anticomunistes que l'antifascisme va à l'encontre des intérêts nationaux⁵. La peur de la révolution et la peur de la guerre restent des jumeaux.

Alors que tout semble aller de travers pour le pacte, la mauvaise foi de Laval devient cependant de plus en plus évidente. D'une part, il craint pour sa réélection sénatoriale, se

³ Paul-Boncour, *Entre deux guerres*, 369.

⁴ Herriot, *Jadis*, 523.

⁵ Weber, *La France des années 1930*, 195.

soumettant à la signature du pacte et à un voyage en URSS pour, entre autres, vaincre ses opposants communistes. D'autre part, il vide de toute substance le projet de pacte d'assistance mutuelle de Barthou, avec l'aide du Quai d'Orsay et d'Alexis Léger, le secrétaire général, qui élabore un texte platonique, avec aucun engagement militaire avec Moscou⁶. L'historien Jean-Baptiste Duroselle décrit même le pacte comme un « chef-d'œuvre du galimatias », « [n'] importe quel spécialiste du droit international peut y trouver, quelle que soit la situation, vingt échappatoires possibles, » et « [j]amais la pactomanie n'était allée aussi haute dans la subtilité⁷ ».

Un doute s'installe alors chez Litvinov, qui souhaite une signature rapide du pacte d'assistance mutuelle et qui encourage dès le début une alliance franco-soviétique. En effet, Laval, le Quai d'Orsay, l'État-major et une bonne partie de l'opinion publique craignent un accord militaire. Ceux-ci préfèrent soustraire l'obligation de se porter au secours de l'URSS, si elle est attaquée⁸. De plus, Laval ne cache pas sa volonté d'apaiser l'Allemagne⁹. Tout d'un coup, une dispute prend forme entre les deux partis, le Quai d'Orsay et le gouvernement soviétique, si l'on se fie au témoignage de Geneviève Tabouis à ce propos¹⁰. Herriot, qui fut le médiateur, détaille la problématique : du côté soviétique, on critique une phrase ajoutée, par le Quai d'Orsay, qui dicte aux deux signataires d'attendre les recommandations de la SDN¹¹. Considérant les observations de Tabouis et d'Herriot sur cette mésentente qui entoure cette modification, la mauvaise foi du côté français ainsi que le refus de Litvinov de signer le pacte face à cette situation, l'ambassadeur soviétique à Paris, V. P. Potemkine, a informé Moscou que la phrase fut ajoutée à l'insu de Litvinov¹². Finalement, la controverse a été réglée et Litvinov persuade Staline d'accepter le pacte, car un pain de moitié vaut mieux que rien.

Tout de même, à cause des difficultés rencontrées, sans oublier l'instabilité ministérielle chronique en France, la signature du pacte, en date du 2 mai 1935, se révèle un exploit dans les relations franco-soviétiques¹³. Cependant, rien n'est joué : ce n'est que neuf mois plus tard que la

⁶ Renaud Meltz. *Pierre Laval, un mystère français* (Paris : Perrin, 2018), 419.

⁷ Duroselle. *La décadence*, 142.

⁸ Metlz, *Pierre Laval*, 426.

⁹ *Ibid.*, 426.

¹⁰ Geneviève Tabouis. *Ils l'ont appelée Cassandre* (New York : La Maison Française, 1942), 244.

¹¹ Herriot, *Jadis*, 530.

¹² Potemkin à NKID, immédiat, 20 avril 1935, *DVP*, XVIII, 295-96 et Potemkin à NKID, la plus haute priorité, 20 avril 1935, *DVP*, XVIII, 296-97. Citation des *Dokumenty vneshnei politiki*, en langue russe ; références fournies à l'auteur par le professeur M. J. Carley.

¹³ Carley, *1939*, 40.

question de la ratification du pacte sera soulevée. Pourtant, l'intérêt pour le rapprochement franco-soviétique s'éternise, au grand regret de Laval. Celui-ci est irrité par le soutien officiel du PCF, relayé par *l'Humanité*, au pacte franco-soviétique, ainsi que celui d'Herriot, Pierre Cot et d'autres radicaux et socialistes¹⁴. Justement, début 1936, l'éventualité d'une victoire du Front populaire, ce que Laval veut enrayer, accélère finalement la chute de son gouvernement en janvier. Les ministres radicaux, devant l'attachement accru de leur parti au Front populaire, choisissent finalement de démissionner.

Si le départ de Laval rassure ceux qui ont foi en la sécurité collective, la force croissante de la gauche effraie la droite face à une possibilité du développement des relations franco-soviétiques. D'une part, avec l'assentiment du Komintern pour la stratégie des fronts populaires en 1935, ainsi que l'acceptation et la compréhension de Staline de la défense nationale de la France, en référence à la signature du pacte franco-soviétique, le PCF va de l'avant. Il peut désormais orchestrer son rapprochement avec le parti radical pour consolider le Rassemblement populaire. D'autre part, cette consolidation vise ultimement à favoriser l'avènement d'une alliance militaire franco-soviétique¹⁵. Or, la situation s'envenime en France. Du côté de la droite, un anticommunisme instrumental sert à lutter contre le Front populaire, advenant les élections. En effet, l'influence accrue du PCF, de plus en plus proche de la majorité gouvernementale, apporte l'accusation de collusion entre le Front populaire, Moscou et Staline. En ce qui concerne la gauche antifasciste, celle-ci dépeint l'attitude de la droite comme une sympathie, voire une défense du fascisme¹⁶.

C'est donc dire que l'année 1936 s'annonce très tendue, alors que l'engagement politique et idéologique prime aux dépens des calculs stratégiques. En janvier, Charles Alphand, l'ambassadeur français à Moscou, informe le gouvernement des conséquences possibles d'un prolongement du débat sur la ratification du pacte franco-soviétique, attendu à ce moment-là depuis 8 mois. Dans un document envoyé à Laval en date du 15 janvier, il dresse un avertissement :

¹⁴ Michael J. Carley. « A Soviet Eye on France from the rue de Grenelle in Paris, 1924-1940 ». *Diplomacy & Statecraft*, 17, 2 (2006) : 320. <http://dx.doi.org/10.1080/09592290600695292>.

¹⁵ Vidal, *La grande illusion*, 51.

¹⁶ Weber, *La France des années 1930*, 16.

C'est ce mélange de politique intérieure et de politique extérieure, en ce qui concerne tant les buts que les méthodes, qui fausse complètement les relations franco-soviétiques. La lutte contre le communisme, aussi bien en Allemagne qu'en France, est une affaire de police dans la limite des constitutions. Elle n'a rien à voir avec l'équilibre des forces nécessaires à la France, qui seule ne peut rien et doit appuyer sa sécurité sur l'aide étrangère¹⁷.

Bref, ces polémiques marquent la société française et trouvent leur place dans la presse, qui se manifeste alors comme la tribune de la polarisation de l'opinion publique par rapport à la conduite de la politique extérieure¹⁸. Par contre, l'apport des débats parlementaires ne doit pas être sous-estimé dans la compréhension des tensions existantes. Surtout, la composition du vote sur la ratification du pacte franco-soviétique représente une esquisse d'une majorité de Front populaire¹⁹.

Le Front populaire avant les élections de 1936

Les débats parlementaires représentent un bon indicateur du climat ambiant autour d'un sujet discuté au sein de la société française. Ils constituent moins une cause qu'une illustration des conséquences de la polarisation de l'opinion publique en France, fortement marquée par le clivage entre la gauche et la droite. La question de la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique est justement de la partie. Cette ratification, comme mentionnée précédemment, est attendue depuis 9 mois. Les cinq séances parlementaires nécessaires à celle-ci témoignent du caractère houleux de ces débats. Cela révèle que de l'échange d'arguments stratégiques, techniques et juridiques contient des propos partisans, voire idéologiques très colorés. L'approche des élections et la montée en popularité du Front populaire marquent de façon significative à la fois la discussion et le vote qui en découle.

À la suite de la chute du gouvernement Laval en janvier 1936, c'est au nouveau gouvernement, mené par Albert Sarraut, d'enclencher les débats sur la ratification du pacte franco-soviétique. Le président du Conseil ainsi que son ministre des Affaires étrangères, Pierre-Étienne Flandin, se présentent comme les « modestes héritiers » du pacte, signé par leurs

¹⁷ *DDF*, 2, I, no. 65, Alphand à Laval, 15 janvier 1936.

¹⁸ Girault et Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes*, 366.

¹⁹ *Ibid.*, 365.

prédécesseurs, comme pour se détacher du « fardeau » de la responsabilité de la ratification²⁰. C'est-à-dire qu'au-delà de la défense de l'orientation de la politique étrangère, peu d'enthousiasme émane des membres du gouvernement français. Cela n'empêche pas les débats de débiter en coup de canon.

Lors de la première séance des débats, le 11 février, Henry Torrès, rapporteur pour la commission des affaires étrangères et candidat de la *Gauche indépendante* pour le Front populaire, se veut alors rassurant et clair :

Ce traité, le protocole précise qu'il n'est pas une conception définitive, un accord fermé. Il ne dresse pas un bloc d'alliances contre un autre bloc d'alliances. [...] Il reste ouvert, quitte à se modifier dans le fond et dans la forme, pour s'incorporer dans d'autres accords, qui auraient pour objet d'étendre à l'est de l'Europe les garanties de sécurité qu'ont formées pour l'Occident les accords de Locarno²¹.

Malgré tout, l'opposition au pacte prend du poil de la bête. Lors de la séance du 13 février, Jean Montigny, un centriste, évoque même l'existence d'une lutte séculaire entre le germanisme et le slavisme qui vient s'aggraver avec le « choc des doctrines » c'est-à-dire une nouvelle « guerre de religion²² ». En fait, Montigny fait référence à la possibilité d'un conflit entre le nazisme et le communisme. Selon lui, le caractère idéologique de cet affrontement dévoilerait un risque de guerre « [...] le jour où les gouvernements de la France donneraient l'impression à l'Europe que notre peuple est tombé sous le protectorat occulte de Moscou²³ ». Durant la séance suivante, du 18 février, le député Pierre Taittinger de la droite conservatrice renchérit en comparant le pacte franco-soviétique à une croisade contre le fascisme et pour le bolchevisme. Il croit que les Soviétiques ont l'intention de se servir du pacte comme un instrument de guerre d'abord, puis de guerre civile²⁴. C'est dire qu'il préfère laisser l'Allemagne nazie et l'URSS en découdre, croyant pouvoir éviter la guerre pour la France.

²⁰ JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 11 février 1936, *Discussion d'un projet de loi portant approbation des traités et protocole signés entre la France et l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, 349, BNF, Gallica, <https://gallica.bnf.fr/>.

²¹ *Ibid.*, 354.

²² JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 13 février 1936, *Suite de la discussion d'un projet de loi portant approbation des traités et protocole signés entre la France et l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, 384.

²³ *Ibid.*, 384.

²⁴ JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 18 février 1936, *Suite de la discussion d'un projet de loi portant approbation des traités et protocole signés entre la France et l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, 459.

En d'autres termes, s'il existe une antipathie partagée chez l'ensemble des députés de droite, c'est bien l'anticommunisme. Ce dernier est ficelé dans la crainte d'un conflit, la droite cherchant comme toujours à jumeler la peur de la révolution à la peur de la guerre alors même que l'opinion publique est très largement pacifiste. Cette stratégie redoutable est bien évidemment dirigée contre le Front populaire, dont la collusion avec Moscou et Staline ne fait plus aucun doute pour les opposants au pacte franco-soviétique²⁵.

Cette tactique, qui n'a rien de pragmatique, amène certains députés à s'attaquer à l'assistance mutuelle, l'argument clé, comme mentionné précédemment, pour les pragmatiques favorables au pacte franco-soviétique. À ce propos, Xavier Vallat, indépendant, à la parole :

Je n'entends pas ici, je le dis tout de suite, soulever une objection à ce traité du fait que la politique intérieure de l'Union des républiques soviétistes socialistes ne me convient pas personnellement. On ne manquerait pas de me jeter immédiatement à la tête et François 1^{er} et le Grand Turc, encore que, du temps de François 1^{er}, le Grand Turc n'entretint pas en France un parti musulman dont les efforts eussent tendu à renverser la monarchie et à substituer le Coran à l'Évangile. C'était tout de même une petite différence²⁶.

La référence historique ci-dessus, qui fait allusion à l'alliance du roi de France François 1^{er} et de Soliman le Magnifique contre les Habsbourg, n'est pas anodine. Plus tôt, en 1933, lors des débats sur la ratification du pacte de non-agression franco-soviétique, Herriot en fit usage²⁷.

L'opposition de la droite contre le pacte franco-soviétique n'a pas que pour but d'attaquer le Front populaire. Elle sert aussi un autre objectif : empêcher que le pacte franco-soviétique soit un obstacle pour un accord franco-allemand. Précédemment, le 13 février, le député de tendances conservatrices Joseph Rossé soutenait justement que l'entente entre Paris et Berlin permettrait une paix européenne durable, ce que le pacte franco-soviétique compromettrait²⁸.

Certes, l'opposition à la ratification du pacte est forte, mais cela ne veut pas dire que ceux qui y sont favorables restent muets. S'ensuit l'interpellation, le 18 février, de Gabriel Péri, député communiste et rédacteur à la politique étrangère de *L'Humanité*, qui démontre dans ses propos la nouvelle tactique du PCF. En effet, Péri défend le pacte pour ses avantages comme la paix indivisible et l'assistance mutuelle. Or, derrière ces arguments se dévoile l'antifascisme militant

²⁵ Girault et Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes*, 365-366.

²⁶ JO, *débats parlementaires, Chambres des députés 18 février 1936*, 453.

²⁷ Duroselle, *La décadence*, 75.

²⁸ JO, *débats parlementaires, Chambres des députés, 13 février 1936*, 388.

du PCF qui dépasse largement le cadre de la politique intérieure. L'objectif se résume à présenter les États fascistes comme le danger pour le monde et surtout l'Allemagne nazie et ses revendications à l'est de l'Europe, comme indiqué dans *Mein Kampf*²⁹. La lutte pour la paix inclut donc la défense de l'Union soviétique et une sorte de message codé qui insinue la préparation à une guerre envisagée par l'Allemagne nazie.

En ce qui a trait aux deux autres principaux partis membres du Front populaire, leur position ne se détache pas plus de leur ligne militante respective. Lors de la séance du 25 février, du côté de la SFIO, Jean Longuet explique que le refus de signer le pacte donne la possibilité à l'Allemagne d'écraser à la fois la Russie soviétique et la France³⁰. Bien que l'idée d'une défense commune semble être soulevée, Longuet félicite tout de même le pacte de ne pas être une alliance militaire d'avant-guerre³¹.

Même chose chez les radicaux où Paul Bastid s'oppose à un rapprochement avec l'Allemagne sous le signe de l'antisoviétisme³². Au contraire, faisant part de sa honte à ce sujet, Bastid soutient plutôt le pragmatisme devant un pacte qui ne serait de toute façon que purement défensif³³. Cet argument a assurément l'accord de l'aile gauche du parti radical, celle qui a milité pour l'adhésion au Front populaire, mais vise très probablement à rassurer l'aile droite qui s'y joint à reculons.

Enfin, c'est un des principaux représentants du cercle soviétophile radical qui a le dernier mot au moment de l'ultime séance sur la ratification du pacte le 27 février. Pierre Cot, dont la soviétophilie ne se lie en rien avec le communisme, reste ébloui devant la puissance de l'Union soviétique. Auparavant, Herriot utilisait le même constat, qui soulevait aussi la situation

²⁹ JO, débats parlementaires, Chambres des députés, 18 février 1936, 465.

³⁰ JO, débats parlementaires, Chambres des députés, 25 février 1936, *Reprise de la discussion d'un projet de loi portant approbation des traités et protocole signés entre la France et l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, 586.

³¹ *Ibid.*, 584.

³² *Ibid.*, 574.

³³ *Ibid.*, 578.

géographique de l'URSS, idéale pour venir en aide aux États membres de la Petite-Entente³⁴. Quant à Cot, il ajoute l'aviation soviétique, une des plus modernes selon lui³⁵.

En fin de compte, les opposants au pacte, ceux qui monopolisent davantage la tribune, exposent la force de la droite. La gauche, qui appuie en grande partie le pacte franco-soviétique, le défend, mais garde une certaine prudence dans ses propos. Ceux, comme Cot et Herriot, qui encouragent à la base une alliance, ne se prononcent pas au-delà du caractère défensif du pacte et offrent des arguments techniques et stratégiques pour compenser. En ce qui concerne les autres membres du Front populaire, bien que les interpellations se rattachent spécifiquement à leur ligne de parti respective, tous semblent soutenir la ratification. Le point en commun apparaît comme la dénonciation de l'attitude de l'Allemagne et de ceux qui, par antisoviétisme, cherchent l'entente avec elle. Du moins, les membres du Front populaire ont influencé le résultat du vote, la ratification étant adoptée à 350 voix pour et 164 voix contre. Cependant, si les débats parlementaires permettent de mettre en contexte la polarisation politique qui se développe à ce moment en France, la presse vient préciser les positions de certains groupes, dont les membres du Front populaire, vis-à-vis de leur opinion publique respective.

L'Humanité

Tout d'abord, il est à noter qu'une nouvelle stratégie prend place au sein de l'organe officiel du PCF, *L'Humanité*. En effet, l'arrivée de Paul Vaillant-Couturier comme rédacteur en chef en 1935 apporte des modifications en ce qui concerne le contenu des articles. Le projet vise à rendre le journal communiste en un quotidien d'information avec une politique éditoriale plus large que le cadre militant³⁶. En d'autres termes, il s'agit de transformer *L'Humanité* en un grand quotidien populaire tout en restant le journal du parti, une ouverture qui se situe en phase avec la politique de Front populaire³⁷.

³⁴ JO, débats parlementaires, Chambres des députés, 20 février 1936, *Suite de la discussion d'un projet de loi portant approbation des traités et protocole signés entre la France et l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, 497.

³⁵ JO, débats parlementaires, Chambres des députés, 27 février 1936, *Suite de la discussion d'un projet de loi portant approbation des traités et protocole signés entre la France et l'Union des Républiques soviétiques socialistes*, 627.

³⁶ Courban, *L'Humanité*, de Jean Jaurès à Marcel Cachin, 203.

³⁷ *Ibid.*, 199 et 203.

L'importance du Front populaire pour le PCF, lors des débats sur la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, vient en partie de la croyance que son succès électoral permettrait un appui vigoureux au pacte, puis à une coopération militaire entre la France et l'URSS³⁸. De ce fait, une position assez consensuelle, surtout avec les autres partis membres du Front populaire, prend forme. Elle se matérialise avec des arguments techniques et juridiques énumérés dans *L'Humanité* que ce soit l'assistance mutuelle, la compatibilité avec les traités et les alliances antérieurs, etc.³⁹. À cela, le journaliste Gabriel Péri ajoute sa crainte de l'isolement de la France, qui menacerait la paix et sa sécurité⁴⁰. C'est le fameux message codé qui sous-entend la préparation à la guerre contre l'Allemagne.

Gabriel Péri (1902-1941) est un député communiste de Seine-et-Oise, responsable du service de politique étrangère de *L'Humanité* et membre du Comité central du Parti communiste français. Jeune militant antifasciste, il incarne au sein du personnel rédactionnel, largement ouvrier, de *L'Humanité* l'image de l'intellectuel communiste français⁴¹. Après la défaite française au début de la Seconde Guerre mondiale, Péri rejoint la résistance, mais est arrêté et fusillé le 15 décembre 1941 au Mont-Valérien.

Dans ces articles, Péri dégage un certain optimisme par rapport à la ratification du pacte franco-soviétique. Le 27 février, le jour du vote, il s'attend à ce que tous les hommes de gauche et antifascistes votent en faveur de la ratification⁴². Le lendemain, il évoque même que le vote signifie l'échec de l'opposition à la ratification et l'accord du Front populaire sur celle-ci⁴³. En fait, l'optimisme de Péri est plus grandement partagé chez les dirigeants du PCF. D'une part, le sentiment d'un mouvement favorable à la ratification du pacte franco-soviétique prend forme surtout avec le renforcement du Rassemblement populaire et l'appui de certaines personnalités importantes comme Blum et Cot⁴⁴. D'autre part, une certaine diminution de l'anticommunisme à gauche réduit les attaques à l'égard du PCF et de l'URSS.

³⁸ Georges Vidal. « Le PCF et la défense nationale à l'époque du Front populaire (1934-1939) ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 215 (2004) : 52. <http://www.jstor.org/stable/25732969>.

³⁹ Gabriel Péri, « L'isolement ou la paix » *L'Humanité*, 23 février, 1936, 3, Gallica, BNF, <https://gallica.bnf.fr/>.

⁴⁰ *Ibid.*, 3.

⁴¹ Courban, *L'Humanité*, de Jean Jaurès à Marcel Cachin, 256.

⁴² Gabriel Péri, « Ratification! » *L'Humanité*, 27 février, 1936, 1.

⁴³ *Id.* « Par 353 voix contre 164 la Chambre ratifie le pacte franco-soviétique » *L'Humanité*, 28 février, 1936, 1.

⁴⁴ Vidal, *La grande illusion*, 178.

Ce n'est pas tout. La stratégie de Front populaire, ultimement, a apporté une remise en question de l'opposition à la défense nationale, comme mentionnée précédemment. Celle-ci se retrouve au croisement de deux grands axes de la stratégie communiste : la lutte contre la guerre et pour la défense de l'URSS, ainsi que l'antifascisme⁴⁵. Le premier objectif vise la lutte pour la paix au-delà de la simple vision communiste. Par conséquent, les articles dans *L'Humanité* représentent la politique de l'URSS dans le sens de la paix en Europe, de concert avec les puissances occidentales⁴⁶. Cette méthode, entre autres utilisée par Marcel Cachin, sert à justifier, voire à rendre irréfutable, l'évolution de sa politique étrangère.

Directeur de *L'Humanité* pendant 40 ans, Marcel Cachin (1869-1958) est aussi un vieux militant socialiste, puis communiste en plus d'être sénateur de la Seine et membre du bureau politique du PCF. Tout comme ses collègues à la direction du parti, Cachin cherche à présenter la politique de l'URSS comme un facteur de paix, afin de légitimer un vote pour la ratification du pacte franco-soviétique. Or, cela insinue, avant même le début des débats à la Chambre des députés, que tous les partisans de la paix vont le ratifier, selon Cachin⁴⁷. Les « amis de la paix » et de l'URSS ne feraient alors qu'un⁴⁸. Du même coup, si l'on devine que ces amis pour la paix sont, en réalité, les membres du Front populaire, ces derniers se retrouvent donc à devenir les adversaires du fascisme et de la guerre⁴⁹.

De toute évidence, cette stratégie se lie intimement avec l'antifascisme du PCF, qui s'attaque ardemment aux opposants du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Cela inclut, un puissant désaccord avec le gouvernement de Laval et sa personne, même après sa chute en janvier 1936. Péri attribue même au « lavalisme », expression pour signifier la politique de Laval, la responsabilité du retard dans la ratification du pacte et de l'inquiétude chez les alliés d'Europe de l'Est, dû à son anticommunisme. De ce fait, il accuse même Laval d'avoir encouragé « la création du front des puissances belliqueuses », c'est-à-dire un rapprochement entre l'Allemagne nazie, l'Italie et le Japon⁵⁰.

⁴⁵ Vidal « Le PCF et la défense nationale », 51.

⁴⁶ Marcel Cachin, « Le débat sur la ratification du pacte franco-soviétique s'engage aujourd'hui à la Chambre » *L'Humanité*, 11 février, 1936, 1.

⁴⁷ *Id.* « Ratifier » *L'Humanité*, 3 février, 1936, 1.

⁴⁸ *Id.* « Ratification! » *L'Humanité*, 22 février, 1936, 1.

⁴⁹ *Id.* « M. Herriot réfute magistralement les "arguments" des ennemis du Pacte » *L'Humanité*, 21 février, 1936, 1.

⁵⁰ Gabriel Péri, « À quand la ratification du pacte franco-soviétique? » *L'Humanité*, 16 janvier, 1936, 3.

Laval n'est cependant que le représentant des opposants à la ratification. Par antifascisme, le PCF s'attaque à l'anticommunisme de toute la droite française. Dans ce sens, les journalistes de *L'Humanité* cherchent à exposer la collusion entre la droite et le fascisme. D'une part, ils désavouent l'argumentaire des opposants à la ratification. Son non-fondement et son impertinence, qui ne viseraient qu'à détourner le débat, s'illustrent particulièrement selon Péri autour de la question de l'encerclement de l'Allemagne et des petits épargnants français⁵¹. Cachin, pour sa part, évalue que l'absence de pragmatisme, essentiellement due à l'anticommunisme, chez l'opposition de droite l'identifie comme la véritable ennemie de la paix⁵².

D'autre part, cette dévaluation des arguments de la droite s'exprime en plus dans la croyance d'une influence, voire d'une immixtion du nazisme et surtout du fascisme plus généralement. Ceci est flagrant dans l'appellation offerte aux opposants du pacte : hitlériens/fascistes français, « droite hitlérienne », « députés du fascisme », « bourgeoisie fasciste ». La même comparaison existe, en ce qui concerne la presse de droite, vis-à-vis de laquelle les journalistes communistes sous-entendent l'existence d'un lien entre le capitalisme et le fascisme. Tout cela est en fait assez représentatif du combat que mènent les communistes français contre ce qu'ils considèrent une menace intérieure fasciste, partagé avec les autres membres du Front populaire, mais aussi à discréditer ceux qui s'opposent à l'assistance mutuelle franco-soviétique.

Surtout, Cachin mentionne littéralement que les arguments de la droite sont inspirés ou repris du fascisme, par exemple lorsqu'il affirme que les « journaux fascistes mènent une campagne contre le pacte franco-soviétique dictée par l'ambassade allemande à Paris⁵³ ». Cachin n'est pas seul : Péri emboîte le pas en représentant même les opposants de droite comme des « agents de l'étranger » :

La provocation de l'étranger fasciste a vite été suivie d'effet. L'ingérence, la voilà ! Il ne faut pas la chercher ailleurs. Qu'on ne nous parle donc plus d'« ingérence » et d'« immixtion soviétique ». Les agents de l'étranger, nous les connaissons maintenant. Et nous savons que c'est chez les Chemises noires ou chez les Chemises brunes qu'ils prennent leurs consignes⁵⁴.

⁵¹ Gabriel Péri, « Le pacte franco-soviétique devant la Chambre » *L'Humanité*, 12 février, 1936, 1.

⁵² Cachin, *Le débat sur la ratification*, 1. et Cachin, *M. Herriot réfute magistralement*, 1.

⁵³ *Id.* « Aux ordres du Führer! » *L'Humanité*, 13 février, 1936, 1.

⁵⁴ Gabriel Péri, « Le pacte et les "agents de l'étranger" » *L'Humanité*, 15 février, 1936, 1.

Fernand Fontenay, autre journaliste communiste à *L'Humanité*, en rajoute même en ce qui concerne la croyance d'une collusion avec le fascisme : « Ennemis du peuple, ennemis de la paix, c'est tout un ! Fait remarquable : les "arguments" de ces gens-là contre le pacte sont précisément ceux qui traînent dans la presse hitlérienne ! Fascisme français et fascisme allemand se tendent les mains : des mains sanglantes⁵⁵ ». Bref, le fascisme se dévoile comme synonyme de guerre et cela participe à la stratégie visant à utiliser la paix comme moyen privilégié pour la défense de l'Union soviétique.

En somme, la perception du PCF, dans *L'Humanité*, à propos de l'URSS au moment de la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique cherche surtout à la représenter comme un facteur de paix. Cela s'explique par la multitude d'objectifs menés simultanément par les dirigeants communistes. Effectivement, la remise en question de l'opposition à la défense nationale s'exprime par l'action politique. En politique extérieure, elle prend forme avec la ratification du pacte, puisque le rapprochement franco-soviétique irait dans le sens de la paix. Aussi, par antifascisme, qui cherche à identifier autant l'ennemi intérieur qu'extérieur comme se groupant autour du fascisme. L'idée consiste à lier les opposants au pacte franco-soviétique à la guerre et à associer le Front populaire et l'URSS à la paix, devant l'ennemi commun, c'est-à-dire le fascisme. Si la défense de l'Union soviétique reste un objectif primordial, c'est parce que derrière la défense de la paix, il y a la politique d'endiguement de l'Allemagne nazie, et la préparation à la guerre si cette politique ne marche pas. C'est derrière ce message codé que se retrouve le sens des propos tenus dans *L'Humanité*, puisqu'avouer ouvertement cette stratégie offrirait une excuse à la droite pour attaquer la gauche en continuant à l'associer à la guerre et à la ruine.

Le Populaire

Si à la Chambre des députés, les socialistes français semblent constituer une même voix, c'est tout autre au sein de leur organe officiel *le Populaire*. En effet, plusieurs débats apparaissent

⁵⁵ Fernand Fontenay, « Les adversaires du pacte sabotent la paix » *L'Humanité*, 19 février, 1936, 1.

sur les pages du quotidien, en plus de l'existence de la rubrique « Tribune du parti », dont le contenu n'engage que l'auteur qui y rédige un article.

Comme mentionné précédemment, la signature du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique avait créé des divisions au sein de la SFIO. Le pacte heurte le pacifisme traditionnel hostile aux alliances militaires⁵⁶. Cette réaction se traduit par la peur d'être entraîné dans une guerre contre l'Allemagne. Cela engendre même un anticommunisme qui s'exprime à travers des accusations de bellicisme vis-à-vis du PCF, en grande partie à cause de sa politique antifasciste de fermeté contre Hitler⁵⁷. Par conséquent, les pacifistes socialistes entretiennent une méfiance envers l'URSS.

Cependant, certains membres appuient ouvertement le pacte, comme Blum et Zyromski. Pour Blum, juste avant la signature du pacte franco-soviétique, la garantie de la paix résidait « [...] dans l'unité d'action des “démocraties” occidentales et de la Russie soviétique⁵⁸ ». De plus, le chef socialiste est déjà alerté, dès décembre 1935, sur les conséquences des manœuvres de Laval en politique étrangère quand il expose que « [...] les retards maugréants apportés à la ratification du Pacte franco-soviétique, les tentatives d'entente directe avec Hitler, ont alarmé la Russie soviétique⁵⁹ ».

Dans ses articles, Blum fait preuve d'inclusion vis-à-vis des dissemblables tendances au sein de la SFIO. De ce fait, il présente le pacte comme différent des vieilles alliances. Il va jusqu'à comparer les régimes intérieurs au moment de l'alliance franco-russe, soulignant le tsarisme, et le pacte franco-soviétique afin d'illustrer la compatibilité entre un État démocratique comme la France et un État prolétarien soviétique⁶⁰. Du moins, cette méthode semble vouloir reconforter les pacifistes de la SFIO. Cela se confirme aussi avec les arguments plus juridiques, comme l'assistance mutuelle, la solidarité internationale contre l'agresseur et le respect du pacte

⁵⁶ Duhamel et Racine, « Léon Blum, les socialistes français et l'Union soviétique », 140.

⁵⁷ Dreyfus, « Pacifistes socialistes et humanistes », 453.

⁵⁸ Léon Blum, *L'Histoire jugera* (Montréal : L'Arbre, 1943), 103.

⁵⁹ *Ibid.*, 125.

⁶⁰ *Id.* « Les députés lavaliers engagent la bataille contre le pacte franco-soviétique » *Le Populaire*, 12 février, 1936, 3.

de la SDN⁶¹. Surtout, il se concentre davantage à montrer comment le pacte franco-soviétique réduit les risques de conflit, plutôt que d'aborder les éventuels engagements de la France⁶².

Cependant, l'appui de Blum à la ratification masque difficilement le poids du contexte électoral en France. Justement, il craint que la droite n'utilise la lutte contre le pacte franco-soviétique comme plate-forme électorale par anticommunisme afin de rassembler l'opposition contre la ratification⁶³. Pour contrer cette stratégie, il soulève l'impertinence des propos chez les députés de droite, au point d'évoquer que la maladresse des opposants au pacte donnera à la ratification « le caractère d'un succès républicain⁶⁴ ».

L'attention que porte Blum au contexte électoral se conjugue en fait parfaitement avec la réussite du pacte franco-soviétique. En effet, comme mentionné précédemment, il reconnaît de plus en plus la nécessité de lier la préservation de la paix européenne et l'unité des démocraties occidentales avec l'URSS. Or, ce qu'il entrevoit comme un regroupement de forces antifascistes doit s'élaborer autant sur le plan international que sur le plan intérieur. Cela accentue sa volonté de voir réussir l'unité d'action avec le PCF d'une part et d'autre part la coalition de Front populaire⁶⁵. On en comprend alors qu'un vote favorable à la ratification deviendrait symbolique pour la gauche face à la droite qui cherche à renforcer son opposition autour d'un anticommuniste instrumental. Bref, on peut remarquer la dualité dans la pensée de Blum, où se côtoient le pacifisme et un rapprochement concret avec l'Union soviétique.

Par contre, la confrontation se crée entre deux autres tendances de la SFIO : la *Bataille socialiste* et l'appareil du parti autour de Faure. Zyromski s'illustre alors comme le porte-voix de son mouvement. Plus doctrinaire que Blum et Faure, son point de vue se distingue fortement par un antifascisme vigoureusement militant. Premièrement, Zyromski cherche à défendre la construction socialiste de l'État soviétique. Effectivement, l'URSS apparaît comme le symbole de l'émancipation ouvrière. Sacrifier l'État soviétique reviendrait à mettre fin à une œuvre qui

⁶¹ Blum, « Les députés lavaliers », 1.

⁶² *Ibid.*, 1.

⁶³ *Id.* « La ratification du pacte franco-soviétique » *Le Populaire*, 11 février, 1936, 1.

⁶⁴ *Ibid.*, 1.

⁶⁵ Duhamel et Racine, « Léon Blum, les socialistes français et l'Union soviétique », 141.

visé au contraire à abolir le capitalisme, ce qui représente une valeur, selon Zyromski, que tout socialiste devrait reconnaître⁶⁶.

Deuxièmement, l'opposition au capitalisme de Zyromski se jumelle avec son antifascisme. Il craint un possible alignement des États capitalistes et des États fascistes contre l'URSS, tout comme le gouvernement soviétique, une réalité menaçante pour cette dernière qui ne doit pas être sous-estimée⁶⁷. Il encourage donc la lutte contre la guerre impérialiste, afin d'éviter de briser le développement mondial de la Révolution russe.

Enfin, jumeler le capitalisme et le fascisme permet à Zyromski de représenter le danger qui pèse sur la classe ouvrière. Pour lui, celle-ci doit former une solidarité ouvrière internationale dans le but de prendre le pouvoir. Cependant, bien que Zyromski soutienne une prise du pouvoir par la classe ouvrière, la méthode préconisée ne rappelle en rien la révolution russe :

Cette action de la classe ouvrière doit naturellement revêtir les formes appropriées au rôle même joué par le gouvernement dans le conflit. Il ne saurait s'agir [...] de sabotage de l'appareil militaire. Si on pratiquait ainsi le « défaitisme », au lieu de contribuer à l'échec de l'agression, en favoriserait celle-ci, et l'attitude prise serait en réalité « contre-révolutionnaire ». [...] Ainsi, seulement par la direction de la guerre aux mains de la classe ouvrière, on peut aider efficacement la Russie soviétique, et lui garantir un appui *sûr*, et non l'appui toujours précaire, soumis aux fluctuations, aux revirements, que reste celui d'un [É]tat dont la puissance publique est détenue par la bourgeoisie⁶⁸.

Ce n'est évidemment pas une révolution à la soviétique qui permettrait de « [...] revêtir les formes appropriées au rôle même joué par le gouvernement », à éviter de saboter l'appareil militaire et à « prendre en main la direction de la guerre ». Cette prise du pouvoir par la classe ouvrière semble plutôt être en phase avec l'élection du Front populaire. Comme pour Blum, le poids du contexte électoral laisse sa marque. Zyromski croit que l'avènement d'un gouvernement de Front populaire pourrait « [...] aider efficacement la Russie soviétique, et lui garantir un appui sûr [...] ». Cela explique d'autant plus sa hargne contre le capitalisme et, surtout, le fascisme que Zyromski appréhende, comme Blum, dans sa dimension nationale et internationale.

⁶⁶ Jean Zyromski, « Le point de jonction décisif : Défense de la Russie soviétique » *Le Populaire*, 18 janvier, 1936, 6.

⁶⁷ *Ibid.*, 6.

⁶⁸ *Id.* « Les nécessités de la défense de l'URSS et l'indépendance du mouvement ouvrier » *Le Populaire*, 22 février, 1936, 6.

La vision de Zyromski, comme indiqué plus haut, s'oppose cependant à celle de Paul Faure. Dans ce cas-ci, c'est son bras droit, Jean-Baptiste Séverac, le secrétaire général adjoint de la SFIO, qui prend la parole. Tout comme Faure, Séverac entretient une méfiance envers l'Union soviétique. Il affirme que l'aide apportée à l'Union soviétique signifie inéluctablement la nécessité de la guerre pour parvenir à ses fins, empêchant ironiquement une « prise du pouvoir » par le prolétariat, dont les forces combattantes se retrouveraient justement détournées de cet objectif au même moment⁶⁹. De ce fait, Séverac, en exposant l'incompatibilité de ces deux tactiques, souhaite exposer une contradiction dans les propos de certains membres de la gauche qui encouragent la défense de l'Union soviétique. En d'autres termes, Séverac remet en question les engagements de la France envers l'Union soviétique.

Pour finir, la SFIO n'offre pas une position ferme et précise vis-à-vis de la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Cela s'explique essentiellement par la division au sein du parti. Certains socialistes, comme Séverac, craignent que le pacte n'entraîne la France dans une guerre contre l'Allemagne, ce qui dévoile leur incertitude face à l'engagement de la France dans la défense de l'URSS. Autant l'absence de volonté de venir en l'aide à l'URSS, que l'aide que peut apporter cette dernière à la France face à la menace nazie n'est pas prise en compte. En revanche, ceux en faveur d'un rapprochement franco-soviétique ne sont pas nécessairement en bonne posture : Blum développe une vision personnelle, alors que Zyromski défend un point de vue minoritaire. Même si la SFIO vote en faveur de la ratification du pacte, les raisons soulignées, comme à la Chambre des députés, se révèlent très générales, idéales pour rejoindre la majorité de la SFIO. Cela comprend la sécurité collective, le désarmement, l'entrée de l'URSS à la SDN ou encore la résolution pacifique des conflits⁷⁰. Or, cela ne témoigne pas d'une compréhension de la menace nazie.

⁶⁹ Jean-Baptiste Séverac, « Le pacte franco-soviétique et le problème qu'il pose au prolétariat français » *Le Populaire*, 28 février, 1936, 6.

⁷⁰ Amédée Dunois, « La Chambre ratifie le pacte franco-soviétique par 353 voix contre 164 » *Le Populaire*, 28 février, 1936, 3.

L'Œuvre

Comme mentionné précédemment, l'aile droite du parti radical se méfie de la perspective d'une adhésion au Rassemblement populaire. En fait, le parti offre une grande marge de liberté à ses membres et tolère l'expression de politiques contradictoires⁷¹. L'anticommunisme de principe au sein du parti engendre donc des remous, alors que l'aile gauche milite pour l'adhésion au Front populaire. Le vote sur la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique en devient l'illustration.

L'Œuvre, de tendance radicale-socialiste, se voit alors emportée dans un torrent d'opinion, qui pourtant encourage très largement la ratification. Cela s'explique à partir de sa ligne éditoriale, qui apporte la vision d'ensemble du quotidien. Par exemple, dans l'éditorial du 20 février, certains éléments rappellent les propos tenus dans les deux autres journaux à l'étude, comme l'impertinence des arguments de la droite ou l'anticommunisme et l'hypocrisie à l'origine du désir d'une entente avec Allemagne. Or, *L'Œuvre* ne met pas de côté la possibilité de causer avec Allemagne, mais affirme que la France doit obtenir des garanties pour éviter l'isolement, ce qu'offre le pacte franco-soviétique⁷².

Le rédacteur en chef, Jean Piot partage cette vision, mais ajoute un argument stratégique : la force d'intervention de l'URSS à sa frontière ouest comme est. L'explication principale derrière le raisonnement de Piot se définit par le danger de laisser à l'Allemagne les mains libres à l'est, ce qui lui permettrait de devenir une puissance indiscutable, en plus d'alimenter son désir de conflit. Puis, encore une fois, le pacte franco-soviétique offrirait des garanties à partir d'arguments juridiques comme la paix, la sécurité collective et les intérêts nationaux et internationaux⁷³.

Par contre, certains journalistes expriment un empressement beaucoup plus marqué pour la ratification du pacte franco-soviétique. La source de ce sentiment d'urgence se résume aux conséquences possibles de son retard. Pour commencer, un collaborateur intéressant au quotidien est Anatole de Monzie, un ancien ministre durant les années 1920, favorable à une amélioration

⁷¹ Becker et Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, 253-254.

⁷² *L'Œuvre*, « Quelle que soit l'hypothèse la garantie à l'Est est utile » *L'Œuvre*, 20 février, 1936, 1.

⁷³ Jean Piot, « “Les mains libres à l'Est” ou le Pétrole de la Guerre », *L'Œuvre*, 22 février, 1936, 1 et 3.

des relations franco-soviétiques, dont une ouverture, au point de vue des échanges commerciaux. Dans son article, il rappelle les tentatives infructueuses de l'après-guerre pour le rapprochement franco-soviétique, afin d'inculper le gouvernement français de cet échec, puisqu'il évalue les débats actuels sur la ratification du pacte comme inutiles, voire inopportuns. Pour lui, les attermolements apportent « l'opprobre des désaveux⁷⁴ ». En d'autres termes, les hésitations exposent la faiblesse de la France, ce qui offre l'opportunité à l'Allemagne de s'opposer au pacte.

Un autre collaborateur, plus régulièrement engagé dans le quotidien *l'Œuvre* est André Pierre. Secrétaire de rédaction au journal *Le Temps* de 1933 à 1943, il semble s'intéresser particulièrement au sujet concernant l'URSS. Justement, il fut professeur de français au Lycée de Saint-Pétersbourg et à l'institut Smolny en Russie. De plus, il a publié un livre en 1932 intitulé *U.R.S.S., la Fédération soviétique et ses Républiques*, qui vise à renseigner, au-delà des opinions et idées reçues, sur l'Union soviétique⁷⁵.

De prime abord, Pierre craint lui aussi que le retard soit interprété comme une incertitude, voire un recul de la France. Il est sidéré devant les mauvaises intentions de l'Allemagne, indiquées dans *Mein Kampf*, qui expliquerait les véritables raisons de son opposition au pacte franco-soviétique⁷⁶. De ce fait, il s'attarde aux limites, selon lui, très strictes du pacte, puisque ses faiblesses illustrent l'exagération derrière les critiques à son égard qui « [...] ne font qu'apporter de l'eau au moulin national-socialiste et justifier *a posteriori* les objections du Troisième Reich⁷⁷ ».

Du général au particulier, l'étau se referme sur la question des dettes russes au moment où débudent les débats parlementaires. Pierre s'attaque alors à un argument soulevé par la droite, à la Chambre des députés, dénonçant plutôt la responsabilité du gouvernement français dans l'échec des démarches entreprises à ce sujet. L'idée suggère de distinguer la question concernant la sécurité collective des dettes tsaristes, dont l'utilisation semble finalement plus opportuniste et inopportune⁷⁸.

⁷⁴ Anatole de Monzie, « Un débat sans nécessité » *L'Œuvre*, 22 janvier, 1936, 1.

⁷⁵ André Pierre. *U.R.S.S., la Fédération soviétique et ses Républiques* (Paris : Librairie Delagrave, 1932), 5.

⁷⁶ *Id.* « Les attaques allemandes contre le pacte franco-soviétique » *L'Œuvre*, 2 janvier, 1936, 3.

⁷⁷ *Id.* « Les limites très strictes du pacte franco-soviétique » *L'Œuvre*, 8 février, 1936, 3.

⁷⁸ *Id.* « Comment se pose la question des dettes russes » *L'Œuvre*, 12 février, 1936, 3.

Enfin, Geneviève Tabouis apporte aussi son interprétation sur le retard dans la ratification. Geneviève Tabouis (1892-1985) est la seule femme journaliste sur la politique étrangère en France durant les années 1930. Sa carrière journalistique débute dans les années 1920, puis se poursuit de 1933 à 1940 au quotidien *L'Œuvre* comme journaliste pour la rubrique sur la politique étrangère. Issue d'une bonne famille, l'aide qu'elle reçoit de cette dernière lui offre l'opportunité de pratiquer une profession restreinte pour les femmes à l'époque : son oncle par alliance est le diplomate et ambassadeur français Jules Cambon, frère de Paul Cambon, un autre diplomate et ambassadeur français⁷⁹. Elle reçoit une bonne éducation, poursuit des études postsecondaires en antiquité et archéologie, est spécialisée en égyptologie et elle travaille même pour l'école d'archéologie du Louvre.

Avec l'avènement du régime nazi, elle devient une activiste antifasciste et très critique devant la mollesse des gouvernements contre cette menace. C'est alors qu'elle accroît son réseau d'influence et d'informateurs, cherchant constamment l'exclusivité. Elle connaît personnellement le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, et entretient des contacts dans de nombreux milieux diplomatiques européens. De plus, elle accueille régulièrement chez elle des diplomates et politiciens français, dont Herriot, avec qui elle développe une complicité que peu de journalistes à l'époque ont pu cultiver avec des hommes d'État. Elle offre même l'hospitalité à l'occasion à l'ambassadeur soviétique à Paris.

Là est l'intérêt : favorable à une alliance franco-soviétique, Tabouis maintient des relations très cordiales avec l'ambassade soviétique à Paris. En fait, celle-ci subventionne la journaliste 5000 francs par mois dès 1935 pour la rédaction d'articles atténuant les attaques contre l'URSS, ou du moins être dépourvus d'hostilité à son égard⁸⁰. Surtout, ses liens avec des informateurs plus discrets, dont dans les milieux communistes étrangers et du Komintern, apporte des appréciations diverses sur sa méthode et le regard critique qu'elle porte à ses sources⁸¹. Néanmoins, elle possède une perspicacité dans son analyse de la scène internationale et une capacité à prendre le pouls des grandes puissances européennes, tout en évaluant avec justesse

⁷⁹ Mary Lynn Stewart. *Gender, Generation, and Journalism in France, 1910-1940* (Montreal ; Kingston ; London ; Chicago : McGill-Queen's University Press, 2018), 146-147.

⁸⁰ Denis Maréchal. *Geneviève Tabouis : Les dernières nouvelles de demain (1892-1985)* (Paris : Nouveau monde éditions, 2003), 108. Les montants se retrouvent dans : Dullin, *Des hommes d'influence.*, 211.

⁸¹ *Ibid.*, 114-115.

l'impression du moment⁸². Mettre au grand jour la montée des périls reste son objectif numéro un.

Dès janvier 1936, les nouvelles concernant la zone démilitarisée à la frontière rhénane inquiètent de plus en plus. À gauche, le sujet paraît peu abordé. De son côté, Tabouis craint deux choses en particulier. D'une part, la timidité dans l'initiative française risquerait de détacher l'URSS de la France, et ainsi d'encourager un rapprochement avec l'Allemagne⁸³. Ici, Tabouis cible les politiciens français qui voient le pacte simplement comme un moyen d'éviter un rapprochement germano-soviétique dans le but d'encourager l'avènement du débat sur la ratification.

D'autre part, Tabouis se préoccupe des États membres de la Petite Entente, dont la Tchécoslovaquie, envers qui la France a des engagements. L'objectif consiste à soulever la nécessité du pacte franco-soviétique, dont l'aide de l'URSS, pour assurer les engagements de la France vis-à-vis de ses alliés⁸⁴. Derrière cet argument, Tabouis cherche aussi à exposer les limites de l'aide de l'Angleterre, dont un appui inconditionnel à son égard ne prend pas en compte la faiblesse de son apport militaire en cas de conflit⁸⁵.

Bref, *L'Œuvre* offre son aval à la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Malgré la multitude d'arguments, un élément revient constamment à travers les articles : l'importance d'un choix pragmatique pour désavouer les positions opportunistes, inopportunes, voire idéologiques. Considérant l'orientation plus à gauche du quotidien, ce dernier tente possiblement de convaincre les membres du parti radical réticent à voter la ratification, surtout dans un contexte d'adhésion de plus en plus affirmé du parti au Front populaire. Or, les positions des journalistes restent beaucoup plus personnelles et influencées par leur parcours de vie. Anatole de Monzie est un partisan du rapprochement franco-soviétique depuis les années 1920. Pierre porte un intérêt tout particulier pour l'URSS, avec possiblement une perspective académique qui pourrait l'encourager à remettre davantage en question les idées reçues sur l'URSS. Pour sa part, Tabouis entretient des liens étroits avec l'ambassade soviétique

⁸² Maréchal, *Geneviève Tabouis*, 62.

⁸³ Geneviève Tabouis, « Les conséquences possibles du retard apporté à la ratification du traité franco-russe » *L'Œuvre*, 14 janvier, 1936, 3.

⁸⁴ *Id.* « À la veille de la ratification du pacte franco-soviétique » *L'Œuvre*, 13 février, 1936, 3.

⁸⁵ *Ibid.*, 3.

à Paris, en plus d'être une antinazie convaincue. Surtout, elle est une observatrice très méticuleuse et renseignée, pouvant développer une perspicacité assez précise, comme avec la zone démilitarisée.

*

En fin de compte, le dénominateur commun dans l'analyse des débats parlementaires, offerte dans les quotidiens à l'étude, à propos de la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, se révèle être les critiques à l'égard de la droite. Que ce soit l'impertinence, l'impuissance, la collusion avec le fascisme ou l'anticommunisme, le désaveu de l'argumentaire de la droite peut sembler naturel de la part de la gauche. Or, une telle insistance témoigne de la force de la droite à laquelle doit faire face la gauche. Cela illustre la polarisation politique du moment en France, et surtout son impact au sein de débats sur les relations franco-soviétiques.

Sans oublier que le contexte électoral omniprésent pousse les partis membres du Front populaire à afficher une certaine prudence lors des débats parlementaires, mais à faire une sorte de front commun dans la presse. Cela ne veut pas dire que les propos tenus dans les trois quotidiens deviennent identiques, bien au contraire. Chacun répond à son opinion publique respective et des débats existent même à travers certaines pages de journaux. Néanmoins, les membres du Front populaire n'entrent pas en contradiction. Au contraire, ils partagent une perception plus générale du pacte franco-soviétique, surtout orientée sur des aspects juridiques, comme la compatibilité avec les traités antérieurs et, bien sûr, le maintien de la paix.

Surtout, l'Allemagne est régulièrement pointée du doigt pour ses mauvaises intentions. Les partis membres du Front populaire semblent situer l'Allemagne davantage comme l'ennemi numéro un. Cependant, seuls le PCF, et plus particulièrement Gabriel Péri, et des personnalités bien précises comme Zyromski, Pierre et Tabouis défendent concrètement ce point de vue. Du moins, c'est l'antifascisme qui semble offrir la position la plus ferme à l'égard de l'Allemagne, et la plus ouverte envers l'Union soviétique.

Suite à la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique par la Chambre des députés, tout n'est pourtant pas gagné pour le Front populaire : c'est au tour du Sénat d'aborder la

question du vote. Entre-temps, une certaine méfiance à l'égard du pacte se maintient, surtout en ce qui concerne les conséquences possibles de la ratification. En France, certains jugent qu'une discussion d'État-major avec l'URSS pourrait entraîner une réoccupation de la Rhénanie. Même l'ambassadeur français à Berlin, André François-Poncet, avertit le ministre français des Affaires étrangères Flandin, le jour même de la ratification par la Chambre des députés, de l'incompatibilité, selon l'Allemagne, entre le traité de Locarno et le pacte franco-soviétique⁸⁶. Or, si Hitler dénonce cette ratification, son respect pour Locarno n'est en réalité qu'une façade : l'Allemagne remilitarise la Rhénanie le 7 mars 1936.

Le 8 mars, l'ambassadeur français à Moscou, Alphand, rappelle que c'est la menace grandissante de l'Allemagne qui a poussé à la ratification du pacte franco-soviétique, et non le contraire. Si Alphand encourage une politique ferme pour contrecarrer les plans d'Hitler, avec l'appui du côté soviétique, la remilitarisation de la Rhénanie entrerait selon son analyse alors dans la liste déjà existante des violations du traité de Versailles, incluant le réarmement allemand⁸⁷.

De plus, l'opinion publique s'éprend d'un fort pacifisme : surtout, la guerre doit être évitée. C'est le cas pour de nombreux membres du Front populaire, comme les socialistes et surtout Faure dont le défaitisme marque son analyse de la remilitarisation et le peu de place offert à l'Union soviétique dans un règlement général de la situation⁸⁸. D'autres, essentiellement les antifascistes et les antinazis, voient la confirmation du danger commun sur la France et l'Union soviétique, favorisant la paix indivisible telle que vue par Litvinov. Comme l'affirme le journaliste communiste Paul Nizan, « [...] il est impossible d'envisager une paix occidentale qui prépare une guerre orientale, impossible de sacrifier l'avenir socialiste de l'U.R.S.S. à des années de paix qui ne seraient pour l'Ouest qu'un *répit*⁸⁹ ». Pour sa part, *L'Œuvre* semble aussi faire front commun sur ce point. Même Blum désavoue en partie les propos tenus dans *Le Populaire* en évoquant « [...] que la campagne entreprise par le fascisme français contre le Pacte franco-soviétique est à la base du Diktat hitlérien, qu'elle a fourni d'avance à Hitler les arguments

⁸⁶ *DDF*, 2, I, no. 236, François-Poncet à Flandin, 27 février 1936.

⁸⁷ *DDF*, 2, I, no. 329, Alphand à Flandin, 8 mars 1936.

⁸⁸ Paul Faure, « Adolf Hitler répudie le traité de Locarno » *Le Populaire*, 8 mars, 1936, 1. et Greene, *Crisis and decline*, 44-45.

⁸⁹ Paul Nizan, « La menace hitlérienne contre l'URSS et la paix » *L'Humanité*, 9 mars, 1936, 3.

derrière lesquels il abrite son coup de force⁹⁰ ». En d'autres termes, la remilitarisation de la Rhénanie témoigne qu'un événement d'ordre international serait susceptible de créer un fossé entre les membres du Front populaire, incluant leur perception de l'Union soviétique.

Pendant ce temps, au Sénat, les débats s'orientent sur un vote de plus en plus en faveur de la ratification du pacte franco-soviétique (231 pour, 52 contre). Effectivement, la remilitarisation de la Rhénanie encourage une démonstration quasi unanime de son désaveu pour éviter d'exposer la division en France. C'est ce qu'expose Alexandre Millerand, ancien président du Conseil et président de la République au début des années 1920 et sénateur de l'Orne pour l'Union républicaine, orientée à droite :

L'acte du chancelier Hitler ne change assurément rien à la valeur ni aux dangers du pacte, mais il suffit à nous convaincre que le plus clair et le plus pressant de nos devoirs est de donner l'exemple de cette union patriotique où les Français ont si souvent puisé tant d'énergie et de sagesse dans des circonstances semblables à celles d'aujourd'hui. [...] De ce point de vue, il nous est apparu qu'un vote de rejet risquerait de créer une double équivoque : celle de donner l'impression de faiblir devant une mesure que rien ne saurait justifier [...] et celle de paraître acquiescer à la doctrine inadmissible selon laquelle le pacte franco-soviétique serait incompatible avec le traité de Locarno⁹¹.

Pourtant, au gouvernement, le sentiment général se traduit par l'incapacité de la France à agir par elle-même. La peur de perdre le soutien de l'Angleterre est irrésistible, alors qu'elle joue un rôle central au sein du Conseil de la SDN en s'opposant à une réponse ferme contre la remilitarisation de la Rhénanie, cherchant plutôt à accommoder l'Allemagne⁹². Avec l'influence des militaires, le gouvernement français refuse d'envisager une action isolée, voire la mobilisation générale ou une réaction agressive, qui auraient été un suicide électoral. Encore une fois, l'importance du contexte électoral est primordiale pour comprendre les réactions de la société française. Justement, dû aux élections à venir, personne ne veut prendre une politique ferme envers l'Allemagne⁹³.

⁹⁰ Léon Blum, « Le parti agit pour la paix » *Le Populaire*, 12 mars, 1936, 1.

⁹¹ JO, débats parlementaires, Sénat, 12 mars 1936, *Approbation d'un traité entre la France et l'Union des Républiques Soviétistes socialistes (Adoption d'un projet de loi)*, 267.

⁹² R. Craig Nation. *Black Earth, Red Star: A History of Soviet Security Policy, 1917-1991* (Ithaca : Cornell University Press, 1992), 94.

⁹³ Carley, « A Soviet Eye on France », 321.

L'élection du Front populaire

Si la confrontation entre la gauche et la droite peut paraître comme une tendance lors des élections en France, surtout depuis 1917, la campagne électorale de 1936 entraîne un clivage au sein de la société française encore jamais vu. Cela s'explique en grande partie du fait que des élections structurent, parfois quelques années avant le jour du vote, la vie politique⁹⁴. Justement, comme pour la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, le contexte électoral dans lequel germe l'affrontement des élections de 1936 révèle que la polarisation de l'opinion publique se traduit moins par de la spontanéité que d'un processus à plus long terme.

Dès ses débuts, la campagne électorale ravive la peur du communisme. En effet, la droite française élabore l'idée selon laquelle un complot du PCF se prépare et consisterait en une entreprise subversive, à l'aide du Front populaire, avec pour objectif de réaliser la révolution mondiale communiste. Cela devient presque réalité pour la droite, suite à la victoire du Front populaire et l'augmentation du nombre de députés communistes (11 à 72), ainsi que l'éclatement des grèves de mai/juin, avec le PCF désigné comme le principal responsable. C'est ce qu'avance Jacques Bardoux, radical de droite, écrivain et futur sénateur du Puy-de-Dôme. Dans un pamphlet intitulé *Les Soviets contre la France (Quel jour éclatera la Révolution communiste ?)*, il prétend que les communistes français, avec leur influence sur le gouvernement, chercheraient à détourner vers la France une agression de l'Allemagne à l'origine destinée à l'Union soviétique⁹⁵. De plus, dans le contexte des grèves, il craint par-dessus tout le coup d'État :

Exaspérés, les salariés des entreprises ruinées ou asservies seront mûrs pour le « grand soir », qui pourrait être, à la fois, le crépuscule d'une civilisation et la veillée de l'invasion. Et Moscou aura sacrifié l'Europe occidentale et chrétienne aux appétits du IIIe Reich, en holocauste, pour assurer à la dictature asiatique et païenne quelques mois de répit⁹⁶.

Cette conviction se base peut-être sur un mythe plutôt qu'une réalité, mais elle orchestre tout de même une vague d'anticommunisme sans précédent⁹⁷. Surtout, elle imprègne l'opinion publique, soulevant un danger poussé à l'exagération, dans le but de ruiner la majorité de Front

⁹⁴ Wolikow, 1936, 123.

⁹⁵ Jacques Bardoux. *Les soviets contre la France : Quel jour éclatera la Révolution communiste ?* (Paris : Flammarion, 1936), 12.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 41.

⁹⁷ Becker et Berstsein, *Histoire de l'anticommunisme*, 289.

populaire et de s'attaquer au nouveau gouvernement de gauche. Son inaction lors des grèves est même interprétée comme une complicité avec le mouvement gréviste.

Même si chaque parti membre du Front populaire fait campagne à part (il n'y a pas de candidatures communes), le PCF ne cherche pourtant pas, après à la victoire électorale, à profiter des grèves. Il s'oriente alors vers la consolidation du Front populaire, avec les classes moyennes, et des alliés de l'URSS contre le nazisme. N'ayant aucune responsabilité dans le déclenchement des grèves, le PCF vise plutôt à y mettre un terme à la suite des accords de Matignon, lorsque Maurice Thorez, secrétaire général du parti, affirme « [...] [qu'] il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue⁹⁸ ». Les grèves elles-mêmes déconstruisent les stéréotypes de l'époque qui consiste à associer lutte sociale, violence et désordre⁹⁹. En fait, l'occupation des usines ne signifie pas la conquête de l'outil de production, mais simplement faire pression, à l'aide de piquets de grève, pour l'application des promesses électorales du gouvernement nouvellement élu¹⁰⁰.

Malgré tout, le résultat des élections d'avril/mai 1936 bouleverse la coalition de Front populaire. Déjà, le programme électoral commun ne représente qu'une démonstration symbolique de l'unité des forces de gauche et une référence commune, sans pour autant éliminer les distinctions entre les partis. De plus, les lendemains de la victoire électorale s'annoncent un succès pour certains, mais offre un goût amer pour d'autres : bien que le PCF vient septupler son nombre de députés et doubler ses voix par rapport à 1932 (796 630 à 1 453 923), la SFIO devient le premier parti de gauche en France avec 147 députés, alors que les radicaux perdent 51 sièges (157 à 106) et environ 400 000 voix¹⁰¹. À cette « défaite » électorale pour le parti radical s'ajoute le fait que c'est à la SFIO de se situer à la tête du prochain gouvernement.

Pour leur part, les grèves de mai/juin accentuent la méfiance d'une bonne partie des radicaux à propos de l'intégration de leur parti au Front populaire, considérant leur ampleur : en juin, on dénombre 12 142 grèves et 1 830 938 grévistes¹⁰². Le nouveau gouvernement de Front populaire, avec Blum à titre de président du Conseil, applique des réformes sociales comme la

⁹⁸ Jacques Kergoat. *La France du Front populaire* (Paris : La Découverte/Poche, 2006), 124.

⁹⁹ Wolikow, 1936, 147.

¹⁰⁰ *Ibid.*, 145-146.

¹⁰¹ Kergoat, *La France du Front populaire*, 93-94.

¹⁰² *Ibid.*, 127.

semaine des 40 h et l'augmentation des salaires. Or, comme pour Bardoux, l'anticommunisme de principe des radicaux se transforme en une hostilité qui leur fait aussi croire à un complot du PCF, toujours inféodé, selon eux, à l'Union soviétique¹⁰³.

Lors de la séance du 23 juin 1936 à la Chambre des députés, le nouveau gouvernement expose sa politique étrangère. Ce dernier fait preuve de prudence et le contexte houleux du lendemain des élections s'avère une explication très plausible, considérant l'anticommunisme ravivé de nombreux radicaux. Delbos, le ministre français des Affaires étrangères et député radical, présente alors l'orientation principale de la politique du gouvernement qui se traduit par une coopération « étroite et confiante » entre la France et l'Angleterre, qui représente « la garantie essentielle de la paix en Europe¹⁰⁴ ». Il ajoute que la France est assurée du concours de l'URSS, avec le pacte franco-soviétique qui dicte le souci commun de la paix¹⁰⁵. Delbos favorise sans équivoque l'alliance franco-britannique qui deviendra le point central de la politique étrangère du Front populaire¹⁰⁶.

La droite pour sa part se méfie de cette politique. En effet, derrière les préoccupations du pacifisme de droite, un constat subsiste : le communisme c'est la guerre. Henry de Kerillis, un député conservateur du groupe des *Indépendants républicains*, évoque très clairement cette idée :

M. Hitler, lui, a toujours déclaré que le communisme était son ennemi et qu'il était arrivé au pouvoir pour le terrasser. S'il craint le communisme à Moscou, le communisme lointain, il craint encore plus, vous le pensez, le communisme installé à Paris (*Interruptions à l'extrême gauche communiste*), le communisme s'installant à Paris. Il y voit une menace d'encercllement politique, d'encercllement militaire, d'encercllement idéologique¹⁰⁷.

L'altercation qui s'ensuit expose alors la source de cette accusation. Péri, mandaté par son parti à intervenir dans le premier débat général de politique étrangère de la nouvelle législature, affirme que le danger le plus angoissant reste le fascisme allemand et que le pacte franco-soviétique assure la sécurité de la France¹⁰⁸. C'est alors que de Kerillis l'interrompt : « Nous accepterons le pacte franco-soviétique quand il n'y aura plus 72 députés russes sur les bancs de la

¹⁰³ Lejeune, *La peur du « rouge » en France*, 169-170.

¹⁰⁴ JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 23 juin 1936, *Communication du gouvernement*, 1531.

¹⁰⁵ JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 23 juin 1936, 1531.

¹⁰⁶ John. E. Dreifort, « The French Popular Front and the Franco-Soviet Pact, 1936-37: A Dilemma in Foreign Policy ». *Journal of Contemporary History*, 11 (1976) : 224.

¹⁰⁷ JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 23 juin 1936, 1542.

¹⁰⁸ Alexandre Courban. *Gabriel Péri, un homme politique, un député, un journaliste* (Paris : La Dispute, 2011), 124.

Chambre française¹⁰⁹ ». En fin de compte, l'idée de représenter le communisme comme un facteur de guerre provient de la crainte de la subversion soviétique au sein de la politique française. Cela prend aussi en compte le rapprochement franco-soviétique que les communistes français soutiennent tant. Comme l'affirme le député centriste d'Alsace-Lorraine Michel Walter : « Le mot d'ordre de Moscou a été lancé à seule fin de pouvoir disposer des forces militaires françaises au profit des intérêts de la Russie soviétique¹¹⁰ ».

Cela signifie que malgré la poussée à gauche et le recul à droite, suite aux élections de 1936, l'exercice du pouvoir par la coalition de Front populaire s'annonce difficile. Si la France semble se replier sur elle-même pour un temps, l'anticommunisme qui fait rage au sein de l'opinion publique française s'intensifie en antisoviétisme. Les accusations d'intrusion de l'extérieur ne manquent pas alors d'inclure l'Union soviétique dans les sujets débattus au moment de la campagne électorale et des premiers instants du nouveau gouvernement de Front populaire.

L'Humanité

D'emblée, le programme électoral du PCF expose les grandes lignes suivies par le parti lors des élections, qui rappellent même des positions antérieures au Front populaire. Essentiellement, le parti encourage l'opposition à la bourgeoisie et l'anticapitalisme, souhaite remettre aux ouvriers et paysans le contrôle sur les moyens de production, en plus de s'inspirer des Soviets comme l'organisation par excellence des travailleurs¹¹¹. Ici, la direction du parti semble surtout s'adresser aux militants communistes. Or, trois éléments importants s'ajoutent, depuis les deux dernières années.

D'une part, le ralliement au Front populaire, que symbolise l'unité d'action entre socialistes et communistes, travailleurs et classes moyennes. D'autre part, la représentation de l'URSS comme un rempart de la paix et de la fraternité humaine, au-delà de la glorification du

¹⁰⁹ JO, *débats parlementaires, Chambre des députés, 23 juin 1936*, 1544.

¹¹⁰ *Ibid.*, 1563.

¹¹¹ Nicole Racine et Louis Bodin. *Le parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres* (Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1982), 237-240

modèle sociétal¹¹². Enfin, la direction du PCF s'adresse à la Nation française, comme un tout, et fait même référence à la Révolution française. Bref, la stratégie révolutionnaire communiste reste effacée, et c'est dans *L'Humanité* que tout semble s'expliquer.

Durant la campagne électorale, c'est l'antifascisme qui revient en force. En effet, le Front populaire se définirait comme le modèle d'une unité des travailleurs contre les États fascistes. La façon de procéder se traduit à utiliser les relations avec l'URSS contre les régimes capitalistes, la principale cause de guerre, mais aussi la stratégie hitlérienne qui vise à séparer la France de ses alliés¹¹³. Cela signifie que rapidement, le discours antifasciste se lie au maintien de la coalition de Front populaire.

Justement, cette unité des travailleurs passe à travers l'union de la France, que représente le Front populaire, contre la tentation d'entente directe avec Hitler, rappelant même la politique de Laval. Cela constituerait un appui considérable pour la sécurité collective, la paix indivisible, contre une capitulation qui irait à l'encontre du pacte franco-soviétique. C'est ce que Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de *L'Humanité*, illustre lorsqu'il présente le Front populaire comme la réconciliation entre « le drapeau tricolore et le drapeau rouge » : une victoire électorale servirait autant les travailleurs, avec l'aide de l'Union soviétique qui, avec sa politique de sécurité collective et de paix indivisible, s'oriente sur les intérêts de la France¹¹⁴. L'antifascisme participerait à la cause, avec par exemple la volonté du PCF à la fois de combattre les « fauteurs de guerre » qui travaillent pour les 200 familles, et à épurer l'armée française des éléments fascistes, la nouvelle politique militaire du PCF qui amène le parti à accepter plus concrètement la politique de défense nationale¹¹⁵.

Dans le même ordre d'idées, contredire l'anticommunisme s'insère aussi dans le maintien de la coalition de Front populaire. Ici, Jacques Duclos, un des dirigeants les plus influents du PCF, a pour objectif de présenter les attaques antisoviétiques et, en quelque sorte, cet « épouvantail électoral communiste » des « hitlériens français », « agent de l'étranger », comme une façon de contourner les vrais problèmes qui touchent les Français¹¹⁶. Duclos vise

¹¹² Racine et Bodin, *Le parti communiste français*, 237.

¹¹³ J. Racamond, « Bâtissons la paix par le front unique international » *L'Humanité*, 13 avril, 1936, 1-2.

¹¹⁴ Paul Vaillant-Couturier, « L'audace de M. Laval » *L'Humanité*, 15 avril, 1936, 1.

¹¹⁵ Vidal, *La grande illusion*, 206.

¹¹⁶ Jacques Duclos, « C'est de la France qu'il faut parler » *L'Humanité*, 17 avril, 1936, 2.

moins à faire taire les discussions sur l'URSS que l'anticommunisme électoral des adversaires de droite, liés aux « ligues fascistes » qui prépareraient la guerre civile en France¹¹⁷. L'URSS elle se retrouve être l'antagoniste modèle à ce scénario :

Dans plusieurs circonscriptions, nos ennemis essayent de faire se dérouler la campagne électorale sur le plan de la lutte antisoviétique. Est-il besoin de dire que nous ne sommes nullement gênés pour répondre à tous les détracteurs de l'U.R.S.S., et c'est toujours avec fierté que nous pouvons rappeler que le pays des Soviets est un pays sans crise et sans chômage, le pays de l'épanouissement de la démocratie, le pays qui constitue le rempart de la paix dans le monde¹¹⁸.

À la suite de la victoire électorale du Front populaire, Thorez prononce un discours le 6 mai, transcrit dans *L'Humanité* le 10. En outre, il illustre le vote pour le PCF non pas un pour la révolution, mais pour la paix contre Hitler et le fascisme, et plus précisément ses agents, « dirigeants des ligues de guerre civile en France¹¹⁹ ». Encore une fois, la collusion entre la droite et le fascisme refait surface, mais elle sert avant tout à exposer le but commun entre les communistes et le Front populaire :

Certains disent que tous ceux qui ont voté communiste ne sont pas absolument convaincus du système soviétique et partisans décidés à instaurer en France le système soviétique. C'est possible ; mais au moins, sur ce point, en ce qui concerne la politique extérieure, on ne saurait contester que ceux qui ont voté communiste veulent préserver la paix et garantir la sécurité du pays¹²⁰.

Cela est d'autant plus important, que la question de la participation ministérielle des communistes au prochain gouvernement de Front populaire refait surface. Elle fut discutée auparavant, avec une certaine hésitation devant la possibilité d'un gouvernement « de la bourgeoisie », alors que l'objectif du Front populaire devrait réaliser la lutte contre le fascisme et l'amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière, entre autres¹²¹. Cependant, la conjoncture électorale, qui se caractérise par un climat houleux dû aux grèves et à l'élection d'un grand nombre de députés communistes, apporte d'autres raisons de refuser la participation ministérielle. De prime abord, éviter d'offrir un prétexte aux campagnes d'affolement et de panique, c'est-à-dire de laisser paraître d'encourager les mobilisations ouvrières¹²². Puis, ne pas

¹¹⁷ Duclos, « C'est de la France qu'il faut parler », 1-2.

¹¹⁸ *Ibid.*, 2.

¹¹⁹ Maurice Thorez, « La position du parti communiste » *L'Humanité*, 10 mai, 1936, 4.

¹²⁰ *Ibid.*, 4.

¹²¹ Bodin et Racine, *Le parti communiste français*, 242.

¹²² Kergoat, *La France du Front populaire*, 109.

constituer un obstacle au ralliement d'une fraction de la droite à l'alliance franco-soviétique et à une politique ferme à l'égard du Reich¹²³. Donc, le rôle des communistes consistera, essentiellement dans l'action parlementaire, à faire pression sur le gouvernement pour la réalisation du programme de Front populaire et le soutenir.

Pendant ce temps, c'est au niveau de la politique étrangère, comme mentionné précédemment, que le PCF tente d'élaborer une communauté de point de vue au sein du Front populaire. Péri se prête justement à la tâche. Pour lui, l'importance du maintien de l'union des organisations membres du Front populaire réside dans le combat contre la politique de Pierre Laval et les manifestations « hitlérophiiles et mussoliniennes », en plus de la défense commune du pacte franco-soviétique¹²⁴. Surtout, il présente le pacte comme l'exemple à suivre pour regrouper ceux qui veulent la défense de la paix, afin d'éviter l'affaiblissement continu de la SDN devant la possibilité d'une coalition des États fascistes.

Avec l'orientation très pacifique de Blum, dont la principale critique des communistes se résume au manque de précision et de fermeté, Péri se permet tout de même d'établir un point important : l'ennemi numéro un que représente la menace de guerre de l'hitlérisme en Europe¹²⁵. Cela n'est pas sans rappeler l'ampleur de l'anticommunisme durant les élections :

[...] nous sortons à peine d'une campagne électorale au cours de laquelle les fascistes ont attaqué avec une violence extrême le pacte franco-soviétique. Les candidats du Front populaire ont pris la défense de cet instrument de paix, et c'est eux qui ont eu raison devant le peuple de France. Il est clair que, traitant de la politique extérieure de la France, nul ne peut passer sous silence cet acte diplomatique. Léon Blum, plus que quiconque, sait que le pacte franco-soviétique a inauguré une méthode et une procédure et que l'on sauvera la paix qu'en se conformant à cette méthode et en suivant cette procédure¹²⁶.

Le PCF se range définitivement derrière une politique étrangère ferme contre l'ennemi numéro un, l'Allemagne nazie, tout en encourageant le rapprochement franco-soviétique vers une finalité pacifique. Cette dualité antifascisme/défense de la paix, même après la formation du gouvernement de Front populaire, reste la ligne directrice qui guide la pression du PCF sur ce dernier. Justement, un des premiers avertissements lancés à Delbos se résume à éviter l'entente

¹²³ Kergoat, *La France du Front populaire*, 109.

¹²⁴ Gabriel Péri, « Léon Blum définira ce soir la politique extérieure du gouvernement de demain » *L'Humanité*, 15 mai, 1936, 3.

¹²⁵ *Id.* « Léon Blum proclame la volonté d'organiser la Paix qui animera son gouvernement » *L'Humanité*, 16 mai, 1936, 1.

¹²⁶ *Ibid.*, 1.

antisoviétique avec l'Allemagne et trouver une formule de paix avec l'URSS, la sécurité collective et la paix indivisible¹²⁷.

En fait, ce qui préoccupe surtout *L'Humanité*, c'est le danger de la perte des États membres de la Petite Entente, allié de la France. Déjà, avant la formation du gouvernement, une politique ferme contre la menace fasciste, basée sur la réussite du pacte franco-soviétique et l'organisation de la paix était préconisée dans *L'Humanité*¹²⁸. Celle-ci pourrait rassembler la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie dans une assistance mutuelle. Or, l'accent sur le pacte franco-soviétique, idéal pour la sécurité collective et la sécurité de la Petite-Entente, s'explique justement pour une raison : sa division donnerait le champ libre à Hitler pour envahir la Tchécoslovaquie, la « première étape de l'aventure antisoviétique¹²⁹ ». Bref, la politique étrangère défendue par les communistes français dans *L'Humanité* doit répondre à la fois aux intérêts de la France, et à ceux de l'Union soviétique et Péri exprime bien cette considération : « L'accord de l'U.R.S.S. et de la France du Front Populaire, leur accord dans les discours, leur accord dans les actes est le gage le plus sûr de la paix. C'est en lui qu'ont placé leurs espoirs ceux qui, à travers le monde, veulent dissiper le cauchemar effroyable de la guerre¹³⁰ ».

Pour conclure, le PCF voit la nécessité de la victoire électorale du Front populaire pour appliquer une politique ferme contre la menace fasciste. Or, pour répondre à la fois aux intérêts de la France et de l'Union soviétique, la « défense de la paix » reste indispensable à travers le pacte franco-soviétique, le modèle pour appliquer la sécurité collective et la paix indivisible. Cet objectif se manifeste concrètement de plusieurs façons : le maintien de la coalition de Front populaire, appréhender la menace fasciste dans sa dimension nationale et internationale, devant les attaques anticomunistes et antisoviétiques, ainsi qu'exposer le danger sur la Petite Entente, pour mesurer la valeur de la sécurité collective et, surtout, du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. La principale tactique, une fois la formation du gouvernement, consiste à exercer une pression sur ce dernier pour orienter sa politique étrangère. Ce sera la même tout au long de l'existence du Front populaire.

¹²⁷ Gabriel Péri, « Genève et la menace en Europe centrale » *L'Humanité*, 5 juin, 1936, 3.

¹²⁸ M. Magnien, « L'Autriche et le danger de guerre » *L'Humanité*, 22 mai, 1936, 3.

¹²⁹ *Id.* « La restauration des Habsbourg et la menace sur la Tchécoslovaquie » *L'Humanité*, 10 juin, 1936, 3.

¹³⁰ Gabriel Péri, « Litvinov et Léon Blum appellent les gouvernements à la défense de la paix indivisible par l'organisation de la sécurité collective » *L'Humanité*, 2 juillet, 1936, 3.

Le Populaire

Lors de la campagne électorale, *Le Populaire* aborde moins la question de l'Union soviétique, en comparaison avec *L'Humanité* par exemple. Par contre, la politique étrangère semble, dans une certaine mesure, un terreau fertile afin de distinguer les objectifs de la droite française et ceux de la gauche, essentiellement le Front populaire, du point de vue de la SFIO. Blum, qui use de cette stratégie, cherche donc à discréditer les adversaires de la coalition de Front populaire. Sa pensée sur l'URSS caractérise ses observations sur le développement des relations franco-soviétiques, au moment même où la campagne électorale fait rage.

Premièrement, Blum décrit l'entente directe avec l'Allemagne comme un « isolement volontaire » de la France¹³¹. En effet, selon lui, en tombant dans les bras de l'Allemagne et de l'Italie, la France perdrait ses alliés, essentiellement les nations anglo-saxonnes, l'URSS et la Petite-Entente. En plus d'aggraver le danger hitlérien, aux dépens de la sécurité collective et de la paix indivisible, l'isolement de la France apporterait aussi la dictature chez elle¹³². Ceci s'avère une façon pour Blum de représenter les conséquences de la volonté de la droite à vouloir l'entente avec l'Allemagne. En réalité, la politique de Litvinov consistait à garder l'Italie dans une entente antinazie. La crise en Abyssinie a mis fin ou du moins a affaibli cette politique. Ce sera la guerre civile espagnole qui mettra fin à l'idée soviétique.

Deuxièmement, Blum s'attaque à la droite française et à Laval, dont elle serait l'associée. En effet, Blum affirme que ce sont les journaux qui ont soutenu la politique de Laval, entre autres avec leurs attaques contre le pacte franco-soviétique, qui auraient développé la thèse hitlérienne pour combattre ce pacte¹³³. La cause du « diktat » hitlérien revient donc à Laval et ceux qui l'ont appuyé, déresponsabilisant le pacte franco-soviétique. Ceci est d'autant plus intéressant, que ce sont les membres du Front populaire qui ont voté sa ratification. Défendre le pacte devient un argument non négligeable en pleine campagne électorale, alors que les critiques de la droite à son égard seraient justement liées à la politique d'Hitler, ce qui n'est pas sans rappeler la remilitarisation de la Rhénanie¹³⁴.

¹³¹ Léon Blum, « Ce que préparent les hitlériens de Paris » *Le Populaire*, 13 avril, 1936, 1.

¹³² *Ibid.*, 1.

¹³³ *Id.* « Laval contre Laval », *Le Populaire*, 15 avril, 1936, 1.

¹³⁴ *Ibid.*, 1.

Enfin, cela signifie que Blum appréhende lui aussi, comme mentionné précédemment, le fascisme dans sa dimension nationale et internationale, face aux dangers jumeaux que représentent Hitler et Mussolini, en plus des « hitlériens de Paris ». La solution pour Blum reste marquée par l'évolution de ce danger fasciste : « Si l'Angleterre, la Russie soviétique et la France agissent de concert contre les deux dangers, la communauté européenne retrouvera aussitôt son efficacité, pour demain comme pour aujourd'hui, la paix sera sauvée¹³⁵ ».

À la suite de la victoire électorale, et des résultats qui indiquent que la SFIO sera à la tête du prochain gouvernement, Blum devient la personne toute désignée pour occuper le poste de président du Conseil. Il doit alors défendre sa politique étrangère, c'est-à-dire celle que devra suivre le gouvernement de Front populaire. Blum soutient que la France doit travailler avec toutes les nations qui souhaitent sincèrement la paix, peu importe le régime intérieur. Sans vouloir élaborer une politique exclusive, au contraire, cela viendrait justifier la bonne entente avec l'Union soviétique¹³⁶. Il semble alors que Blum, dans son discours pacifiste, cherche surtout à contrer les critiques de son propre parti, dont plusieurs membres préfèrent l'entente avec l'Allemagne par méfiance envers l'Union soviétique.

Au sein du quotidien *Le Populaire*, les préoccupations sur la politique étrangère s'orientent essentiellement sur le renforcement de la SDN. C'est une tâche qui incombe à André Leroux, le pseudonyme de l'ancien dirigeant communiste italien Angelo Tasca. Réfugié en France depuis 1929, il rejoint la SFIO en 1934, avant que Léon Blum lui offre la rubrique internationale du journal *Le Populaire*, devenant le spécialiste sur la politique extérieure.

Tout comme Péri, Leroux s'aperçoit du danger qui pèse sur les États membres de la Petite Entente. Il affirme que la France n'a pas agi assez fermement à l'égard de la sécurité collective, menaçant cette Petite Entente¹³⁷. Or, il souligne le lien qui unit ces pays à l'Union soviétique et à la suite de la formation du gouvernement de Front populaire, il maintient cette analyse :

Si une politique commune n'est pas établie à l'avance entre l'Angleterre, la France, l'U.R.S.S. et la Petite Entente, rien ne pourra arrêter la désagrégation de Genève. Cette politique commune le gouvernement du Front populaire l'avait conçue précisément comme un moyen nécessaire et suffisant pour ramener

¹³⁵ Léon Blum, « Les deux dangers » *Le Populaire*, 16 avril, 1936, 1.

¹³⁶ *Id.* « Le petit jeu commence... » *Le Populaire*, 18 mai, 1936, 1.

¹³⁷ André Leroux, « La Conférence de la Petite Entente » *Le Populaire*, 8 mai, 1936, 3.

l'Allemagne et l'Italie dans le cadre de la sécurité collective, ou en tout cas pour isoler et circonscrire le danger de guerre¹³⁸.

Cela signifie que Leroux soutient une certaine fermeté contre l'Allemagne et l'Italie, sans pour autant mentionner le pacte franco-soviétique lorsqu'il évoque une politique commune qui finalement se recoupe avec un renforcement de la SDN. Sa formulation ressemble à la politique de sécurité collective de Litvinov, mais elle ne prend pas compte de la nécessité de vaincre l'Allemagne si elle déclare la guerre. Leroux partagerait en quelque sorte la vision de Blum, qui ne consiste pas tout à fait à celle des communistes français. Cependant, elle conserve une méfiance envers l'Allemagne et l'Italie, tout en encourageant une politique commune à la SDN, incluant l'URSS.

Enfin, le quotidien *Le Populaire* se rallie officiellement à la position officielle du gouvernement, suite à la déclaration de Delbos, sur la politique extérieure à la Chambre des députés le 23 juin. En effet, une transcription complète de l'interpellation du ministre des Affaires étrangères paraît dans le quotidien socialiste. Ceci laisse croire que ce dernier partage l'importance offerte à la coopération avec l'Angleterre, comme garantie essentielle de la paix en Europe, gardant en seconde place le lien franco-soviétique d'assistance mutuelle¹³⁹.

En somme, la campagne électorale menée par la SFIO caractérise l'intérêt du quotidien *Le Populaire* pour l'Union soviétique. Même si l'usage de l'antifascisme semble quelque peu effectif, nourrissant une certaine méfiance envers l'Allemagne, rares sont les mentions du pacte franco-soviétique. La politique commune à la SDN, dont le rôle de l'URSS reste flou, s'impose dans *Le Populaire* aux dépens des relations franco-soviétiques. Bref, le pacifisme, exalté par la coalition de Front populaire, semble diminuer, du côté du journal socialiste, la nécessité d'un renforcement des relations franco-soviétiques comme solution pour contrer la menace fasciste.

¹³⁸ André Leroux, « Sanctions et sécurité collective » *Le Populaire*, 20 juin, 1936, 3.

¹³⁹ « Déclaration du gouvernement sur la politique extérieure » *Le Populaire*, 24 juin, 1936, 4.

L'Œuvre

Avec l'intensification de l'épouvantail communiste qui dépasse l'entendement, la campagne électorale du parti radical s'oriente surtout à rassurer sa base militante et électrice. La division des radicaux rend difficile un positionnement entre l'aile gauche et l'aile droite, malgré l'adhésion du parti au Front populaire¹⁴⁰. Le quotidien *L'Œuvre* tente alors de remédier à la situation. Cet objectif se matérialise de trois façons.

Premièrement, le quotidien cherche à rationaliser la peur anticommuniste. Les radicaux sont anticommunistes par principe, mais l'anticommunisme de la droite consiste, selon *L'Œuvre*, en une exagération d'un danger, avec des comparaisons, par exemple, avec la Russie soviétique et l'Espagne, afin d'instaurer une crainte profonde chez la bourgeoisie¹⁴¹. De plus, *L'Œuvre* révèle l'existence d'excès au sein du capitalisme et du fascisme, dans le but d'encourager la défense de la République, et non le bouleversement du régime¹⁴².

Deuxièmement, *L'Œuvre* reconnaît le changement d'attitude des communistes français. En fait, ils ne viseraient plus à menacer la République pour instaurer le bolchevisme, mais à défendre les institutions parlementaires contre le fascisme. L'éditorial du 18 avril illustre bien ce constat : « Ce que nous savons, par contre, c'est que toute une fraction des masses électrices, entraînées naguère dans une sorte de dissidence, est rentrée heureusement dans ce qui représente chez nous la tradition jacobine, la vraie tradition française¹⁴³ ». Donc, l'anticommunisme ne servirait plus d'excuse pour la droite, qui ne peut plus compter sur « [...] le providentiel maintien du candidat moscovite » pour accuser Staline de tirer les ficelles du Front populaire¹⁴⁴.

Puis, le quotidien explique ce que signifie un vote pour le Front populaire. Au niveau de la politique étrangère, c'est d'éviter l'entente avec l'Allemagne et l'Italie par l'abandon de l'Angleterre, de l'URSS et de l'Europe centrale¹⁴⁵. Cette façon de procéder représenterait une menace sur la sécurité de la France et la sécurité collective. En continuité, le journaliste André

¹⁴⁰ Pascal-Éric Lalmy. *Le Parti Radical-Socialiste et le Front populaire, 1934-1938* (Paris : mare & martin, 2007), 57-59.

¹⁴¹ *L'Œuvre*, « Le nouvel épouvantail » *L'Œuvre*, 4 avril 1936, 1.

¹⁴² *Ibid.*, 1.

¹⁴³ *Id.* « Communistes d'hier et d'aujourd'hui » *L'Œuvre*, 18 avril, 1936, 1.

¹⁴⁴ *Ibid.*, 1.

¹⁴⁵ *Id.* « Il faut s'entendre » *L'Œuvre*, 23 avril, 1936, 1.

Guérin, sur la politique intérieure, affirme qu'un vote pour les communistes n'exprime qu'une opposition contre les excès du capitalisme, le fascisme, en référence aux émeutes du 6 février, et Hitler¹⁴⁶.

À la suite de la victoire électorale, *L'Œuvre* soutient en fait l'orientation de la politique étrangère de Blum. Pour ce faire, le quotidien présente l'accord avec l'URSS comme un simple respect de la tradition diplomatique française, voulant atténuer les critiques à son égard, puisqu'elle consisterait en la sécurité collective et l'assistance mutuelle, par exemple¹⁴⁷. Pour *L'Œuvre*, cela paraît beaucoup plus censé que la politique étrangère menée par Laval.

Cela n'empêche pas les critiques vis-à-vis de la politique étrangère de la France. Tabouis accuse justement le manque de fermeté pour remédier à la situation précaire des États membres de la Petite Entente et de l'Entente balkanique. Pour la journaliste, il n'y a qu'une explication :

Certes quelques pays de l'Europe centrale et balkanique n'ont pas beaucoup d'élan vers Moscou, mais cela vient avant tout de ce que Paris n'a pas suivi la politique franco-russe qu'il devait faire et que ces pays ont continué de considérer la Russie en tant qu'entité et non pas en alliée de la France. Le fait que nous n'avons jamais exécuté le traité franco-russe dans sa clause pratique de conversations d'états-majors a été d'une gravité incalculable !¹⁴⁸

Tabouis envoie donc un avertissement au prochain gouvernement, et son farouche antinazisme, qui l'a encouragé à développer des relations avec l'ambassade soviétique à Paris, témoigne de son empressement dans la concrétisation d'une alliance militaire franco-soviétique. Dans la même optique, elle poursuit sur cette lancée, après la formation du gouvernement. Elle rend compte encore une fois des difficultés auxquelles doivent faire face les États membres de la Petite Entente et de l'Entente balkanique en lien avec l'influence grandissante de l'Allemagne nazie. La seule façon de contrer cette situation pour Tabouis consiste en une politique ferme de la France pour soutenir ses alliés¹⁴⁹. Celle-ci rejoint la position défendue par la journaliste : une politique commune entre la France et l'URSS, dont le pacte franco-soviétique reste la pièce maîtresse. De ce fait, l'URSS servirait bien de soutien aux États d'Europe centrale et balkanique. Or, Tabouis expose la crainte d'une entente de la France avec Berlin et Rome, puisque les

¹⁴⁶ André Guérin, « Retard » *L'Œuvre*, 24 avril 1936, 1.

¹⁴⁷ *L'Œuvre*, « Il ne suffit pas de ricaner », *L'Œuvre*, 19 mai, 1936, 1.

¹⁴⁸ Geneviève Tabouis, « La Petite Entente et l'Entente balkanique attendent avec anxiété les décisions de Paris et de Londres » *L'Œuvre*, 21 mai, 1936, 3.

¹⁴⁹ *Id.* « La prospérité des États balkaniques est liée à celle du Reich... Ce qui entraîne une dangereuse dépendance dans le domaine des armements » *L'Œuvre*, 21 juin, 1936, 3.

concessions iraient aux dépens des alliances françaises en Europe centrale et balkanique et du pacte franco-soviétique¹⁵⁰. Encore une fois, elle dresse un avertissement :

Si notre nouveau gouvernement voulait reprendre en mains la situation française en Europe, c'est-à-dire maintenir notre pays au rang de grande puissance, il devait avant tout parachever tranquillement sa mise en œuvre du pacte fr[a]nco-soviétique par la conclusion d'un accord d'assistance mutuelle avec la Turquie, ce qui lui permettrait d'étendre son assistance mutuelle à la Yougoslavie et à la Roumanie, ces derniers pays traversant, comme on le sait, une crise particulièrement difficile dans laquelle les nazis pourraient bien remporter une victoire considérable...¹⁵¹

Cependant, Tabouis ne fait partie que des quelques journalistes de *L'Œuvre* à traiter de la menace fasciste en politique étrangère. Pierre, en ce qui le concerne, souligne la montée de l'anticommunisme en Roumanie, alimentée par l'influence nazie dans le but de disloquer la Petite-Entente, et bientôt à forcer la démission du ministre roumain des Affaires étrangères, Nicolae Titulescu¹⁵². Surtout, la journaliste reste la seule à développer une position favorable au rapprochement franco-soviétique dans le sens de la politique étrangère de l'URSS, et à la présenter comme l'unique politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne nazie.

En fait, *L'Œuvre* continue à illustrer l'anticommunisme comme le résultat d'une panique et d'une perte de sang-froid¹⁵³. Pour ce faire, le quotidien cherche surtout à séparer la politique intérieure de la politique extérieure du Front populaire, la bonne entente avec URSS ne consistant qu'à contrer le danger de guerre en général. Les autres articles édités dans *L'Œuvre* ne se détachent pas nécessairement de la ligne éditoriale. Par exemple, Jacques Kayser, un intellectuel français associé aux « Jeunes Turcs » et au radicalisme de gauche, appuie aussi l'idée qu'une collaboration avec les communistes n'entraîne pas le parti radical dans le sillage de Moscou¹⁵⁴. Il s'oppose à l'accusation de subversion soviétique au sein du Front populaire, par nécessité de maintenir sa cohésion :

On peut à la fois admirer les réalisations du régime soviétique en U.R.S.S., se réjouir des progrès grandioses qui ont fait de cet immense pays l'un des facteurs dominants du monde, sans pour cela considérer que la

¹⁵⁰ Geneviève Tabouis, « M. Yvon Delbos a présenté hier le projet français de réforme du Pacte » *L'Œuvre*, 4 juillet, 1936, 3.

¹⁵¹ *Id.* « M. Yvon Delbos a présenté hier », 3.

¹⁵² André Pierre, « Les dangers de la propagande hitlérienne en Roumanie » *L'Œuvre*, 23 juin 1936, 3.

¹⁵³ *L'Œuvre*, « L'appel au pire » *L'Œuvre*, 16 juin, 1936, 1.

¹⁵⁴ Jacques Kayser, « Radicaux et communistes » *L'Œuvre*, 10 juillet, 1936, 1.

structure, la tradition et la pensée françaises puissent aisément et profitablement se plier au soviétisme. Encore moins d'ailleurs au fascisme¹⁵⁵.

Bref, le quotidien *L'Œuvre* se concentre plus âprement à combattre l'anticommunisme qui afflige le parti radical au lieu d'encourager une politique ferme, au côté de l'URSS, contre la menace que représente l'Allemagne nazie. Cela signifie que le discrédit dirigé contre l'anticommunisme reste très conjoncturel au contexte électoral, afin de maintenir la coalition de Front populaire. Cette façon de procéder s'est justement appliquée aux événements précédents, comme la ratification du pacte franco-soviétique. L'exception reste alors Tabouis, qui défend la politique étrangère de l'URSS à travers l'application du pacte franco-soviétique. Seule Tabouis propose une politique ferme contre l'Allemagne nazie, bien au-delà du discrédit de l'anticommunisme en France.

*

Pour conclure, les élections de 1936 agissent comme le catalyseur de toute la période depuis le début de l'année 1936, voire avant si l'on considère le contexte électoral du moment. L'anticommunisme exacerbé par la victoire du Front populaire s'intensifie en antisoviétisme chez la droite française. Par conséquent, l'URSS devient, en France, un sujet à débat de politique intérieure. Il semble avéré que la politique étrangère fut discrète pour éviter d'animer les contradictions entre les partis membres du Front populaire, considérant les agitations et les grèves¹⁵⁶, mais ces derniers vont constamment ramener la question de l'URSS à la politique étrangère pour démentir les accusations de la droite qui associent la gauche à une sorte d'activité subversive soviétique. Alors que l'objectif consiste à séparer les nécessités de la politique intérieure avec les objectifs de politique extérieure, la confrontation entre l'anticommunisme et l'antifascisme mené par des membres du Front populaire pose la question à savoir qui est l'ennemi numéro, l'Allemagne nazie ou l'Union soviétique, au sein de la société française.

¹⁵⁵ Kayser, « Radicaux et communistes », 1.

¹⁵⁶ Duroselle, *La décadence*, 291.

En outre, les membres du Front populaire se divisent sur la manière de réagir¹⁵⁷. Le contexte électoral montre que les contradictions à l'intérieur du Front populaire sont latentes et que cela n'est pas sans lien avec la perception qu'ont ses membres de l'Union soviétique. D'une part, le pacifisme tend à effacer ou diminuer le rôle, voire l'importance que pourrait avoir l'URSS, ce qui amenuise en retour le danger que représente l'Allemagne nazie, puisque l'objectif revient ultimement à s'entendre avec elle. Il semble alors que le discrédit dirigé contre l'anticommunisme reste très conjoncturel au contexte électoral.

D'autre part, les antifascistes sont ceux qui encouragent la fermeté contre l'Allemagne nazie, c'est-à-dire de la contraindre. Ils appréhendent le danger fasciste dans sa dimension nationale et internationale. De plus, ils préconisent des initiatives internationales contre les puissances fascistes. Cela explique par exemple leurs vives réactions face à l'impuissance de la France devant la possibilité de perdre ses alliances avec la Petite Entente, et plus précisément la Tchécoslovaquie. En fait, à chaque fois que les problèmes de politique étrangère de la France sont soulevés par les antifascistes du Front populaire, surtout le PCF, Péri et Tabouis, mais sans oublier Blum et Zyromski, le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, bien que recevant des appréciations diverses, représente la solution.

La principale particularité se révèle être l'antifascisme du PCF. Tout comme le gouvernement soviétique, il illustre la politique étrangère de l'URSS comme une politique de paix. Or, cela s'explique par le fait qu'on ne peut pas dire ouvertement que l'on se prépare à la guerre contre l'Allemagne ni que la sécurité collective signifie d'endiguer l'ennemi si possible, lui faire la guerre si nécessaire, à cause de la force du pacifisme en France.

Bref, la question de la collaboration avec l'Union soviétique alimente les débats au sein de la société française et entraîne les membres du Front populaire à se questionner sur l'orientation de sa politique. Les distinctions entre le pacifisme et l'antifascisme causent de plus en plus de remous chez la coalition électorale, désormais au pouvoir. On en retrouve justement les germes, surtout entre le PCF et les Radicaux, des affrontements futurs à propos de la guerre civile espagnole¹⁵⁸.

¹⁵⁷ Wolikow, 1936, 122.

¹⁵⁸ Serge Berstein. *Histoire du parti radical* (Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1982, vol.2), 433.

Chapitre 2

L'avènement de la non-intervention

Dès 1935, la création du *Frente popular* (Front populaire) en Espagne, comme son homologue en France, souligne que tout compromis, autant pour la gauche que pour la droite, devient désormais impossible. Il se compose essentiellement de *l'Union républicaine*, centriste, de la *Gauche républicaine*, du *Parti socialiste ouvrier espagnol*, du *Parti communiste espagnol* et du POUM, le Parti des travailleurs de l'union marxiste, avec l'appui, entre autres, des anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols. La droite, de son côté, forme une alliance électorale menée par la CEDA, la « Confédération espagnole de la droite autonome », soutenue par l'Espagne traditionaliste et cléricale, que Gil Robles, chef de la CEDA, surnomme « Front contre-révolutionnaire national ». Ceci est évocateur, puisque suite à la victoire électorale du *Frente popular* en février 1936, la droite espagnole réagit comme si le gouvernement de Front populaire se compose de bolcheviks qui cherchent à s'emparer du pouvoir¹. L'accentuation encore plus marquée du clivage entre la gauche et la droite conduit aussi les défenseurs de l'Espagne traditionnelle à adopter des recours antiparlementaires auxquelles même la droite accepte de s'accommoder². Plusieurs généraux espagnols commencent alors à comploter et à organiser un *pronunciamiento*, c'est-à-dire un coup d'État.

C'est dans la nuit du 17 au 18 juillet que le *pronunciamiento* prend forme, le 18 devant mener au ralliement de l'armée d'Afrique espagnole au Maroc sous les ordres du général Francisco Franco. Le 19 juillet, le gouvernement espagnol de José Giral envoie au président du Conseil français Blum un télégramme pour lui demander des armes, des munitions et des avions. Acceptant immédiatement de remplir cette commande, Blum convoque le lendemain les ministres Delbos, Édouard Daladier, ministre de la Guerre et de la Défense nationale, Vincent Auriol, ministre des Finances et Pierre Cot, ministre de l'Air. Il espère les convaincre d'un nouveau danger fasciste à la frontière et des complications que cela peut entraîner dans les

¹ Anthony Beevor. *La Guerre d'Espagne* (Paris : Calmann-Lévy, 2006), 88.

² *Ibid.*, 93.

communications maritimes en Méditerranée, sans oublier qu'un accord commercial franco-espagnol existe depuis 1935. Si Cot adhère sans compromis à la décision du président du Conseil, Daladier et Delbos, plus hésitant, approuvent finalement. Blum promet alors au chargé d'affaires espagnol, Fernando de Los Rios, de lui fournir des avions, des armes et des munitions deux jours plus tard. Bien que tout paraisse se dérouler selon la volonté du gouvernement français, la guerre civile qui sévit en Espagne révèle en réalité une profonde hostilité au sein des démocraties occidentales à toute politique qui attaquerait de front le danger fasciste.

Pour commencer, la politique britannique semble suivre cette tendance. Du moins, l'anticommunisme du gouvernement conservateur anglais l'encourage à s'éloigner de toute politique qui vise l'intervention en Espagne. Depuis l'élection du Front populaire en France, la peur du communisme, dans ce que l'on considérait comme une soviétisation de la France, fait croire à un renversement par « les communistes contrôlés par Moscou » du gouvernement Blum³. La victoire du Front populaire français, et de ce fait les résultats électoraux du PCF, amène les fonctionnaires du *Foreign Office*, le Ministère aux Affaires étrangères, à élaborer des parallèles entre la montée du communisme en France et en Espagne⁴. Ce parallélisme laisse supposer que l'aide française aux républicains espagnols puisse entraîner une révolution en Espagne qui s'étendrait à la France. Adhérer à la non-intervention pourrait justement enrayer la propagation du bolchevisme en Europe, mais aussi éloigner la France de l'Espagne et du communisme.

Cette évaluation de la situation s'explique surtout sur la représentation de l'Espagne du *Frente popular* par le gouvernement britannique. Effectivement, la Grande-Bretagne s'avère très hostile face à ce qu'elle considère être la progression en Espagne d'une révolution sociale et du bolchevisme⁵. Avec le déclenchement de la guerre civile espagnole, le gouvernement britannique croit que l'intervention étrangère dans le conflit pourrait même participer à la formation de blocs idéologiques. En fait, une grande partie des dirigeants britanniques, dont Anthony Eden, ministre britannique des Affaires étrangères, et Stanley Baldwin, premier ministre, développent davantage de sympathies pour les rebelles espagnoles que pour le camp républicain⁶. Fait important, la

³ Gerald Howson. *Arms for Spain : The Untold Story of the Spanish Civil War* (New York : St. Martin's Press, 1999), 36.

⁴ Douglas Little. « Red Scare, 1936: Anti-Bolchevism and the Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War ». *Journal of Contemporary History* 23, 2 (1988) : 297.

⁵ Hobsbawm, *The Age of Extremes*, 159.

⁶ Pierre Cot. *Le procès de la République* (New York : Éditions de la Maison française, Inc., 1944, vol. 2), 308.

politique d'apaisement britannique menée plus tard par Neville Chamberlain, futur Premier ministre britannique, trouve en fait ses origines dans la peur du bolchevisme, exacerbée par le conflit espagnol, du gouvernement conservateur britannique.

Donc, les raisons de la pression du gouvernement britannique sur la décision de la non-intervention du gouvernement français sont surtout idéologiques. Cependant, la Grande-Bretagne n'est pas la seule responsable. Le Quai d'Orsay, le ministère des Affaires étrangères de la France, partage non seulement les mêmes antipathies à l'égard de l'URSS que le gouvernement britannique et le *Foreign Office*, mais aussi, entre eux, il y a connivence.

Alexis Léger, le secrétaire général du Quai d'Orsay (1933-1940), a joué un grand rôle dans les péripéties qui mènent à la non-intervention. Il tient particulièrement au poste qu'il avait acquis en 1933, qui lui permet d'exercer une influence certaine sur la conduite de la politique étrangère de la France. Littéraire, il gagna le prix Nobel de littérature en 1960, se faisant appeler par son pseudonyme *Saint-John Perse*. En politique étrangère, son anglophilie caractérise sa conception de la politique étrangère de son pays, cherchant par-dessus tout à maintenir la coopération franco-britannique, peu importe le prix.

Léger réunit autour de lui une équipe de diplomates unanimement anglophiles, où le choix stratégique d'une alliance franco-anglaise se comprend dans l'incapacité à donner un sens à la sécurité collective sans la solidarité franco-britannique⁷. Cette « équipe Léger » développe des liens personnels entre diplomates français et britanniques et favorise une convergence sur la question espagnole. Léger partage justement avec ses homologues du *Foreign Office* de nombreuses positions dont l'anticommunisme, la crainte du désordre intérieur en France, la peur de la conflagration européenne du conflit espagnol et le refus de se retrouver dans le même camp que l'Union soviétique. Pourtant, rien n'indique un risque d'une rupture des liens franco-britannique⁸. En fait, ce n'est pas le *Foreign Office*, ni le gouvernement britannique qui exercèrent une pression sur le Quai d'Orsay. Au contraire, les diplomates français se révèlent à l'origine des démarches du *Foreign Office* à l'égard du gouvernement français⁹.

⁷ Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique », 4.

⁸ *Id. Alexis Léger dit Saint-John Perse* (Paris : Flammarion, 2008) 479.

⁹ *Ibid.*, 474.

Puis, Léger cherche aussi à manipuler l'opinion publique française. En effet, les liens entre les diplomates et la presse ont, entre autres, pour but d'introduire l'enjeu britannique pour montrer les dangers d'une intervention en Espagne sur la coopération franco-britannique¹⁰. Léger utilise en même temps l'hostilité et la division de l'opinion publique comme argument pour imposer la proposition de non-intervention au Front populaire. Bien que le gouvernement garde le dernier mot, Léger influence grandement le ministre français des Affaires étrangères Delbos et le président du Conseil, Blum.

Enfin, l'opposition de la droite française, qui s'illustre plus particulièrement dans la presse, scelle le sort de l'intervention française en Espagne. Elle s'acharne avec une vigueur telle, que le spectre de la guerre civile en France viendrait hanter les dirigeants français¹¹. Cela survient à la suite du départ de Blum à Londres le 23 juillet pour une rencontre avec les dirigeants britanniques. Par malheur, l'attaché militaire à l'ambassade espagnole à Paris, Antonio Barroso, se révèle être un partisan du camp nationaliste et divulgue à de Kerillis, député conservateur du groupe *Indépendants républicains* et journaliste à l'*Écho de Paris*, l'intention, pourtant secrète, de Blum d'aider la République espagnole. Lorsqu'il revient en France le 24 juillet, il doit faire face à une forte opposition à l'intervention française en Espagne et une division accrue de l'opinion publique.

Déçue de la victoire du *Frente popular* en février 1936, la droite française avait craint dans le même sens une victoire du Front populaire en France, comme mentionné précédemment¹². Comme pour le gouvernement britannique, la droite française évoque alors un parallèle sur les conséquences de l'influence communiste au sein du Front populaire et le conflit en Espagne avec le *Frente popular*¹³. C'est ce que soulève justement de Kerillis lorsqu'il souligne dans l'*Écho de Paris* la solidarité entre communistes français et espagnols, affirmant que Madrid se retrouve désormais sous le contrôle «[...] d'un soviet communo-anarchiste»¹⁴. Non seulement, selon de Kerillis, l'aide de la France à la République espagnole encouragerait le communisme en Espagne, mais jetterait aussi l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste dans le camp

¹⁰ Meltz, « Les diplomates français et l'opinion publique », 11.

¹¹ Duroselle, *La décadence*, 305.

¹² David Wingeate Pike. « La victoire du Front populaire en Espagne (Février 1936) : La réaction de la droite en France », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 184 (1996) : 91. <http://www.jstor.org/stables/25732380>.

¹³ Berstein et Becker, *L'histoire de l'anticommunisme en France*, 309.

¹⁴ Henri de Kerillis, « Il faut empêcher le gouvernement de ravitailler le gouvernement espagnol » *L'Écho de Paris*, 24 juillet, 1936, 1.

des nationalistes¹⁵. Or, le danger serait même plus grand, puisque pour la presse de droite, le *pronunciamiento* orchestré par les rebelles espagnols constituerait en fait une révolte contre un régime contrôlé par Moscou¹⁶. Rapidement, voyant le soutien des communistes français aux républicains espagnols et de la promotion de la paix indivisible par le commissaire Litvinov, la droite attribue la responsabilité du déclenchement de la guerre civile espagnole au communisme international¹⁷. Autant la subversion du Komintern que la croyance que le gouvernement espagnol ne forme qu'une simple marionnette de l'Union soviétique constituent aussi des accusations. La plus grave d'entre elles réside dans l'idée que la volonté des communistes français d'intervenir en Espagne vise à alimenter le conflit pour y entraîner la France et la conduire à la défaite. Par conséquent, la conflagration européenne de la guerre civile espagnole entraînerait le déclenchement de la révolution mondiale¹⁸.

Cet argument se retrouve certes dans la presse, mais aussi dans des pamphlets, dont celui rédigé par Wladimir d'Ormesson, alors éditorialiste au quotidien de droite *Le Figaro*, qui s'intitule *L'Europe en danger : le communisme c'est la guerre !* En résumé, la politique intérieure française pose problème étant donné la force du communisme au sein du Front populaire qui pourrait offrir à Hitler, prêt à tout pour vaincre le bolchevisme, un prétexte pour mener une agression contre la France. Devant le dilemme entre l'alliance soviétique ou la capitulation qui, selon l'auteur, mènerait toutes deux à la guerre, la France n'a d'autre choix que de changer sa politique intérieure, c'est-à-dire d'affaiblir le communisme en France¹⁹. De ce fait, elle pourrait trouver une entente avec l'Allemagne qui, elle, représenterait la clé de la paix.

En somme, pour la droite française, sauf certaines exceptions, l'ennemi numéro un est l'Union soviétique. De plus, les accusations de subversion de Moscou au sein du *Frente popular* et l'élaboration d'un parallèle avec son homologue français ont pour but de répondre à un objectif précis : paralyser le Front populaire français que la droite juge dominé par les communistes. Sur ce point, la guerre civile espagnole se révèle très utile dans le jeu politique français en indiquant,

¹⁵ Henri de Kerillis, « Les avions français livrés par M. Pierre Cot vont-ils partir pour Barcelone ? » *L'Écho de Paris*, 25 juillet, 1936, 1.

¹⁶ Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, 72.

¹⁷ Berstein et Becker, *L'histoire de l'anticommunisme en France*, 305.

¹⁸ *Ibid.*, 304.

¹⁹ Wladimir D'Ormesson. *L'Europe en danger : Le communisme c'est la guerre !* (Paris, Flammarion, 1936), 36-38.

par sa seule présence au pouvoir, le danger que représente le Front populaire²⁰, tout en combattant l'image rassurante que se donne le PCF depuis 1934. Tabouis témoigne justement des conséquences de la crainte du communisme intensifier par le déclenchement de la guerre civile espagnole : « C'est ainsi qu'autour de la question d'Espagne, il se créa, dans notre pays, pour la première fois une division profonde entre Français. Une sorte de véritable guerre civile sourde et sournoise plana alors sur la vie de la nation²¹ ».

La polarisation de l'opinion publique, accentuant le clivage entre la gauche et la droite, fait son œuvre et la peur de l'isolement et d'une rupture avec la Grande-Bretagne prend le dessus sur toutes autres considérations²². Pourtant, la guerre civile espagnole souligne plutôt un conflit entre les intérêts français et britanniques. En effet, au printemps et à l'été 1936, la remilitarisation de la Rhénanie, la victoire électorale du Front populaire et le déclenchement de la guerre civile espagnole ont exacerbé les tensions franco-britanniques²³. Le cauchemar serait de voir l'Angleterre abandonner la France au cas où l'Allemagne menacerait cette dernière. C'est donc dire que plus la mésentente est élevée, plus la France s'apprête à tout pour maintenir de bonnes relations avec l'Angleterre²⁴. En revanche, alors que la peur de perdre le soutien britannique l'emporte au sein du cabinet, les agents du général Franco prirent contact les 25 et 26 juillet avec l'Allemagne et l'Italie, qui décident de lui venir en aide. Malgré tout, les démocraties occidentales acceptent l'idée d'une non-intervention, dont le gouvernement français adopte officiellement la proposition le 31 juillet.

Tous ne sont pas d'accord avec la non-intervention en Espagne, au sein du cabinet. Alors que des ministres comme Delbos, Daladier, Camille Chautemps, ministre d'État et Faure adhèrent à cette politique, d'autres comme Auriol, Jean Zay et Cot s'y opposent. Effectivement, ce dernier souhaite apporter une aide à la République espagnole, soulignant le danger fasciste à la frontière. Pour lui, la non-intervention, destinée à préserver la paix, permet plutôt à Hitler de préparer la guerre²⁵. Il savait que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste chercheraient à prendre parti dans le conflit pour y tirer des avantages. Par exemple, diviser l'opinion publique en France,

²⁰ Berstein et Becker, *L'histoire de l'anticommunisme en France*, 307.

²¹ Tabouis, *Ils l'ont appelé Cassandre*, 304.

²² Cot, *Le procès de la République*, 318-319.

²³ Carley, *1939*, 60.

²⁴ Alpert, *A New International History*, 5.

²⁵ Cot, *Le procès de la République*, 305.

ou remplacer le gouvernement de Front populaire en Espagne contre un gouvernement qu'il leur serait redevable. Cela avait pour but, selon lui, de briser la cohésion des États attachés à la sécurité collective et les liens entre les démocraties occidentales, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique qui représentent un obstacle aux visées impérialistes des États fascistes²⁶. Or, bien que Blum souhaite résister pour aider le gouvernement de Madrid, il finit par choisir une politique qui reçoit l'accord du gouvernement conservateur britannique.

Du côté de l'URSS, son adhésion à la proposition de non-intervention s'explique essentiellement par une adaptation à la situation européenne et surtout à la politique menée par le *Narkomindel*, le Commissariat soviétique aux Affaires étrangères. Pour Litvinov, la guerre civile espagnole et l'instabilité politique en France qu'avait causée la victoire électorale du Front populaire sont de mauvais augure pour la politique étrangère soviétique. Selon lui, elle menacerait la sécurité collective et l'alliance antinazie qu'il cherche à mettre en place²⁷. Une adhésion à la proposition de non-intervention devient alors essentielle pour plusieurs raisons.

D'une part, l'Union soviétique n'a pas intérêt à provoquer des complications internationales, puisqu'elle souhaite poursuivre la politique de sécurité collective pour ne pas empêcher l'application du pacte franco-soviétique en l'absence d'un accord sur une collaboration militaire²⁸. D'autre part, son empressement à rassembler les pays à travers des alliances contre l'Allemagne est lié à la situation espagnole, car Hitler de son côté travaille à la création d'une coalition opposée pour résister à l'URSS ou l'isoler²⁹. En ce qui a trait à la sécurité collective, cela pourrait servir à dissuader l'Allemagne d'une quelconque agression. Enfin, étant donné que la France constitue le pivot de la politique de sécurité collective soviétique, une victoire nationaliste qui la menacerait à une troisième frontière avec un pays fasciste laisse entendre qu'une participation française contre une agression allemande en direction de l'URSS serait limitée³⁰. En d'autres termes, la guerre civile espagnole vient gêner la politique du *Narkomindel*.

²⁶ Cot, *Le procès de la République*, 306-308.

²⁷ Carley, « A Soviet Eye on France », 322.

²⁸ Stanley G. Payne. *The Spanish Civil War, the Soviet Union, and Communism* (New Haven : Yale University Press, 2004), 130-131.

²⁹ Michael J. Carley. "Caught in a Cleft Stick: Soviet Diplomacy and the Spanish Civil War", dans *The International Context of the Spanish Civil War*, Gaynor Johnson, dir. (Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars, 2009), 161.

³⁰ Hugh Thomas. *La guerre d'Espagne : juillet 1936-mars 1939* (Paris : R. Laffont, 2009 [1985]), 265.

Finalement, le gouvernement soviétique approuve la note présentée au Narkomindel le 5 août par le chargé d'affaires français à Moscou Jean Payart. Le 29 août, le Politburo prohibe l'exportation d'armes à l'Espagne et officialise la participation soviétique au comité de non-intervention à Londres³¹. Durant le mois d'août, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et, avec réticence, le Portugal ainsi qu'une vingtaine d'autres pays vont adhérer à la proposition française de non-intervention. Par contre, dès ses débuts, cette politique est mise à mal. Le Comité de Londres, créé le 8 septembre, est subordonné à la SDN, ce qui le rend bien moins intransigeant envers l'intervention des États fascistes et le danger qui se profile à l'horizon.

Premier aperçu

Les débats parlementaires représentent une illustration intéressante des passions soulevées lors de l'éclatement de la guerre civile espagnole. Cela est perceptible, comme pour la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, dans la réciprocité entre les argumentaires défendus dans la Chambre des députés ou au Sénat et dans la presse. Les débats houleux qu'alimentent les députés dans le cas du conflit espagnol établissent donc des liens avec la polarisation de l'opinion publique en cours depuis 1934. La séance du 31 juillet 1936, à la Chambre des députés, le jour même où le gouvernement français annonce son adhésion officielle à la politique de non-intervention dans les affaires espagnoles, constitue un exemple concret de la situation délicate dans laquelle se retrouve le Front populaire français.

Une des premières interpellations est celle de Péri qui, d'emblée, évoque que l'entente avec Hitler est impossible. Le député communiste mise particulièrement sur une méthode à adopter pour défendre « les amis de la paix » : la sécurité collective³². Pour lui, c'est de la France que doit venir l'initiative de s'engager à défendre ses alliés et la solidarité avec la République espagnole entre dans la même lutte contre l'ingérence de l'Allemagne nazie au sein des pays membres de la Petite-Entente³³. Le pacte franco-soviétique se révèle à nouveau le moyen de

³¹ Carley, « Caught in a Cleft Stick », 160.

³² JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 31 juillet 1936, *Discussion de plusieurs interpellations sur la politique extérieure du gouvernement*, 2314.

³³ *Ibid.*, 2314.

prédilection pour assurer cette sécurité, plutôt qu'être « [...] rassuré par les prêches contre-révolutionnaires de M. Adolf Hitler [...] »³⁴.

À la suite d'une suspension de la séance, Montigny expose ses craintes lorsqu'il lie le conflit espagnol avec ce qu'il considère être le véritable danger en Europe.

Nous voyons s'affronter tous les jours, avec une passion accrue, des doctrines antagonistes : thèse de l'indivisibilité de la paix, de la localisation des conflits, thèse de la sécurité collective et des pactes bilatéraux, racisme et internationalisme, hitlérisme et communisme et, enfin, fascisme et démocratie. De ce point de vue, la situation de l'Europe est pire qu'en 1913, car ce ne sont pas, comme alors seulement des blocs qui s'opposent, ce sont des mystiques qui s'excommunient. L'étranger de l'autre bloc n'apparaît pas seulement comme le concurrent, comme l'adversaire ; il apparaît comme l'hérétique dont il faut détruire la foi criminelle. Une atmosphère de guerre de religion s'étend sur l'Europe, un état d'esprit de croisade se propage. Me taxera-t-on d'exagération ? Je voudrais que ce reproche fût justifié. Mais, ceux qui nous parleront des affaires d'Espagne et des incidences redoutables qu'elles peuvent avoir d'un instant à l'autre, verront dans le déroulement de ces événements et dans les passions qu'ils déchaînent la confirmation de l'état d'esprit de guerre de religion européenne, l'état d'esprit de croisade que j'ai évoqué.³⁵

Sur la défensive, Delbos fait part de la solidarité française avec le gouvernement espagnol, la légitimité de ce dernier ainsi que la prise en compte des intérêts nationaux de la France à sa frontière et en Méditerranée³⁶. En fait, l'interpellation de Delbos ne peut empêcher la droite française de se déchaîner contre le gouvernement. Fernand Wiedemann-Goiran, du groupe *Indépendants d'union républicaine et nationale*, refuse que la France participe à la formation et au conflit entre « [...] des blocs opposés, blocs ethniques ou blocs mystiques³⁷ ». Pour lui, la sécurité collective n'offre aucune contrepartie à la France, l'amenant plutôt à devoir assurer la sécurité de tous, sous-entendant qu'elle devra se battre pour les autres. Wiedemann-Goiran croit que la France doit éviter de s'exposer « [...] à devenir, à l'instar de l'Espagne, le champ de bataille des mystiques qui s'affrontent³⁸ ».

Par la suite, la tension monte lorsque René Dommange, un autre membre du groupe des *Indépendants d'union républicaine et nationale*, soutient que l'on ne peut se mettre à dos les prochains maîtres de l'Espagne, faisant référence aux rebelles espagnols, qui luttent « [...] contre la tentative de soviétisation de leur pays » dans la défense de l'Espagne contre le communisme³⁹.

³⁴ JO, *débats parlementaires, Chambre des députés, 31 juillet 1936*, 2314.

³⁵ *Ibid.*, 2325-2326.

³⁶ *Ibid.*, 2330.

³⁷ *Ibid.*, 2334.

³⁸ *Ibid.*, 2334.

³⁹ *Ibid.*, 2337.

Cela lui vaut de vives interruptions du côté de l'extrême gauche et même les remontrances du Président de la Chambre qui a pour devoir « [...] de ne pas laisser mettre en cause le gouvernement régulier d'un autre pays⁴⁰ ». Cela n'empêche pas Pierre Taittinger, député de la *Fédération républicaine de France* et fondateur du groupe d'extrême droite les *Jeunesses patriotes*, suite aux propos de son collègue, de soulever la similitude entre les Fronts populaires espagnol et français, sous-entendant l'illégitimité des deux gouvernements⁴¹.

Puis, René Delzangles, de la *Gauche démocratique et radicale indépendante*, justifie la neutralité de la France dans le conflit espagnol pour empêcher la prolongation de la « lutte fratricide », contrairement au gouvernement soviétique en ignorant les agissements du Komintern⁴². Pour souligner cette menace, Delzangles mentionne le danger de l'affrontement entre le communisme et le fascisme qui pourrait, dans le cadre de la guerre civile espagnole, dégénérer en une « véritable guerre civile européenne⁴³ ».

Enfin, le député communiste et rédacteur en chef de *L'Humanité* Vaillant-Couturier tente de confronter ses adversaires qui ne se gênent pas d'exposer leur appui aux rebelles espagnols. L'absurdité, pour Vaillant-Couturier, revient à croire que le gouvernement espagnol est marxiste, socialiste, communiste ou soviétique, alors qu'il s'agit selon lui d'un gouvernement de Front populaire élu et qui rappelle justement le gouvernement français et sa légitimité⁴⁴.

En somme, les débats parlementaires, comme la séance houleuse du 31 juillet 1936, illustrent l'influence de l'opinion publique, ainsi que sa polarisation que l'on retrouve dans les interpellations des députés. La guerre civile espagnole ne soulève pas seulement la crainte d'une conflagration d'un conflit, mais aussi l'anticommunisme et la peur idéologique avec lesquels la droite française s'oppose au gouvernement avec des propos de plus en plus antiparlementaires. Les références historiques, que ce soit la « croisade » ou la « guerre de religion », participent à exacerber la portée du conflit espagnol jusqu'à le jumeler avec la « future confrontation » entre communisme et fascisme en encourageant la formation de « blocs idéologiques ». La gauche, elle, semble plutôt effacée dans ce débat, bien que les antifascistes du Front populaire restent aux

⁴⁰ JO, *débats parlementaires, Chambre des députés, 31 juillet 1936, 2337.*

⁴¹ *Ibid.*, 2339.

⁴² *Ibid.*, 2340.

⁴³ *Ibid.*, 2341.

⁴⁴ *Ibid.*, 2341-2342.

aguets. Bref, les partis de droite représentés à la Chambre des Députés ne sont pas liés par une coalition. Leurs antipathies les amènent tout de même à faire front commun et à mieux s'organiser que la gauche, autant dans les débats que dans la presse.

L'Humanité

Le PCF est la seule grande force en France hostile à la politique de non-intervention. Or, pour maintenir la cohésion du Front populaire, le parti se positionne en sa faveur, mais contre ce qu'il appelle le « blocus », c'est-à-dire l'interdiction de fournir du matériel de guerre aux républicains espagnols. Effectivement, *L'Humanité* participe à faire valoir cette requête. Au sein du Front populaire, le PCF adopte donc la position la plus ouvertement critique envers la politique du gouvernement mais, sans en faire partie, il se retrouve justement dans une situation délicate pour faire pression sur ses décisions⁴⁵.

Les raisons de l'adhésion du PCF à la non-intervention, ainsi que sa critique du « blocus », sont essentiellement liées au danger du fascisme en Espagne. De ce fait, *L'Humanité* fait valoir le caractère démocratique des combats en Espagne et pour l'Espagne républicaine. Dans le premier cas, Cachin appose la responsabilité du déclenchement du conflit espagnol aux « royalistes » et aux « fascistes espagnols » et non pas aux partis membres du *Frente popular*, dont les communistes et les anarchistes⁴⁶. De ce fait, les exactions des « fascistes espagnols » servent à illustrer les horreurs commises contre le peuple espagnol, comme, selon Péri, « [...] noyer leur nation dans le sang⁴⁷ ». Péri ajoute à cela l'aide de l'armement hitlérien avec lequel « [...] les fascistes crucifient tous les jours des combattants ouvriers⁴⁸ ».

Dans le deuxième cas, on cherche à présenter la volonté du PCF d'offrir son aide aux républicains espagnols comme une action en faveur de la démocratie. Face aux accusations de complot et de subversion révolutionnaire de la presse de droite, Cachin explique que les intentions du parti ne sont pas d'orchestrer une révolution bolchevique et de réaliser la

⁴⁵ Wolikow, 1936, 218.

⁴⁶ Marcel Cachin, « Nous voulons la paix » *L'Humanité*, 15 septembre, 1936, 1.

⁴⁷ *Ibid.*, 1.

⁴⁸ Gabriel Péri, « Entente ? Oui, mais pour la paix indivisible » *L'Humanité*, 28 août, 1936, 1.

« soviétisation de la France », mais de venir en aide aux prolétariats espagnols grâce au soutien des travailleurs français⁴⁹.

Le caractère démocratique de la lutte menée en Espagne contre le fascisme institue donc une façon pour le PCF de nier toute action révolutionnaire de sa part. Or, son attitude n'expose pas seulement la menace qui pèse sur la démocratie espagnole, mais aussi sur les démocraties européennes. Il existe alors un lien entre la dimension démocratique soulevée précédemment et la sécurité de la France. En effet, un renforcement du fascisme ne viendrait pas uniquement de son intervention en Espagne, mais de l'inaction du gouvernement français à ce sujet. Effectivement, l'immobilisme de la France explique en grande partie les critiques du PCF envers le gouvernement français. Péri, par exemple, s'attaque directement à la politique étrangère de Delbos et l'a décrit comme « collectionnant les gifles⁵⁰ ». Il va même plus loin lorsqu'il affirme que le danger de guerre réside dans « [...] l'impunité trop régulièrement accordée à l'agresseur ou à l'État coupable de violer les traités⁵¹ ». D'autant plus que, selon Cachin, les amitiés et les appuis des démocraties de la France évitent son isolement, car le renforcement du fascisme viserait à « [...] broyer les nations qui ne sont pas fascistes⁵² ».

En fin de compte, protéger la démocratie espagnole reviendrait aussi à protéger les démocraties européennes. Cela prend forme avec le maintien du système d'alliance français, qui comprend la Petite Entente et le pacte franco-soviétique, menacé par un manque de fermeté dans la politique française à l'égard des exactions fascistes en Espagne⁵³. Cette menace est d'autant plus réelle pour la France si celle-ci s'adonne à des concessions à l'Allemagne nazie, car cela entraînerait la rupture de ses amitiés, participant à son isolement⁵⁴.

Rattacher la cause des républicains espagnols à la sécurité française touche aussi un autre objectif : lier la France et l'URSS à la menace commune, en les situant dans le même camp des victimes potentielles de l'Allemagne nazi⁵⁵. Évidemment, le principal thème soulevé est l'anticommunisme. Comme mentionné dans le chapitre précédent, l'anticommunisme se mue en

⁴⁹ Marcel Cachin, « Cause de la liberté, cause de la paix » *L'Humanité*, 22 août, 1936, 1.

⁵⁰ Gabriel Péri, « Franco et Hitler veulent provoquer un scandale international » *L'Humanité*, 21 août, 1936, 1.

⁵¹ *Id.* « Entente ? Oui, mais pour la paix indivisible » *L'Humanité*, 28 août, 1936, 1.

⁵² *Id.* « Nous voulons la paix » *L'Humanité*, 15 septembre, 1936, 1.

⁵³ P.-L. Darnar, « Que vient faire à Paris M. Schacht » *L'Humanité*, 27 août 1936, 1.

⁵⁴ *Ibid.*, 1.

⁵⁵ Carlos Serrano. *L'enjeu espagnol : PCF et guerre d'Espagne* (Paris : Messidor/Éditions sociales, 1987), 67.

antisoviétisme, ce que la guerre civile espagnole vient renforcer. Dans *L'Humanité*, ce lien avec la France se retrouve dans la raison pour laquelle l'URSS a adhéré à la politique de non-intervention. En effet, Vaillant-Couturier explique cette décision par le choix de maintenir sa solidarité avec les États démocratiques plutôt que de laisser les États fascistes continuer leurs expéditions d'armes aux rebelles⁵⁶. Cette deuxième option aurait isolé l'URSS, amie de la France, ce qui permettrait à Hitler, dans le cadre du conflit espagnol, de mener contre l'État soviétique une « croisade contre le bolchevisme⁵⁷ ». L'idée de Vaillant-Couturier revient à encourager la France à agir contre ce danger car, si l'URSS n'est pas directement menacée, la France l'est par un encerclement si un État fasciste voit le jour en Espagne⁵⁸.

C'est donc dire que le danger de guerre sur la France et l'Union soviétique entre dans la même mission antibolchevique de l'Allemagne nazie, car pour isoler et détruire la France, Hitler doit faire de même avec l'URSS⁵⁹. Ses démarches consisteraient à détourner la France de l'URSS pour qu'elle abandonne le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, mais aussi laisser à l'Allemagne les mains libres à l'est. Avec la proposition britannique d'un pacte occidental, devant mener à une entente avec l'Allemagne, Péri craint justement qu'une guerre à l'Est ne mène finalement qu'à entraîner une guerre à l'Ouest⁶⁰. Le danger que représente alors l'Allemagne, comme mentionné plus haut, pour la France et l'Union soviétique est alors nommé par Cachin « croisade contre le bolchevisme » ou bien croisade de « l'internationalisme hitlérien⁶¹ ».

Contrairement à la droite, qui s'imagine une croisade où s'affrontent deux blocs idéologiques en Espagne, le PCF utilise le terme « croisade » à sens unique. Pour lui, la seule croisade qui se réalise en Espagne, c'est celle du « fascisme international », d'où « l'internationalisme hitlérien ». C'est aussi le seul et véritable danger de guerre, car la « mission antibolchevique d'Hitler » se résumerait ainsi :

⁵⁶ Paul Vaillant-Couturier, « Et l'Union soviétique ? » *L'Humanité*, 8 septembre, 1936, 1.

⁵⁷ *Ibid.*, 1.

⁵⁸ *Ibid.*, 1.

⁵⁹ M. Magnien, « Le programme de Mein Kampf "Isoler la France" est méthodiquement appliqué » *L'Humanité*, 4 septembre, 1936, 3.

⁶⁰ Gabriel Péri, « Litvinov définit la politique de défense collective contre l'agresseur » *L'Humanité*, 29 septembre, 1936, 3.

⁶¹ Marcel Cachin, « Hitler pour la guerre, le communisme pour la paix » *L'Humanité*, 14 septembre, 1936, 1.

Ce qui se passe en Espagne, on le sait hélas ! trop, prouve que le plan d'Hitler est d'encercler la France. Dans toute la politique du III^e Reich se dessine clairement le but : briser le système d'alliances et d'appuis établi par la France en Europe, établir en Europe un bloc sous l'hégémonie allemande qui favoriserait les plans d'attaque contre l'Union soviétique et contre la France⁶².

Pour récapituler, le caractère démocratique de la lutte en Espagne aurait, entre autres, pour but de rattacher la cause des républicains espagnols à la sécurité de la France devant le danger fasciste que représente l'Allemagne nazie. Or, cette focalisation sur les ambitions d'Hitler en Espagne sert à présenter sa « mission antibolchevique » comme constituant une menace autant pour la France que l'URSS, car une hégémonie allemande serait un danger commun. Illustrer le fascisme international comme « l'internationalisme hitlérien » ou la « croisade contre le bolchevisme » vient internationaliser la lutte antifasciste au-delà de la dimension spécifiquement espagnole de la guerre⁶³. Cela s'explique pour une raison : les événements d'Espagne feraient partie des nombreux avertissements de « l'offensive fasciste » en Europe⁶⁴. Que ce soit la remilitarisation de la Rhénanie, la guerre civile espagnole ou, en conséquence de l'inaction française, l'augmentation des effectifs de l'armée allemande avec le service militaire de deux ans, tous ces événements, selon Péri, témoignent que « [...] l'antibolchevisme est le paravent derrière lequel l'Allemagne hitlérienne s'abrite pour mettre le feu au monde⁶⁵ ». Face à cela, la France doit justement prendre l'initiative et imposer une politique ferme, même dans le contexte de la non-intervention, car, comme l'explique Péri :

La seule croisade prêchée à travers le monde, c'est celle du fascisme. Si nous critiquons l'attitude du gouvernement français dans l'affaire espagnole, c'est parce que nous craignons qu'en cédant au chantage hitlérien en Espagne, le gouvernement français n'encourage l'hitlérisme à déchaîner d'autres croisades sur d'autres points de l'Europe⁶⁶.

Bref, devant le danger que représente le « fascisme international » mené par l'Allemagne nazie, qui menace à la fois l'Espagne, la France et l'Union soviétique, la solution proposée dans *L'Humanité* rappelle la politique soviétique de sécurité collective menée par Litvinov. Certains propos font justement référence à la paix indivisible et le caractère démocratique, pacifiste, voire antifasciste, de la lutte en Espagne et pour l'Espagne républicaine participe à exposer le danger

⁶² M. Magnien, « Le programme de Mein Kampf », 3.

⁶³ Serrano, *L'enjeu espagnol*, 38.

⁶⁴ Gabriel Péri, « Un million deux cent mille hommes sur pieds de guerre dans l'Allemagne nazie » *L'Humanité*, 26 août, 1936, 3.

⁶⁵ *Ibid.*, 3.

⁶⁶ *Id.* « Litvinov définit la politique de défense collective contre l'agresseur » *L'Humanité*, 29 septembre, 1936, 3.

de la politique de non-intervention sur la France. S'ajoutent à cela les conséquences du conflit espagnol sur l'Europe afin de désigner l'ennemi commun de la France et de l'URSS, puisque le même danger fasciste menace leur sécurité. De ce fait, l'idée reviendrait à trouver en l'Allemagne un ennemi privilégié, au moment même où l'URSS, pour faire face à celui-ci, cherche des alliances à l'Ouest⁶⁷.

Le Populaire

L'opinion des socialistes français se réfère pour l'essentiel à la position officielle du gouvernement, dans lequel participent activement des élus de la SFIO. En fait, le pacifisme véhiculé par le parti rejoint celui des radicaux, comme la défense de la SDN ou le désarmement. La politique de non-intervention entre donc dans une diplomatie dont l'objectif demeure un règlement général de la paix, comprenant l'Allemagne nazie, dans le même sens que la SDN avec la participation de la Grande-Bretagne. Bref, un maintien d'une vision pacifiste qui pourrait, selon certains socialistes, maintenir l'unité du Front populaire.

Malgré les apparences, la division au sein de la SFIO est bien plus profonde. En fait, la guerre civile espagnole et la politique de non-intervention avivent les divisions déjà existantes chez les socialistes français⁶⁸. Du côté de l'appareil du parti, avec pour leader Faure et Séverac, secrétaire général et secrétaire général adjoint, le soutien est offert à la non-intervention. Voulant empêcher la France d'entrer dans un conflit, ils sont prêts à toutes concessions pour gagner du temps⁶⁹. Faure, aussi ministre d'État, est même considéré comme plus pacifiste que Blum. En fait, sa méfiance envers l'URSS persiste, car il conçoit que cette dernière souhaiterait provoquer une guerre pour étendre la révolution et se protéger de l'Allemagne⁷⁰. Ensuite, certains ministres socialistes comme Auriol sont hostiles à la non-intervention. Pour sa part, Blum entretient toujours une dualité dans sa pensée, cette fois-ci entre l'aide aux républicains espagnols et éviter

⁶⁷ Serrano, *L'enjeu espagnol*, 68.

⁶⁸ Patrice Buffotot. *Le socialisme français et la guerre : du soldat-citoyen à l'armée professionnelle, 1871-1998* (Bruxelles : Bruylant Bruxelles/L.G.D.J Paris, 1998), 135.

⁶⁹ Vaisse, « Le pacifisme français dans les années trente », 45.

⁷⁰ Payne. *The Spanish Civil War*, 133.

la conflagration du conflit⁷¹. Enfin, la gauche de la SFIO, réunie en partie autour de la *Bataille socialiste* de Zyromski, adopte un point de vue interventionniste proche du PCF, dont la priorité consiste toujours en l'antifascisme et l'alliance avec l'URSS.

Même lors du conflit qui se déroule en Espagne, Zyromski reste un partisan de la fermeté, critiquant la timidité de certains de ses collègues non-interventionnistes, puisqu'il considère que le compromis avec le fascisme est impossible⁷². Selon lui, une politique de complaisances à l'égard des États fascistes ne ferait que favoriser leur regroupement, au grand désarroi de la Petite Entente et de l'URSS. Zyromski soutient l'impossibilité d'une politique de paix sans politique antifasciste, car l'encerclement de la France, au même niveau que la menace grandissante sur l'Union soviétique, prouve que la politique des États fascistes mène à la guerre⁷³.

Cependant, la position de Zyromski se retrouve très minoritaire, ce qui le conduit à quitter la direction de la *Bataille socialiste* en novembre 1936. Pour sa part, Oreste Rosenfeld (1891-1964) prend une position opposée. Ancien menchevik né à Astrakhan en Russie, envoyé à Paris comme attaché militaire à l'ambassade de Russie suite à la révolution de mars 1917, il s'oppose par la suite au régime bolchevique après sa prise du pouvoir. Au côté de Léon Blum comme journaliste, il accède au poste de responsable du service de politique étrangère pour le journal *Le Populaire*, avant de devenir rédacteur en chef à partir de 1932. Il défend les nécessités de l'application de la non-intervention et du contrôle du commerce en direction de l'Espagne, entre autres parce que l'URSS a adhéré à la proposition française. Bien qu'il soutienne que Moscou partage les mêmes préoccupations que la France, c'est-à-dire d'empêcher qu'une guerre européenne ne dégénère⁷⁴, les propos de Rosenfeld s'opposent à l'avertissement de Paul Vaillant-Couturier dans *L'Humanité* sur une réutilisation de l'adhésion de l'URSS à la proposition de non-intervention pour justifier l'inaction de la France⁷⁵.

Puis, force est de constater que cette opposition entre socialistes et communistes caractérise aussi la perception qu'ont les premiers de l'URSS dans le contexte de l'éclatement de la guerre civile espagnole. Le principal sujet de discorde s'oriente sur le « Front français »

⁷¹ Buffotot, *Le socialisme français et la guerre*, 135-136.

⁷² Vaïsse, « Le pacifisme français dans les années trente », 45.

⁷³ Jean Zyromski, « Pour une politique de paix clairvoyante, décidé, énergique » *Le Populaire*, 17 août, 1936, 6.

⁷⁴ O. Rosenfeld, « La "non-intervention" et le contrôle » *Le Populaire*, 3 septembre, 1936, 1.

⁷⁵ Vaillant-Couturier, « Et l'Union soviétique ? », 1.

proposé par le *PCF*. Cette initiative des communistes a pour but, dans la lutte antifasciste, de rassembler les Français, tous partis confondus, dans une lutte nationale pour subvenir aux exigences de la défense de la République française⁷⁶. Conjointement, Thorez, le secrétaire général du parti communiste française, détermine que « [l]a défaite de la République espagnole serait notre propre défaite. Elle compromettrait gravement la sécurité et l'avenir de notre pays⁷⁷ ».

Or, cette initiative ne verra pas le jour et plusieurs socialistes y sont opposés, mais les raisons soulevées par ces derniers s'avèrent évocatrices. La première, de Louis L'Hévéder, député et important pacifiste socialiste, consiste à illustrer la contradiction entre le Front français et le Front populaire. L'Hévéder illustre son propos en affirmant que le désir de défendre l'Union soviétique, bien que légitime, dicte selon lui la création du Front français par le *PCF* et ne ferait que provoquer Hitler. Pour lui, les socialistes eux « [...] ne veulent pas [...] contribuer à répandre la dangereuse psychose de catastrophe qui rendrait possible et peut-être même *probable*, le choc sanglant des deux blocs antagonistes qui se partagent, en ce moment, l'Europe⁷⁸ ».

La deuxième se réfère justement au pacifisme de la Gauche révolutionnaire, présentant le « Front français » comme une sorte d'« Union sacrée », qui rappelle l'engouement patriotique et guerrier des Français de 1914⁷⁹. Lucien Hérard, membre de la Gauche révolutionnaire, exprime des réserves à l'égard de l'Union soviétique suite aux Procès de Moscou, qui représentent une série de procès contre des rivaux politiques de Staline, principalement des vieux bolcheviks de la révolution de 1917, et qui se dérouleront entre août 1936 et mars 1938. Bref, Hérard soutient que le Front français empêcherait le véritable renversement de l'État capitaliste en abandonnant la lutte de classe, ce qui caractériserait justement, selon lui, le conflit espagnol⁸⁰.

C'est donc dire que dans le contexte de la guerre civile espagnol, la pensée de certains socialistes qui entretiennent une méfiance à l'égard de l'Union soviétique revient à la charge. Ceux-ci ne font qu'apposer cette même méfiance au *PCF*, en justifiant que sa réutilisation de la légitime défense de l'URSS à une agression nazie pour promouvoir une lutte antifasciste ne ferait que rendre la guerre inévitable. La *SFIO*, comme mentionnée précédemment, se range alors en

⁷⁶ Bodin et Racine, *Le parti communiste français*, 249-254.

⁷⁷ *Ibid.*, 253.

⁷⁸ Louis L'Hévéder. « À propos du Front français », *Le Populaire*, 31 août 1936, 6.

⁷⁹ Lucien Hérard. « L'équivoque doit cesser », *Le Populaire*, 8 septembre 1936, 6.

⁸⁰ *Ibid.*, 6.

grande partie derrière la politique de non-intervention, bien qu'il existe des exceptions comme Zyromski, dans une vision pacifiste qui entre en contradiction avec la vision qu'ont les communistes français de l'Union soviétique, par exemple. Cela participe donc, dans le cadre de la guerre civile espagnole, à créer un fossé entre les deux principaux partis ouvriers membres du Front populaire.

L'Œuvre

Une donnée importante à prendre en compte est le poids important des radicaux au sein du gouvernement de Front populaire. Il y a la présence Delbos et de Cot, mais surtout Daladier, à la fois ministre de la Guerre et de la Défense nationale. Ce dernier influence autant la politique étrangère que militaire du Front populaire. De plus, les radicaux, surtout de droite, refusent la « croisade idéologique » et favorisent les négociations avec les États qui menacent la paix afin d'éviter la conflagration du conflit armé⁸¹. La guerre civile espagnole révèle justement cette variable. En revanche, cette tendance offre davantage une préférence justement pour l'entente avec Berlin plutôt que le rapprochement avec Moscou. En outre, l'aile droite du parti radical interprète le soutien du PCF à l'intervention en Espagne, du moins à la livraison d'arme et de matériel, comme une stratégie de l'Union soviétique pour entraîner la France dans une guerre contre l'Allemagne nazie⁸². Qu'en est-il de l'aile gauche ?

L'Œuvre offre quelques réponses. Il penche du côté de la non-intervention qui fait maintenant partie de sa ligne officielle sur la guerre civile espagnole. Cela ne veut pas dire que le quotidien n'appelle pas ses lecteurs à rester vigilants sur les manœuvres internationales qui menacent les intérêts français. Or, il refuse d'encourager une croisade révolutionnaire ou une « contre-croisade » contre l'intervention allemande et italienne⁸³. En effet, cela témoigne d'un appui sans condition à la non-intervention menée par Delbos, en insistant sur la nécessité de cette politique pour exposer le danger et les véritables intentions de l'Allemagne nazie⁸⁴. Ajouter à cela l'atténuation du risque de guerre et le maintien de la paix, *L'Œuvre* démontre une confiance

⁸¹ Berstein, *Histoire du parti radical*, 451.

⁸² *Ibid.*, 453.

⁸³ *L'Œuvre*, « Franco s'est flatté trop tôt d'investir la capitale espagnole » *L'Œuvre*, 26 juillet, 1936, 1.

⁸⁴ *Id.* « Dans la tradition... » *L'Œuvre*, 14 septembre, 1936, 1.

certaine en la politique étrangère de la France. Kayser partage cette interprétation : bien qu'antifasciste, il souhaite par-dessus tout empêcher une conflagration de la guerre en provenance de l'Espagne⁸⁵. En outre, il ajoute que la politique de non-intervention, en écartant l'inévitabilité de la guerre, reflète la nécessité de trouver une entente avec l'Allemagne afin de déjouer l'initiative hitlérienne⁸⁶.

Face à la ligne officielle de *L'Œuvre* cependant, certains journalistes soulèvent des conséquences possibles à l'application de cette politique de non-intervention. C'est le cas de Pierre qui critique l'hypocrisie de la droite française. Selon lui, si elle souhaite une neutralité française, pour ne pas s'aliéner le vainqueur de la guerre civile en Espagne, la droite se trahit par son soutien à une victoire des rebelles espagnols⁸⁷. Pour illustrer son propos, Pierre utilise une comparaison avec la Guerre civile russe qui ne semble finalement pas si inusitée en voulant « [...] donner une leçon de pudeur à tous ceux qui, aujourd'hui, réclament vis-à-vis de l'Espagne une neutralité qu'ils combattaient de toutes leurs forces de 1917 à 1920 quand il s'agissait de la Russie⁸⁸ ». Un autre journaliste, Léon Archimbaud, qui est aussi député radical, affirme plutôt que les événements d'Espagne participent à la dégradation de l'image de la France auprès de la Petite Entente, à l'avantage de l'influence nazie dans cette région. En effet, il explique qu'« Hitler apparaît comme l'animateur de la politique extérieure des nations comprises entre le Rhin, la Vistule et le Danube. Titulesc[u] [le ministre roumain des Affaires étrangères] a été sacrifié parce qu'il tentait un rapprochement entre la Roumanie et l'U.R.S.S⁸⁹ ».

Pourtant, la critique envers l'application de la non-intervention trouve des arguments bien plus percutants. Tout d'abord, Tabouis estime que le principal problème dans les négociations sur la neutralité dans le conflit espagnol consiste en la malveillance allemande. En effet, elle soutient même qu'une connivence existe entre l'Angleterre et l'Allemagne dans le but d'entraîner la France à signer une entente avec cette dernière. L'objectif selon la journaliste vise à éloigner la France de l'Union soviétique et de la tentation d'orchestrer un rapprochement franco-tchéco-

⁸⁵ Aurélien Bouet, « Jacques Kayser : une figure intellectuelle du radicalisme de gauche », dans *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Antoine Prost, dir. (Paris : Presses de Sciences Po, 2003), 159.

⁸⁶ Jacques Kayser, « C'est la paix que nous voulons » *L'Œuvre*, 29 août, 1936, 1-2.

⁸⁷ André Pierre, « Une furieuse bataille dont Madrid est l'enjeu » *L'Œuvre*, 25 juillet, 1936, 1.

⁸⁸ *Ibid.*, 1.

⁸⁹ Léon Archimbaud, « La France doit être le champion de la paix et de la liberté » *L'Œuvre*, 13 septembre, 1936, 1.

soviétique⁹⁰. Ce n'est alors non seulement la malveillance allemande, mais aussi l'apaisement britannique qui, en profitant de la guerre civile en Espagne, épie la politique de la France de manière à compromettre les relations franco-soviétiques.

Cela amène Tabouis à relativiser la portée de l'initiative française et des négociations sur la proposition de non-intervention, en révélant qu'elles permettraient de discerner la manœuvre de Berlin et Rome qui consiste à camoufler leurs ambitions politiques « [...] sous le voile d'une grande croisade anticommuniste⁹¹ ». De ce fait, l'Allemagne souhaiterait orchestrer une « collusion française avec le bolchevisme espagnol » dans le but de représenter la France « [...] non pas seulement comme une alliée de Moscou, mais encore comme la messagère de sa politique⁹² ». Bref, alors que les « milieux influents français » croient avoir freiné un danger au point de vue international avec la proposition de non-intervention, Tabouis révèle qu'ils sont finalement tombés dans le piège de l'Allemagne. Cette dernière, à la faveur de la Grande-Bretagne, cherche à compromettre la France pour affaiblir sa position internationale afin de lui faire accepter un accord purement occidental, plutôt que de poursuivre son rapprochement avec l'Union soviétique⁹³.

Puis, un autre collaborateur à *L'Œuvre* vient exprimer une méfiance sur la politique étrangère de la France : Joseph Paul-Boncour. Un des architectes du rapprochement franco-soviétique au début des années 1930 et ancien ministre des Affaires étrangères il se préoccupe de la situation française et craint particulièrement son affaiblissement. Il accuse plus précisément la polarisation de l'opinion publique qui, accentuant le soutien de la droite française aux rebelles espagnols par peur du communisme, entretient l'inaction de la France. Par conséquent, considérant le synchronisme entre la remilitarisation de la Rhénanie et l'insurrection des rebelles espagnols, cette inaction découragerait les alliés est-européen⁹⁴. Comme Paul-Boncour l'indique :

Depuis qu'il est à la mode à gauche comme à droite de condamner les croisades, l'idéologie, la mystique, etc. ; dans une France tour à tour fille aînée de l'[É]glise et mère de la Révolution, jamais en réalité les passions

⁹⁰ Geneviève Tabouis, « L'Italie et l'Allemagne font attendre leur réponse à l'invitation des Locarniens » *L'Œuvre*, 30 juillet, 1936, 3.

⁹¹ *Id.* « Avant la Conférence de la neutralité » *L'Œuvre*, 6 août, 1936, 3.

⁹² *Ibid.*, 3.

⁹³ *Id.* « L'Italie et l'Allemagne font attendre leur réponse à l'invitation des Locarniens » *L'Œuvre*, 30 juillet, 1936, 3.

⁹⁴ Joseph Paul-Boncour, « Le sort de notre liberté » *L'Œuvre*, 10 août, 1936, 1.

partisanes n'ont davantage obscurci notre politique extérieure. C'est tout juste si, dans le fonds de leur cœur, certains n'appellent pas Hitler pour mettre l'ordre chez nous⁹⁵.

Dans un autre article, Paul-Boncour lance à nouveau un avertissement contre les nombreux succès diplomatiques de l'Allemagne, dont « la campagne persistante [...] contre la Russie bolcheviste, et qui trouve chez nous [la France] une aide inattendue, a porté ses fruits⁹⁶ ». Selon lui, depuis l'arrivée de l'hitlérisme au pouvoir, la partie était déjà compromise⁹⁷. Bref, Paul-Boncour rend compte du danger nazi, qu'accroît l'antibolchevisme, qui, se rapportant en partie sur les insurgés espagnols, cherche l'encerclement de la France⁹⁸.

En somme, *L'Œuvre* adhère officiellement à la politique étrangère du gouvernement de Front populaire et à sa proposition de non-intervention dans le conflit espagnol. Sa perception de l'Union soviétique ne se retrouve pas en dehors de sa position sur la politique de non-intervention dans les affaires espagnoles. En revanche, bien que les journalistes et collaborateurs de *L'Œuvre* ne remettent pas en question l'existence de cette politique, c'est surtout son application qui devient controversée. Certains d'entre eux, comme Geneviève Tabouis, dont les liens avec l'ambassade soviétique à Paris sont connus, et Paul-Boncour, restent alertes sur les conséquences possibles de la non-intervention. Pour eux, l'ennemi numéro un est définitivement l'Allemagne nazie et l'inaction de la France participe à son affaiblissement. Si Paul-Boncour critique la méfiance envers l'Union soviétique au sein de l'opinion publique française, Tabouis, elle, expose aussi la menace qui pèse sur la France. La seule solution pour la journaliste réside dans les alliances avec l'est de l'Europe et au rapprochement franco-soviétique, dont la sécurité collective et l'assistance mutuelle proposée par le gouvernement de l'URSS.

*

L'éclatement de la guerre civile espagnole et l'avènement de la politique de non-intervention offrent un aperçu du traitement que reçoit l'Union soviétique dans les trois quotidiens à l'étude. D'une part, le PCF, dans *L'Humanité*, adopte une stratégie semblable à celle

⁹⁵ Paul-Boncour, « Le sort de notre liberté », 1.

⁹⁶ *Id.* « Nouvelle étape » *L'Œuvre*, 30 août 1936, 1.

⁹⁷ *Ibid.*, 1.

⁹⁸ *Ibid.*, 2.

utilisée depuis le début de l'année 1936. Effectivement, la paix (indivisible) et l'antifascisme, cette fois-ci dans le cadre du conflit en Espagne, servent ultimement à lier la sécurité de la France à celle de l'URSS, puisqu'une aide aux républicains espagnols s'attaquerait au danger fasciste qui représente la menace commune, et particulièrement l'Allemagne nazie. D'autre part, la SFIO, à travers *Le Populaire*, subit déjà des divisions et la guerre civile espagnole participe à les exacerber. Bien qu'il existe des exceptions comme Zyromski, le pacifisme de certains semble augmenter, ou du moins entretenir, une certaine méfiance à l'égard de l'URSS. Enfin, la division existe aussi chez les radicaux et même au sein de l'aile gauche, les radicaux-socialistes. Alors que *L'Œuvre* tient un discours assez pacifiste et se refuse à soutenir ce qu'elle appelle une « croisade idéologique », certains de ses journalistes s'y opposent. C'est essentiellement le cas de Tabouis qui, sans remettre en question la politique de non-intervention, critique son application. En outre, pour la journaliste, l'affaiblissement de la France qui résulte de cette politique met à mal l'assistance mutuelle franco-soviétique, qui représente alors la solution pour faire face à l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste.

Cela dit, c'est dans le caractère international de la guerre civile espagnole qu'est discutée la question de l'URSS. De ce fait, la guerre d'Espagne influence les réactions face à certaines complications en France, dont l'anticommunisme et la politique étrangère. En ce sens, la réaction des membres du Front populaire détermine l'essentiel de sa perception à l'égard de l'Union soviétique. La division qui en découle à ce sujet expose, pour l'instant, des contradictions en réalité latente au sein de la coalition électorale, ce que pourrait envenimer l'intervention soviétique dans le conflit espagnol.

L'intervention soviétique

Durant le mois de septembre 1936, l'avance des franquistes expose la menace grandissante qui plane sur la République espagnole. L'impatience de l'Union soviétique commence alors à se faire sentir au Comité de Londres. Déjà en août, la décision d'envoyer du matériel de guerre avait été prise et le gouvernement soviétique l'approuve en septembre. Cependant, c'est le 7 octobre que ce dernier, par son représentant au Comité de non-intervention à Londres, S. B. Kagan, présente une note qui sert d'avertissement. Considérant que l'accord de

non-intervention est transformé « [...] en un paravent dissimulant l'aide militaire prêtée aux rebelles, contre le gouvernement légitime de l'Espagne, par certains participants de cet accord [...] [p]ar conséquent, le gouvernement soviétique est obligé de déclarer que s'il n'est pas mis fin immédiatement aux violations de l'accord de non-intervention, il se considérera libre des engagements découlant de l'accord⁹⁹ ». Le premier envoi de matériels de guerre arrive le 4 octobre et le 23 du même mois, l'URSS intervient officiellement, au moment où Franco prépare son offensive sur Madrid. L'aide soviétique, dont l'envoi de matériel de guerre, sera surtout orchestrée en octobre/novembre 1936 et au printemps 1937. Cette aide consiste aussi par l'envoi d'un important chargement d'or espagnol vers Moscou pour payer le ravitaillement, la mise à disposition d'agents soviétiques aux républicains espagnols, comme des conseillers militaires, des tankistes et des aviateurs. Sans oublier l'ouverture d'une ambassade à Madrid avec comme premier ambassadeur soviétique Marcel I. Rozenberg.

D'emblée, la décision de l'Union soviétique d'intervenir dans le conflit espagnol est fortement critiquée au Comité de Londres, par les pacifistes et de nombreux dirigeants français qui craignent une conflagration européenne du conflit. Alexis Léger donne un sérieux avertissement, sur les conséquences d'une continuité de l'intervention soviétique en Espagne, menaçant de compromettre les relations entre la France et l'URSS et le renforcement du pacte franco-soviétique¹⁰⁰. Cependant, il serait douteux que Blum ait autorisé ce genre de mise en garde, insinuant une sorte de mutinerie camouflée contre sa politique favorable au rapprochement franco-soviétique.

En fait, il semble y avoir plusieurs points de vue du côté soviétique au sujet d'une intervention. D'une part, la position de Staline et sa décision de faire intervenir l'URSS dans le conflit espagnol semble plutôt difficile à discerner. Pour certains, il vise moins à maintenir son autorité sur les partis communistes étrangers, que de faire taire ses adversaires interventionnistes en Union soviétique qui eux, dans le contexte espagnol, défendent la révolution¹⁰¹. En revanche, il aurait aussi cherché un juste milieu entre cette politique et un réel soutien aux républicains espagnols dans le combat contre le fascisme, et contre l'hypocrisie anglo-française¹⁰². Au même

⁹⁹ *DDF*, 2, III, no. 321, « Note soviétique au Comité de non-intervention », 7 octobre 1936.

¹⁰⁰ Carley, « Caught in a Cleft Stick », 163.

¹⁰¹ Pierre Broué. *Staline et la Révolution : Le cas espagnol* (Paris : Fayard, 1993), 138.

¹⁰² Carley, « Caught in a Cleft Stick », 163.

moment, Staline connaît l'importance de ne pas s'aliéner les démocraties occidentales en semblant encourager la révolution ou provoquer Hitler, ce qui pourrait même expliquer pourquoi l'aide apportée aux républicains espagnols est moindre que celle des États fascistes aux franquistes¹⁰³. D'autre part, Ivan Maïski, ambassadeur soviétique à Londres, croit que la politique de non-intervention est morte¹⁰⁴. Il considère qu'une victoire des républicains espagnols, avec l'aide soviétique, donnerait un plus grand prestige à l'URSS, surtout auprès des démocraties occidentales¹⁰⁵. Enfin, Litvinov craint davantage les conséquences d'une intervention soviétique. En fait, le Commissaire soviétique aux Affaires étrangères reste sceptique sur la victoire des républicains espagnols. De ce fait, il estime qu'une intervention ne servirait en rien aux intérêts soviétiques, portant plutôt un coup dur au prestige de l'URSS et lui octroyant une image de puissance subversive sur la scène internationale¹⁰⁶. Par conséquent, cela pourrait nuire selon lui à une coalition anglo-franco-soviétique à prendre forme contre le danger nazi.

Malgré les débats autour de l'intervention au sein du gouvernement soviétique et des diplomates, cela n'empêche pas non plus une confiance commune en la politique étrangère menée par Litvinov. Toujours pour ne pas envenimer ses relations avec Paris et Londres, l'URSS décide de maintenir sa présence au sein du comité de non-intervention, ce que Litvinov espérait dans le but de respecter le souhait français de maintenir « la fiction de la non-intervention »¹⁰⁷. L'important, pour poursuivre les discussions avec l'Angleterre et la France, est d'expliquer cette décision au nom de la sécurité européenne et non par antifascisme pour ne pas exacerber la peur de la confrontation idéologique. Finalement, l'envoi de matériel aux républicains espagnols vient compenser certaines de leurs lacunes militaires, ce que révèle la bataille de Madrid. De plus, l'intervention soviétique révèle l'essor de la puissance militaire soviétique et sert tout de même à donner une image d'antifascisme actif à l'Union soviétique¹⁰⁸.

Somme toute, certains en France refusent toujours la politique de non-intervention et se rangent derrière l'interventionnisme de l'Union soviétique et plus particulièrement la création des

¹⁰³ Beevor, *La Guerre d'Espagne*, 260.

¹⁰⁴ Pons, *Stalin and the Inevitable War*, 55.

¹⁰⁵ Carley. « Caught in a Cleft Stick », 163-164.

¹⁰⁶ Sabine Dullin, « L'Union soviétique et la France à un tournant : conjoncture extérieure et évolution interne en 1936-1937 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 65, 66, (2002) : 59. http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2002_num_65_1_403314.

¹⁰⁷ Carley, « Caught in a Cleft Stick », 166.

¹⁰⁸ Dullin, *Des hommes d'influence*, 168.

Brigades internationales par le Komintern. Les Brigades internationales représentent en fait l'envoi de volontaires pour se battre au côté du gouvernement républicain espagnol. La date de leur création reste incertaine, mais les premiers contingents seraient arrivés en Espagne vers la fin octobre. L'organisation et le recrutement des volontaires s'effectuent dans plusieurs pays, mais plus particulièrement en France, à Paris, qui devient le principal centre de recrutement. Cette opération se retrouve sous la responsabilité du Komintern, mais aussi du PCF, dont un des membres du comité exécutif du Komintern, André Marty, qui se chargent d'encadrer les volontaires. Durant le conflit espagnol, ce sont entre 32 000 et 35 000 volontaires de 53 pays qui serviront dans les rangs des Brigades internationales¹⁰⁹.

Si la concrétisation de ces brigades survient tardivement, c'est en raison de l'intérêt immédiat des dirigeants soviétiques et du Komintern : l'envoi d'armes et de matériels de guerre pour l'Espagne¹¹⁰. Or, en France, l'intérêt pour cette opération n'est pas limité aux communistes, bien au contraire. Lors de la deuxième moitié de 1936, un sentiment d'urgence anime certains Français à soutenir la politique soviétique. En outre, la violation de la non-intervention par les États fascistes, dénoncée par la délégation espagnole à la SDN, alimente l'interventionnisme de certains membres du Front populaire. C'est ce qui donnera naissance à la non-intervention « relâchée », une importante opération de contrebande pour l'envoi clandestin de matériel de guerre aux républicains espagnols.

Dès octobre 1936, Blum s'est engagé secrètement avec le PCF, le Komintern et l'URSS, lors d'une rencontre avec Litvinov à la SDN, et développe des relations personnelles avec l'ambassadeur soviétique à Paris afin de venir en aide aux républicains espagnols¹¹¹. Justement, l'Union soviétique avait déjà pour sa part commencé l'envoi de matériel en mobilisant tout l'appareil secret soviétique, comme le NKVD (*Narodnii Komissariat Vnoutrennikh Del* ou Commissariat du peuple aux Affaires intérieures) et le GRU (*Glavnoïe Razvédyvatel'noïe Oupravlénie* ou direction générale du renseignement), ainsi que le Komintern.

Au côté de Blum se tient aussi Cot, le ministre de l'Air. Ce dernier avait déjà manifesté son appui à une intervention en Espagne. Blum lui avait déjà donné comme instruction le 1^{er} août

¹⁰⁹ Beevor, *La Guerre d'Espagne*, 290.

¹¹⁰ Serrano, *L'enjeu espagnol*, 53.

¹¹¹ Pierre Péan. *Vies et morts de Jean Moulin : éléments d'une biographie* (Paris : Fayard, 1998), 110.

de préparer des avions pour les envoyer en Espagne avant la concrétisation de l'accord de non-intervention¹¹². Pour Cot, suite à l'interpellation de la délégation gouvernementale espagnole à la SDN le 30 septembre qui dénonce la violation de la non-intervention par l'Allemagne et l'Italie, la France est alors « libérée de toute obligation envers la non-intervention¹¹³ ». À ses côtés, entre en scène un nouveau personnage, beaucoup plus connu pour son rôle important au sein de la Résistance française que pour son action lors de la guerre civile espagnole : Jean Moulin, le chef de cabinet pour l'aviation civile du Ministre de l'Air. Moulin et Cot partagent une confiance mutuelle et des conceptions politiques semblables, surtout en ce qui a trait au renforcement du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique¹¹⁴.

La guerre civile espagnole offre à Moulin un rôle spécifique. Pour lui, elle représente le début d'une guerre des fascismes contre les démocraties¹¹⁵. De plus, Cot le désigne pour organiser des relations avec des industriels, des agents de la douane, des pilotes, le ministère de l'Intérieur, etc. Surtout, Moulin devient un des deux responsables du plus important trafic clandestin, en provenance de la France, en faveur des républicains espagnols. En effet, à ces côtés, un dénommé Gaston Cusin, responsable des douanes au ministère des Finances, avec l'appui du ministre socialiste Auriol, a un rôle déterminant dans cette non-intervention « relâchée ».

Cusin a pour objectif d'orchestrer, le plus discrètement que possible, l'exportation de matériel de guerre aux républicains espagnols. Pour ce faire, Blum charge Moulin et Cusin de prendre contact avec tous ceux qui sont intéressés à participer à cette non-intervention « relâchée »¹¹⁶. Comme Blum, ils rencontrent des agents soviétiques, du Komintern et des membres du PCF. Cusin prend même contact avec l'ambassadeur soviétique. En fait, ce travail étroit avec le Komintern et les services secrets soviétiques vient du fait que du matériel soviétique doit transiter en France vers la frontière franco-espagnole.

Cot révèle les détails de l'opération dans un article paru dans le quotidien *Le Monde* en 1975, deux ans avant sa mort. Il précise que l'Union soviétique avait demandé à la France la

¹¹² Alpert, *A New International History*, 42.

¹¹³ Daniel Cordier. *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon : Le choix d'un destin (juin 1936 - novembre 1940)* (Paris : J.-C. Lattès, tome 2), 46.

¹¹⁴ Péan, *Vies et morts de Jean Moulin*, 109.

¹¹⁵ *Ibid.*, 133.

¹¹⁶ *Ibid.*, 155 et Dominique Grisoni et Gilles Hertzog. *Les Brigades de la mer* (Paris : Grasset, 1979), 106.

permission de décharger ses navires dans les ports de la mer du Nord et de la Manche pour ne pas s'exposer en Méditerranée¹¹⁷. À la suite de son déchargement, le matériel soviétique transite par camions plombés, accompagnés par des douaniers fiables pour passer le contrôle à la frontière franco-espagnole¹¹⁸. Le secrétaire général du gouvernement, le socialiste Jules Moch, le principal relais de Moulin et Cusin au sein de l'appareil d'État, confirme les propos de Cot en ajoutant que « [c]e système fonctionnera sans à-coup d'octobre 1936 à la fin de la guerre, en mars 1939¹¹⁹ ».

Enfin, un membre important du Komintern et président du Comité d'aide à l'Espagne, Giulio Cerreti (alias Paul Allard), crée la société-écran France-Navigation le 15 avril 1937. Cela doit permettre d'acheminer le matériel de guerre soviétique destiné à l'Espagne et éviter que soient coulés les navires soviétiques, jumelant efficacité et sécurité¹²⁰. Cerreti informe régulièrement Cusin de ces envois et convois d'armements en provenance d'URSS à partir de cette société-écran.

Toute cette rocambolesque affaire se révèle bien intéressante, mais que signifie-t-elle ? D'une part, au moment où la polarisation de l'opinion publique en France atteint son apogée, paralysant le gouvernement et animant les antagonismes en Europe, vient, face à un soutien de la droite aux nationalistes espagnols et à une impunité face à l'intervention des États fascistes, un antifascisme militant et désireux d'aider la République espagnole. De l'opinion publique émane une crainte de la guerre, exacerbée par la peur de la révolution, qui entraîne plusieurs Français au stade de l'illégalité afin de contrebalancer cette instrumentalisation orchestrée par leurs adversaires. Cette méthode étonne d'autant plus lorsque l'on se rend compte des postes très officiels occupés par les organisateurs de cette non-intervention « relâchée » : Blum (président du Conseil), Cot (ministre de l'Air), Auriol (ministre des Finances), Moch (secrétaire général du gouvernement), Moulin (chef de cabinet pour l'aviation civile) et Cusin (Responsable des douanes).

D'autre part, la collaboration étroite avec des membres du Komintern et des agents soviétiques ne signifie pas une approbation de l'ensemble de la politique de Staline, surtout en ce

¹¹⁷ Pierre Cot, « Ce que fut la “non-intervention relâchée” *Le Monde*, 21 novembre 1975, 7.

¹¹⁸ *Ibid.*, 7.

¹¹⁹ Jules Moch. *Une si longue vie* (Paris : Laffont, 1976), 132.

¹²⁰ Grisoni et Hertzog. *Les Brigades de la mer*, 59.

qui a trait aux purges¹²¹. Pour Moulin et Cusin, la défense de la République espagnole représente la seule façon efficace de défendre la France, qui, elle, est liée à un pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS que Blum souhaite convertir en alliance militaire¹²². Finalement, l'aide aux républicains espagnols et la transformation du pacte franco-soviétique au domaine militaire constituent la même lutte antifasciste menée par plusieurs membres du Front populaire¹²³.

L'Humanité

Lorsque l'URSS annonce la possibilité de renoncer à toutes responsabilités à l'égard de la politique de non-intervention, si l'intervention des États fascistes continue, le PCF soutient immédiatement l'initiative soviétique. Dans *L'Humanité*, le caractère pacifiste de l'avertissement soviétique est mis en valeur afin de se servir de cette dernière comme la voie à suivre pour servir la paix¹²⁴. Du même coup, l'agressivité du fascisme est pointée du doigt, montrant l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste comme des « fauteurs de guerre ». De plus, Péri cherche aussi à éviter que soit représentée l'intervention soviétique comme une cause de la division de l'Europe et d'alimenter la confrontation idéologique. Selon lui, « [...] [le] drame espagnol doit grouper, non pas les démocraties contre les fascismes, mais *ceux qui sont résolus à préserver la paix contre les aventuriers en chemise noire ou en chemise brune*¹²⁵ ». Cela nie tout acte de provocation ou de trahison envers la non-intervention de la part de l'URSS, accusant plutôt les États fascistes de fomenter des « aventures » en Espagne, terme qui vient rappeler la croisade du « fascisme international » dénoncé dans *L'Humanité* auparavant. De ce fait, c'est la faiblesse de la politique de non-intervention devant l'évidence du danger fasciste qui donnerait à l'intervention soviétique tout son sens. Péri présente la non-intervention comme une « duperie » ou une « fiction » qui amènerait l'Union soviétique à refuser d'être complice d'un « crime collectif », ne voulant pas « [...] que le mot “non-intervention” serve de paravent à une croisade contre la République

¹²¹ Péan, *Vies et morts de Jean Moulin*, 157.

¹²² *Ibid.*, 157.

¹²³ *Ibid.*, 110.

¹²⁴ Paul Nizan, « Les violations de la non-intervention par les puissances fascistes ne cessent pas » *L'Humanité*, 13 octobre, 1936, 3.

¹²⁵ Gabriel Péri, « L'URSS dénonce la duperie de la neutralité à sens unique » *L'Humanité*, 24 octobre, 1936, 3.

espagnole et contre la paix¹²⁶ ». C'est dire que l'avertissement soviétique illustre la nécessité d'agir contre le danger fasciste afin de dissiper « [...] le cauchemar sanglant d'une Espagne hitlérienne [...] pour la tranquillité et la sécurité de l'Europe¹²⁷. » Surtout, faire face au « fascisme international » dont les hésitations dans l'affaire espagnole, selon Péri, expliquent le couronnement de l'entreprise hégémonique des États fascistes¹²⁸.

Si le fait de présenter le point de vue soviétique sert à faire taire la critique, ce n'est pas pour agir unilatéralement en sa faveur. En se focalisant sur les raisons de l'intervention soviétique, le pacifisme, l'antifascisme et la faiblesse de la non-intervention, Péri montre qu'elles se recourent avec les intérêts des États menacés par le fascisme. Par conséquent, défendre l'intervention soviétique permet de faire pression sur la France pour qu'elle prenne l'initiative d'une politique ferme envers la menace que représente l'Allemagne nazie sur la paix¹²⁹.

Cela reviendrait à dire que la critique dirigée contre la France ne se limite pas qu'au contexte espagnol. En accord avec Litvinov, Péri indique que la non-intervention, responsable selon lui de l'avancée des troupes du général Franco, pourrait aussi faire craindre l'absence d'une initiative de la France en faveur du pacte franco-soviétique¹³⁰. Cela s'explique comme suit. Le manque d'initiative de la France, en maintenant la politique de non-intervention, menace sa sécurité, puisqu'elle permet le renforcement des États fascistes. Or, au même moment, Péri signale que le rapprochement entre les États fascistes affecte la sécurité collective, menace de disloquer la Petite Entente et met en danger l'entente franco-tchécoslovaque¹³¹. La sécurité de la France serait alors liée à celle de ses alliés en Europe. Le journaliste communiste met justement en évidence que la politique de non-intervention ou « blocus » pour le PCF, « [...] c'est se résigner à voir surgir en Europe quatre ou cinq affaires espagnoles¹³² ». Dans un article précédent, Péri avait écrit que « [c']est l'abstention, c'est la carence qui risquent de propager l'incendie », ce qu'aurait voulu prévenir l'URSS en intervenant en Espagne¹³³. Le pacte franco-soviétique viendrait alors, selon Péri, assurer la sécurité de la France, non seulement vis-à-vis du

¹²⁶ Péri, « L'URSS dénonce la duperie », 1.

¹²⁷ *Id.* « La déclaration soviétique à Londres » *L'Humanité*, 9 octobre, 1936, 1.

¹²⁸ Péri, « L'URSS dénonce la duperie », 3.

¹²⁹ *Ibid.*, 1.

¹³⁰ *Id.* « Litvinov dénonce les saboteurs de la sécurité collective » *L'Humanité*, 12 novembre, 1936, 3.

¹³¹ *Id.* « Vienne, Londres, le pacte franco-soviétique et la politique française » *L'Humanité*, 13 novembre, 1936, 3.

¹³² *Id.* « À la sage décision de l'URSS, les puissances fascistes répondent par des provocations » *L'Humanité*, 25 octobre, 1936, 3.

¹³³ *Id.* « L'URSS dénonce la duperie », 3.

danger fasciste alimenté par la guerre civile espagnole, mais aussi face à la menace que représente l'Allemagne nazie en Europe.

En résumé, l'intervention soviétique dans le conflit espagnol ne change en rien la position du PCF. Au contraire, les arguments utilisés pour critiquer la politique de non-intervention viennent désormais défendre l'intervention soviétique. En fait, cette dernière est utilisée plutôt pour exposer l'ampleur du danger fasciste si aucune mesure concrète n'est prise. L'intervention soviétique s'ajoute donc aux nombreux arguments soulevés dans *L'Humanité* pour prémunir la France de la menace contre sa sécurité, qui elle, viendrait alors menacer toute l'Europe si effectivement aucune initiative ne vient contrer le renforcement des États fascistes. Le pacte franco-soviétique, le noyau de la politique de sécurité collective, représenterait alors la solution pour prévenir d'autres conflits en Europe. Donc, internationaliser les événements d'Espagne permet de voir l'ampleur du danger nazi en illustrant la guerre civile espagnole comme l'un des avertissements de cette menace sur l'Europe. Surtout, il est très probable que les journalistes communistes de *L'Humanité* cherchent à faire taire les critiques sur l'intervention soviétique, au moment même où le PCF aide à la formation des Brigades internationales et à l'envoi de matériels de guerre vers l'Espagne républicaine.

Le Populaire

L'intervention soviétique est un sujet rarement abordé dans *Le Populaire*. Deux points de vue semblent s'exprimer à ce propos. Le premier est celui de Zyromski qui revient à la charge à la toute fin de l'année 1936. Même après avoir quitté la direction de son mouvement la *Bataille socialiste*, il maintient sa critique de la politique franco-anglaise de non-intervention. Il affirme que si cette politique conditionne l'entente franco-britannique, l'indécision et l'incapacité de celle-ci exposent l'impuissance des démocraties occidentales¹³⁴. C'est tout le contraire pour la Russie soviétique qui, en reprenant sa liberté d'action, aurait sauvé l'Espagne républicaine, comme le démontrerait la bataille de Madrid¹³⁵.

¹³⁴ Jean Zyromski, « La paix aujourd'hui et non la guerre demain » *Le Populaire*, 23 décembre, 1936, 4.

¹³⁵ *Ibid.*, 4.

Le deuxième vient de Jean-Baptiste Séverac. Il est moins porté à défendre l'URSS que de sous-entendre une hypocrisie dans la réaction des États fascistes et leurs reproches à l'égard de l'avertissement soviétique sur ses engagements au Comité de Londres¹³⁶. C'est donc dire que l'intervention soviétique est très peu discutée, exposant le peu d'intérêt qu'on lui apporte, à l'exception de Zyromski.

Du côté d'André Leroux, le rédacteur pour la politique étrangère du quotidien *Le Populaire*, l'intervention soviétique ne semble pas avoir trouvé écho. Au contraire, le journaliste socialiste partage plutôt ses impressions à propos des réels objectifs des puissances fascistes. Pour lui, l'Allemagne représente un danger commun autant à l'est qu'à l'ouest de l'Europe. Justement, il considère qu'« [u]ne agression de l'Allemagne contre l'U.R.S.S. détruirait dans ses fondements mêmes cette "sécurité collective" en dehors de laquelle la France ne pourra pas trouver des garanties efficaces de sa propre sécurité¹³⁷ ». Leroux établit donc que les attaques d'Hitler contre le bolchevisme ne consistent qu'en un paravent aux objectifs impérialistes allemands.

En fait, Leroux semble désavouer tout aspect idéologique, indiquant que ce n'est pas l'opposition entre la démocratie, le bolchevisme et le fascisme qui pose problème en Europe. Au contraire, il insiste sur le fait que « [l]e bloc italo-allemand-japonais n'est pas un bloc idéologique, fasciste ou anticomuniste, il est un bloc de puissances qui veulent "r[é]viser" la carte du monde à leur profit [...]»¹³⁸. Cela se manifesterait de plusieurs façons. D'une part, les objectifs de ces États répondraient davantage à des buts nationaux, qui eux alimenteraient véritablement des plans de conquête et non des objectifs idéologiques¹³⁹. D'autre part, la campagne antibolchevique menée par l'Allemagne, l'Italie et le Japon aurait aussi pour objectif d'attiser les passions anticomunistes de la droite en Europe, et particulièrement en France¹⁴⁰. La finalité de cette stratégie consisterait à paralyser la politique extérieure de la France et de la Grande-Bretagne¹⁴¹. Enfin, Leroux soutient que le Front populaire espagnol ne dirige pas une

¹³⁶ J.B. Séverac, « Pensons et veillons » *Le Populaire*, 11 octobre, 1936, 1-2.

¹³⁷ André Leroux, « Hitler et la démocratie » *Le Populaire*, 8 octobre, 1936, 3.

¹³⁸ *Id.* « Le danger bolcheviste et la situation européenne » *Le Populaire*, 23 novembre, 1936, 5.

¹³⁹ *Ibid.*, 5.

¹⁴⁰ *Id.* « Un monument d'hypocrisie et un danger pour la paix : le traité germano-japonais » *Le Populaire*, 26 novembre, 1936, 3.

¹⁴¹ *Id.* « Le danger bolcheviste », 5.

lutte pour le communisme, contredisant les propos soutenus par ses belligérants et sous-entendant l'absence d'immixtion de l'Union soviétique dans sa politique¹⁴².

Bref, en retirant tout aspect révolutionnaire aux objectifs de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste et du Japon, Leroux ignore en grande partie l'intervention soviétique. L'hypothèse possible serait que Leroux cherche d'une certaine façon à justifier la politique du gouvernement. En effet, nombre de socialistes adhèrent à la politique de non-intervention par peur de la « croisade idéologique » qui risquerait selon eux la conflagration de la guerre. En fait, de nombreux pacifistes de gauche vont mettre sur un pied d'égalité le régime communiste (stalinien) et nazi¹⁴³. De plus, l'absence même de la politique de non-intervention suggère qu'elle n'est pas réévaluée, donc qu'elle reste en grande partie la solution pour contenir le conflit en Espagne. En revanche, l'opinion de Leroux, bien que représentant l'Allemagne, entre autres, comme un danger, se distingue justement des propos soutenus par certains antifascistes, dont le PCF. Ce dernier voit justement dans le fascisme, et surtout le national-socialisme, des plans de guerre contre l'Europe. L'intérêt pour l'Union soviétique s'amenuise donc, puisqu'en plus de son intervention en Espagne, le pacte franco-soviétique ne semble même pas, ou à peine, considéré.

L'Œuvre

Encore une fois, *L'Œuvre* se divise entre sa ligne éditoriale et l'opinion soutenue par ses journalistes. En fait, les membres du parti radical se retrouvent aussi tiraillés lors du Congrès de Biarritz en octobre 1936, un rassemblement des membres du parti radical, lorsqu'est débattue la présence des radicaux au sein de la coalition de Front populaire¹⁴⁴. L'anticommunisme de certains alimente les critiques dirigées contre le PCF et son attitude vis-à-vis de la guerre civile espagnole. Si le parti radical vote finalement le maintien de la coalition de Front populaire, cet événement illustre la fragilité grandissante de cette dernière et les interprétations divergentes de la situation internationale en sont une cause.

¹⁴² André Leroux, « Entre la guerre et la politique en Espagne » *Le Populaire*, 27 novembre, 1936, 3.

¹⁴³ Dreyfus, « Pacifistes socialistes et humanistes », 460.

¹⁴⁴ Berstein, *Histoire du parti radical*, 476-477.

La ligne éditoriale de *L'Œuvre*, comme pour le déclenchement de la guerre civile espagnole, ne s'éloigne pas des grandes lignes de la politique de non-intervention. Cependant, l'avertissement soviétique au Comité de Londres accentue la méfiance contre toute tentation d'entraîner la France à faire de même. De ce fait, le quotidien encourage plutôt l'entente autant avec Moscou qu'avec Berlin pour une politique visant à établir des conditions de paix avec l'Allemagne¹⁴⁵. Or, l'objectif vise surtout à éviter un rapprochement entre les deux¹⁴⁶. C'est donc dire, comme pour la politique de non-intervention, que la crainte de l'isolement de la France, orchestrée par l'Allemagne, doit mener à trouver une entente avec cette dernière.

Dans cette optique, *L'Œuvre* craint justement qu'une intervention en Espagne n'encourage la guerre. En fait, un affrontement sur le terrain espagnol entraîne la peur du conflit entre la France, l'Allemagne et l'Italie, sans soutien de l'Angleterre. Cela apporte même chez *L'Œuvre* une certaine méfiance sur les relations franco-soviétiques¹⁴⁷. En outre, le quotidien ne trouve pas souhaitable qu'un accord avec l'URSS entraîne la France dans une guerre, ce que l'intervention soviétique semblerait justement insinuer. Cela explique justement le fort désaccord avec les critiques du PCF sur la politique étrangère du gouvernement français, car son soutien à la politique soviétique fait craindre pour *L'Œuvre* un retour à l'alliance franco-russe d'avant la Grande Guerre¹⁴⁸. Cette crainte de la conflagration européenne du conflit est aussi partagée par Kayser qui soutient l'indépendance de l'initiative française, puisque celles en provenance de Berlin et Moscou n'offriraient que le dilemme entre la capitulation ou la guerre¹⁴⁹. Bref, *L'Œuvre* soutient que le maintien de la non-intervention permet à la France d'éviter la guerre, croyant que l'intervention soviétique viserait plutôt à la déclencher. En revanche, le quotidien évoque l'entente avec l'Allemagne, ne cherchant pas à renforcer les relations entre la France et l'URSS déjà existantes dues au pacte franco-soviétique.

D'autres journalistes critiquent davantage ce point de vue. Par exemple, Albert Bayet, intellectuel et membre du parti radical, remet en question l'idée que le PCF, en appuyant l'intervention soviétique, souhaite entraîner la France dans une guerre. Au contraire, il chercherait à défendre la France républicaine, au côté des socialistes et des radicaux devant le

¹⁴⁵ *L'Œuvre*, « "Ni... Ni... ?" Non "Avec... avec...!" » *L'Œuvre*, 13 octobre, 1936, 1.

¹⁴⁶ *Ibid.*, 1.

¹⁴⁷ *Id.* « Il faudrait peut-être définir "l'agression" » *L'Œuvre*, 3 novembre, 1936, 1.

¹⁴⁸ *Id.* « Les attaques communistes contre le Gouvernement » *L'Œuvre*, 1er novembre, 1936, 1.

¹⁴⁹ Jacques Kayser, « Une dernière chance de paix » *L'Œuvre*, 21 novembre, 1936, 1.

danger fasciste¹⁵⁰. De plus, Archimbaud, député radical, qui, pour sa part, voit la politique de non-intervention comme un signe de faiblesse de la France, puisqu'elle agit contre ses intérêts en laissant les États fascistes intervenir en Espagne¹⁵¹. Voulant aussi contrer les attaques contre les communistes français, Archimbaud considère que l'Allemagne est l'ennemi numéro un et que se plier à ses exigences ne fait qu'accroître l'inévitabilité de la guerre¹⁵². La preuve pour lui serait la perte des alliés de la France, que ce soit l'Espagne, la Roumanie, la Belgique, depuis sa politique de neutralité, ou l'URSS, en raison des attaques contre le pacte franco-soviétique. Justement, l'anticommunisme de l'Allemagne lui aurait permis de trouver des sympathisants conservateurs en Europe. Devant ce « complot », selon Archimbaud, la France doit conserver ses appuis, dont celui de l'URSS, puisque les avertissements de sa faiblesse ne font qu'augmenter les risques contre sa sécurité¹⁵³. En somme, l'anticommunisme et la politique de non-intervention constitueraient les facteurs d'affaiblissement de la France, qui perd peu à peu ses alliés et n'aide en rien dans ses relations avec l'URSS. Cependant, celles-ci constitueraient une alternative contre le danger que représente l'Allemagne nazi.

Enfin, la journaliste qui défend le plus le rapprochement franco-soviétique est Tabouis. Par rapport à l'avertissement soviétique au Comité de Londres, elle s'étonne de voir la France et l'Angleterre persister à suivre la politique de non-intervention, alors que « [...] l'agression contre la démocratie espagnole [...] est une agression contre la démocratie européenne¹⁵⁴ ». Elle ajoute même que la non-intervention est représentative de la situation européenne, où une France embourbée et moins empressée de répondre aux demandes de l'URSS, laisse le temps à l'Allemagne de peaufiner ses préparatifs militaires à l'Ouest¹⁵⁵.

Le danger viendrait donc d'une Allemagne, patiente, qui n'espère pas moins que l'inaction de la France pour agir. De ce fait, Tabouis met en garde contre les critiques partisans à l'égard de l'URSS. Effectivement, elles n'utiliseraient l'intervention soviétique que comme prétexte pour retarder toute entente entre les pays d'Europe de l'Est et la France¹⁵⁶. Cela signifie que le maintien de la politique de non-intervention révèle, selon Tabouis, que l'attitude de la

¹⁵⁰ Albert Bayet, « Alors, quoi ? Laval ? » *L'Œuvre*, 12 octobre, 1936, 1.

¹⁵¹ Léon Archimbaud, « L'intérêt français dans la question d'Espagne » *L'Œuvre*, 23 novembre, 1936, 1.

¹⁵² *Id.* « Un sophisme de l'opposition : "le Communisme c'est la guerre" » *L'Œuvre*, 6 novembre, 1936, 6.

¹⁵³ *Id.* « Le geste belge et la politique hitlérienne en Europe » *L'Œuvre*, 20 octobre, 1936, 4.

¹⁵⁴ Geneviève Tabouis, « L'U.R.S.S. et la non-intervention en Espagne » *L'Œuvre*, 9 octobre, 1936, 3.

¹⁵⁵ *Ibid.*, 3.

¹⁵⁶ *Id.* « M. Eden a conféré avec MM. Léon Blum et Yvon Delbos » *L'Œuvre*, 10 octobre, 1936, 3.

France et de l'Angleterre est plus influencée par l'Allemagne, l'Italie et le Portugal que par l'Union soviétique, dont la démarche est considérée comme inopportune¹⁵⁷.

L'intervention soviétique en tant que telle entraîne donc une méfiance du côté franco-britannique que Tabouis vient relativiser. Elle croit plutôt que l'URSS reste dans le même camp que Paris et Londres en siégeant toujours au Comité de non-intervention. Le plus grand danger pour l'Europe résiderait davantage dans le rapprochement italo-allemand, dirigé contre l'Union soviétique, alors qu'il est en partie conditionné sur un accord sur la marche à suivre en Espagne¹⁵⁸.

C'est à la fin de l'année 1936 que Tabouis établit un constat final des alliances de la France. Effectivement, elle expose l'éloignement entre les États membres de la Petite Entente et de l'Entente balkanique de la France comme la conséquence de l'absence de l'application de sa part du pacte franco-soviétique¹⁵⁹. Le fait de donner peu d'importance aux initiatives de l'Union soviétique témoignerait d'un manque d'empressement de la France devant le danger que représente l'Allemagne nazie, alors que « [...] sans un point d'appui technique et matériel du côté de l'U. R. S. S., ils [les États d'Europe centrale et orientale] peuvent difficilement s'engager à signer des accords d'assistance mutuelle avec la France¹⁶⁰ ». Tabouis chercherait donc, par ce constat, à exposer les conséquences de la politique étrangère de la France, dont la perte de ses alliés. Cela semble justement en lien avec l'attitude française à l'égard du conflit espagnol, dont la journaliste craignait en fin de compte un détachement graduel de la France envers l'URSS, à l'avantage de l'Allemagne.

Pour finir, les divergences entre la ligne éditoriale de *L'Œuvre* et les journalistes du même quotidien ressemblent beaucoup à celles évoquées pour la politique de non-intervention. Dans ce cas-ci, *L'Œuvre* développe une méfiance envers l'Union soviétique à la suite de son avertissement au Comité de Londres et sur ses engagements vis-à-vis de la politique de non-intervention. L'entente avec l'Allemagne devient une option de plus en plus présente au fur et à mesure que l'avertissement et l'intervention soviétique s'illustrent, pour certains, comme une tentative de déclencher un conflit. En revanche, certains journalistes tirent la sonnette d'alarme

¹⁵⁷ Tabouis, « M. Eden a conféré avec MM. Léon Blum », 3.

¹⁵⁸ *Id.* « Une alliance italo-allemande serait conclue contre l'U.R.S.S. » *L'Œuvre*, 24 octobre, 1936, 3.

¹⁵⁹ *Id.* « Les entretiens Antonesco-Delbos » *L'Œuvre*, 19 décembre, 1936, 3.

¹⁶⁰ *Ibid.*, 3.

pour faire comprendre l'immensité du danger d'une telle perception. L'exemple le plus concret est celui de Tabouis, dont les propos signifient que la politique de non-intervention est représentative de la situation européenne, où le peu d'importance que porte la France aux initiatives de l'Union soviétique augmente la menace que représente l'Allemagne nazie, l'ennemi numéro un.

Dernier aperçu

À la fin de l'année 1936, plus précisément au début décembre, un débat sur la politique étrangère du gouvernement fait rage à la Chambre des députés. C'est le moment d'observer les conséquences de la polarisation de l'opinion publique à la suite de l'éclatement de la guerre civile espagnole et de l'intervention soviétique dans le conflit. Surtout, la division entre les membres du Front populaire s'expose plus que jamais.

Tout commence lors de la séance du 4 décembre. Péri se charge de défendre l'intervention soviétique en déresponsabilisant l'URSS de toute violation de l'accord de non-intervention, cherchant plutôt une application rigoureuse de ce dernier¹⁶¹. Selon lui, contrairement à l'Allemagne, l'Union soviétique a respecté l'initiative non interventionniste de la France et que les critiques à son endroit ne doivent pas faire oublier que les deux États sont liés par un pacte d'assistance mutuelle¹⁶².

Lorsqu'arrive le tour de parole de Delbos, ce dernier utilise un langage beaucoup plus réservé, dissimulant même une méfiance par rapport à l'intervention soviétique, mais dégageant tout de même une confiance absolue en la non-intervention. En effet, il considère que la menace se définit comme « [...] l'esprit de croisade, c'est-à-dire un impérialisme spirituel qui n'exclut d'ailleurs pas les autres, qui peut même les servir, et qui, aujourd'hui, tend à déchaîner une guerre civile européenne¹⁶³ ». C'est à nouveau le danger de la conflagration européenne du conflit qui revient, en lien avec la croyance d'une confrontation idéologique en Espagne dont les

¹⁶¹ JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 4 décembre 1936, *Discussion de plusieurs interpellations sur la politique extérieure du gouvernement*, 3320.

¹⁶² JO, débats parlementaires, Chambre des députés, 4 décembre 1936, 3320.

¹⁶³ *Ibid.*, 3329.

interventions étrangères en seraient responsables¹⁶⁴. Donc, cette crainte, alimentant le risque de guerre, amène à évaluer l'intervention soviétique au même niveau que l'intervention des États fascistes.

Lors de la séance du 5 décembre, la gauche est toujours divisée. Le député socialiste Salomon Grumbach soutient pour sa part la nécessité du pacte franco-soviétique, non pas comme une alliance militaire, mais comme une politique de paix en Europe¹⁶⁵. Il espère qu'aucune possibilité de paix avec l'Allemagne ne soit négligée. Surtout, l'Angleterre reste, selon lui, l'élément principal de la politique de paix du gouvernement de Front populaire, car un désaccord ne pourrait garantir l'établissement d'une politique de paix¹⁶⁶. En somme, l'esprit très pacifiste de Grumbach se révèle très représentatif d'une grande partie des membres de la SFIO qui craignent la conflagration européenne du conflit advenant une intervention plus prononcée des puissances européennes en Espagne. C'est dans cette optique qu'est orientée l'appréciation du député socialiste au pacte franco-soviétique, alors que l'intervention soviétique ne semble aucunement mentionnée dans son interpellation.

C'en est trop pour Maurice Thorez qui, lorsqu'il offre sa gratitude à l'URSS, se fait répliquer par de Kerillis que la politique qu'il préconise « [...] mène la France à la guerre, pour les fins idéologiques de la Russie des Soviets et dans l'isolement le plus tragique qu'elle ait jamais connu dans son histoire¹⁶⁷ ». Par contre, Thorez croit en l'évidence d'une croisade idéologique orchestrée par le « fascisme international » et considère que la paix indivisible et la sécurité collective, sur le modèle du pacte franco-soviétique, constituent la solution face à cette menace. Il informe l'audience que le PCF ne saurait donner son vote pour une politique extérieure qui reçoit, selon lui, l'approbation des éléments les plus « réactionnaires » et des adversaires acharnés du Front populaire, c'est-à-dire la non-intervention¹⁶⁸. Le PCF s'abstient finalement de voter pour la politique étrangère du gouvernement.

C'est la première fois qu'un désaccord public, du moins de cette ampleur, entre les membres du Front populaire prend forme. Alors qu'au début de l'année 1936, la majorité des

¹⁶⁴ JO, *débats parlementaires, Chambre des députés, 4 décembre 1936*, 3330.

¹⁶⁵ JO, *débats parlementaires, Chambre des députés, 5 décembre 1936, Discussion de plusieurs interpellations sur la politique extérieure du gouvernement*, 3353.

¹⁶⁶ *Ibid.*, 3353.

¹⁶⁷ *Ibid.*, 3367.

¹⁶⁸ *Ibid.*, 3368.

membres du Front populaire votait en faveur de la ratification du pacte franco-soviétique, ils diminuent en nombre à la fin de la même année à promouvoir un attachement aussi concret avec l'URSS. Ceci n'est pas sans liens avec le contexte de la guerre civile espagnole. Finalement, la majorité du Parlement, des socialistes aux conservateurs, approuve toujours la politique de non-intervention par peur de la croisade idéologique¹⁶⁹.

*

Finalement, les positions défendues dans les trois quotidiens à l'étude restent en très grande partie les mêmes. Le PCF, dans *L'Humanité*, internationalise les événements d'Espagne afin d'exposer l'ampleur du danger fasciste, et surtout nazi. Pour lui, la guerre civile espagnole représente un avertissement de cette menace sur l'Europe. Bien que cette raison serve à défendre l'intervention soviétique, cela n'est sûrement pas sans liens avec la participation du PCF à la non-intervention « relâchée » et à la formation des Brigades internationales. Pour sa part, *Le Populaire* se distingue pour n'avoir presque pas mentionné l'intervention soviétique. Nombreux sont les socialistes et les radicaux qui partagent une méfiance à l'égard de l'URSS, refusant d'être entraînés dans une croisade contre le fascisme avec leur appui à la formule non-interventionniste Delbos-Daladier¹⁷⁰. Justement, cette méfiance est aussi partagée avec la ligne éditoriale de *L'Œuvre*, qui maintient son argumentaire plus pacifique, ce qui n'est pas sans exposer les divisions qui composent le quotidien. En fin de compte, les positions des membres du Front populaire ne changent pas, ou peu. Au contraire, elles s'enracinent et laissent peu de place au compromis et c'est ce qui cause la division, comme il est possible de voir au sein des trois quotidiens à l'étude et même dans les débats parlementaires. Les contradictions latentes entre les trois principaux membres du Front populaire ont de plus en plus raison de la coalition électorale.

Ces différends se situent, en grande partie, entre l'interprétation pacifiste et antifasciste de la guerre civile espagnole. La première voit l'importance de trouver un terrain d'entente avec l'Allemagne, ce qui diminue par conséquent l'importance et la nécessité d'un renforcement des relations franco-soviétiques. Or, la méfiance s'applique aussi à l'antifascisme, car trop engagé et accusé d'accepter l'inévitabilité de la guerre, alors que les mouvements pacifistes, dont la SFIO

¹⁶⁹ Pike, *Les Français et la guerre d'Espagne*, 107.

¹⁷⁰ *Ibid.*, 107.

par exemple, voient dans la sécurité collective un retour aux alliances d'avant 1914¹⁷¹. Sans oublier que la majorité des Français vont se satisfaire de la politique de non-intervention. L'intervention soviétique pour sa part fait craindre le pire, surtout du côté de la droite française et une partie de la gauche. Elle est réutilisée par certains afin de présenter l'antifascisme comme indésirable, trop engagé, voire guerrier. La guerre civile espagnole est aussi utilisée de manière à exacerber la peur de la conflagration européenne de la guerre et du conflit idéologique.

En ce qui concerne la deuxième interprétation, les antifascistes perçoivent, même dans le contexte de la guerre civile espagnole, que le rapprochement franco-soviétique servirait à se prémunir du danger nazi. Certains antifascistes, comme Zyromski et Cot, tiennent même un langage très similaire à celui des communistes français. Ces derniers constituent un des rares groupes à soutenir ouvertement l'intervention soviétique en Espagne. D'autres, comme la journaliste antinazie Tabouis, qui représente davantage le milieu radical soviétophile, cherchent aussi à prévenir les dirigeants français sur le conflit à venir. Pour elle, accepter la domination allemande à l'avance ne ferait que renforcer l'inévitabilité de la guerre. Comme mentionné précédemment, Tabouis développe un propos qui indiquerait que la politique de non-intervention est représentative de la situation européenne, où le peu d'importance que porte la France aux initiatives de l'Union soviétique augmente la menace que représente l'Allemagne nazie, alors l'ennemi numéro un. Ici, l'initiative constitue le renforcement du pacte franco-soviétique. Cependant, rien n'indique à l'horizon qu'une concrétisation d'une alliance militaire entre la France et l'URSS se matérialisera, au moment même où le Front populaire, au début de l'année 1937, est plus divisé que jamais.

¹⁷¹ Alpert, *A New International History*, 6.

Chapitre 3

1937 : bilan sur la politique de non-intervention

Au commencement de l'année 1937, la continuité avec l'année 1936 est indéniable. La bataille de Madrid, qui devait être « la tombe du fascisme », où les républicains espagnols en sortent victorieux, annonce plutôt une guerre longue et sanglante¹. Entre antifascisme et anticommunisme, la gauche et la droite, une différence de point de vue existe sur l'importance de cette bataille. Alors que la France et l'Angleterre tiennent à la politique de non-intervention, l'axe Rome-Berlin se concrétise dangereusement. En effet, depuis la crise abyssinienne et les sanctions appliquées à l'Italie, les relations de cette dernière avec l'Allemagne se renforcent et la guerre civile espagnole confirme ce rapprochement entre les deux États.

Au début de février 1937, le ministère des Affaires étrangères de la France est informé que l'orientation de la politique soviétique en Espagne consisterait à permettre la « bolchevisation » du pays². L'ambassadeur français à Madrid Jean Herbette, ancien ambassadeur français à Moscou (1925-1931), d'où provient ce renseignement, persiste en mars sur le même constat. Il affirme que la gauche et l'extrême gauche trouveraient dans un élargissement du conflit « l'assujettissement au communisme russe ou à l'anarchisme », l'URSS étant la puissance la plus engagée auprès du gouvernement républicain³. Cette raison serait d'autant plus valable pour ne pas laisser entraîner la France dans une guerre « [...] ni à propos de l'Espagne, ni à propos de complications nées du conflit espagnol⁴ ».

Dès la mi-décembre 1936, Delbos suggère une démarche auprès du Comité de Londres à propos du contrôle des côtes terrestres et maritimes espagnoles, en plus du départ des volontaires partis combattre en Espagne. Si certains doutes demeurent sur la volonté allemande et italienne à participer à ces négociations, Delbos reste optimiste⁵. Les accords pour endiguer l'afflux de matériel de guerre ainsi qu'un contrôle sur les volontaires sont signés respectivement le 20 février

¹ Beevor, *La Guerre d'Espagne*, 339.

² DDF, 2, IV, no. 415, Herbette à Delbos, 9 février 1937.

³ DDF, 2, V, no. 167, Herbette à Delbos, 24 mars 1937.

⁴ *Ibid.*

⁵ DDF, 2, V, no. 4, Delbos à Corbin, 20 février 1937.

et le 6 mars 1937. De plus, toujours à la fin 1936, la politique française s'oriente vers la médiation, entre les républicains et les nationalistes espagnoles, avec la participation de l'Allemagne, l'Italie et l'Union soviétique. Par contre, cette démarche reste sans résultat.

L'Union soviétique, pour qui les limites de la non-intervention témoigne de l'impunité offerte à l'intervention fasciste en Espagne, poursuit son aide en faveur des républicains espagnols. Malgré son désir de participer au contrôle naval des côtes espagnoles et son accord pour le retrait des volontaires, qui consiste à retirer les volontaires partis combattre en Espagne, le gouvernement soviétique ne semble pas convaincu. Pour lui, une décision unilatérale ne comprendrait pas les États qui ont envoyé des troupes en Espagne, c'est-à-dire l'Allemagne et l'Italie⁶. Devant cette situation, Litvinov prévient que l'Allemagne cherche à soumettre les puissances occidentales à des épreuves de force, et qu'une attitude résolue aurait mis fin à ce bluff⁷. Ne rien faire reviendrait à être contraint à la guerre.

Au Comité de Londres, les négociations ne vont pas bon train et celles concernant la sécurité collective connaissent des difficultés. L'éclatement de la guerre civile espagnole a affecté une bonne partie de la société française, certes, mais aussi les militaires, dont la méfiance à l'égard d'un rapprochement franco-soviétique s'accroît. En effet, la guerre civile espagnole incruste le facteur idéologique dans l'évaluation qu'en fait l'État-major. D'une part, ce dernier craint la subversion communiste au sein de l'armée. Pourtant, depuis le début juin 1936, le PCF va participer et approuver le renforcement du potentiel militaire français, soit en encourageant la modernisation de l'armée, soit en tentant de prévenir une ingérence fasciste au sein de cette dernière⁸. C'est donc dire que le PCF ne cherche ni à exacerber les tensions politiques intérieures ni à poser des gestes qui pourraient se comparer au bellicisme.

D'autre part, les militaires français sont aussi en grande partie favorables à Franco et craignent qu'une intervention soviétique augmente l'influence de l'URSS en Espagne, participant à une sorte de projet messianique visant l'expansion du communisme jusqu'à la révolution mondiale⁹. Surtout, la peur de l'intervention soviétique, avec les conséquences qu'elle peut

⁶ DDF, 2, IV, no. 305, Coulondre à Delbos, 16 janvier 1937.

⁷ DDF, 2, IV, no. 284, Coulondres à Delbos, 12 janvier 1937.

⁸ Vidal, *La grande illusion*, 235.

⁹ Jackson, « Stratégie et idéologie », 127-128.

entraîner, alimente l'idée qu'elle puisse engendrer une guerre générale européenne devant mener à la confrontation franco-allemande.

Ce sont du moins les conclusions du rapport réalisé par le général Victor-Henri Schweisguth, chef de la mission française envoyée pour observer les manœuvres de l'Armée rouge en Russie blanche en septembre 1936. Schweisguth croit que l'URSS «[...] préférerait naturellement de beaucoup que l'orage éclate sur la France», en n'appliquant qu'en apparence le pacte franco-soviétique¹⁰. L'objectif serait plutôt de provoquer une guerre entre la France et l'Allemagne, ce qui éviterait l'engagement des forces soviétiques, permettant à l'URSS de devenir «[...] l'arbitre de la situation en face d'une Europe épuisée¹¹». Pour se faire, l'Union soviétique chercherait à tenter l'Allemagne à la guerre, ainsi que la France «[...] en exploitant les affaires d'Espagne et en la poussant vis-à-vis de l'Allemagne à des gestes dangereux qu'autoriserait la soi-disant insuffisance de préparation actuelle du Reich¹²». En réalité, cet argument est toujours celui utilisé par la droite pour s'opposer à l'assistance mutuelle avec l'URSS.

En revanche, bien que l'État-major soit en grande partie en défaveur d'un rapprochement avec l'URSS, certains officiers de l'armée française en ont une vision bien différente, parfois même inattendue. C'est le cas du colonel Charles de Gaulle, futur général, résistant et Président de la République française. Dans une lettre écrite à sa mère en décembre 1936, il répond à celle-ci par rapport à son opinion vis-à-vis du pacte franco-russe. Il commence par grandement relativiser l'aide militaire que peuvent apporter la Pologne et l'Angleterre. Pour lui, «[n]ous n'avons pas les moyens de refuser le concours des Russes, quelque horreur que nous ayons pour leur régime. C'est l'histoire de François 1^{er} allié aux Musulmans contre Charles Quint¹³». C'est la même maxime, l'ennemi de mon ennemi est mon allié, que pratiquent certains politiciens français de centre ou de droite, comme Herriot, pour exposer l'importance du rapprochement avec l'URSS. De Gaulle continue en affirmant qu'«[i]l faut avoir le courage de regarder les choses en face. Tout doit être en ce moment subordonné à un seul plan : grouper contre l'Allemagne tous ceux qui lui sont opposés pour quelque raison que ce soit, la détourner ainsi de

¹⁰ DDF, 2, III, no. 343, Daladier à Delbos, 13 octobre 1936.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ Charles de Gaulle. *Lettres, notes et carnets, 1905-1941* (Paris : Robert Laffont, vol 1, 2010), 828.

faire la guerre et, si elle la fait, la vaincre¹⁴ ». Ceci représente exactement le verso du raisonnement de Litvinov en ce qui concerne la sécurité collective.

Or, cette vision est plutôt marginale et force est de constater que l'idéologie se retrouve donc au cœur de la perspective militaire française sur la guerre civile espagnole¹⁵. Cela ne peut qu'être en grande partie lié avec la polarisation de l'opinion publique en France et les débats alimentés par le conflit espagnol. Justement, même lorsque débute l'année 1937, la droite maintient la peur de la révolution, la formation de blocs idéologiques en Espagne et de ce fait la conflagration européenne du conflit espagnol à toute l'Europe afin d'amadouer une opinion publique à très large majorité pacifiste. La dénonciation du bellicisme du PCF reste alors une accusation redoutable¹⁶. Cela atteint même une partie de la gauche qui voit aussi de plus en plus, après 1936, dans l'action antifasciste du PCF le moyen d'entraîner la France dans une guerre¹⁷. Cependant, on craint toujours d'être entraîné dans une guerre, mais les critiques contre le PCF illustrent l'aveuglement devant le cas où la guerre viendrait à la France et que celle-ci a besoin d'alliés, qui eux seront entraînés dans une guerre au profit de la France.

Essentiellement, la guerre civile espagnole constitue une faille importante au sein de la coalition de Front populaire. Bien que le PCF critique toujours avec passion la politique de non-intervention, il tente tout de même d'éviter que les antagonismes soient trop marqués¹⁸. Il vote, par exemple, au début de l'année 1937 le projet de loi qui permet au gouvernement de prendre des mesures pour empêcher le départ des volontaires pour l'Espagne. Or, la pression se fait de plus en plus sentir et va au-delà de l'opposition entre le PCF et la gauche. Avec le conflit espagnol, les divisions transcendent tous les courants, même chez la SFIO et le parti radical¹⁹. Justement, Blum cherche à rassurer ses membres au sujet de la politique extérieure, priorisant une démarche pacifique, comme l'attachement à la SDN, et feindre de ne pas céder aux demandes du PCF pour une intervention en Espagne ou pour le rapprochement franco-soviétique²⁰.

¹⁴ de Gaulle, *Lettres, notes et carnets*, 828.

¹⁵ Peter Jackson. « La politisation du renseignement en France 1933-1939 », dans *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Georges-Henri Soutou, Jacques Frémaux et Olivier Forcade, dir. (Paris : Economica et Institut de Stratégie Comparée, 2001), 69.

¹⁶ Becker et Berstein, *Histoire de l'anticommunisme en France*, 309-310.

¹⁷ Lejeune, *La peur du « rouge » en France*, 177-178.

¹⁸ Kergoat, *La France du Front populaire*, 199.

¹⁹ *Ibid.*, 199.

²⁰ Berstein, *Histoire du parti radical*, 477.

L'Humanité

En général, l'appréciation que porte le PCF sur la situation internationale dans la première moitié de l'année 1937 se caractérise par un certain optimisme par rapport à l'évolution du conflit espagnole. Par contre, cela n'empêche pas certaines critiques à l'égard du gouvernement français²¹. En effet, Péri est plus pessimiste. Il constate dès la fin de l'année 1936 que l'orientation de la diplomatie de Delbos est de moins en moins favorable à l'alliance franco-soviétique²². Le PCF croit aussi que la France a compromis sa sécurité et augmenté le danger de guerre, en encourageant l'agressivité d'Hitler, de par son attitude envers l'Espagne et en privilégiant l'alliance avec la Grande-Bretagne²³.

Dans tous les cas, l'inquiétude de Péri se fait sentir au sein du quotidien communiste. Ce dernier considère que la France, en paralysant la défense de la République espagnole, a commis l'imprudence de laisser s'accomplir l'« hitlérisation » de l'Espagne²⁴. Constat très sombre, bien que Péri tienne compte que l'année 1936 fut aussi le moment de la ratification du pacte franco-soviétique, « instrument de paix », malgré « les chantages d'Hitler » ou « les campagnes des hitlériens français²⁵ ». Cela n'empêche pas justement le journaliste d'en conclure que « [s]omme toute, une expérience décevante s'achève : on a cru pendant douze mois qu'il était possible de convaincre et de piquer d'honneur le fascisme. On a pratiqué la politique des pourboires et celle des salles d'attente²⁶ ».

À travers ses critiques par rapport aux négociations au Comité de Londres, Péri révèle sa crainte de voir la France se soumettre aux chantages et aux exigences de l'Allemagne nazie. La non-intervention à « sens unique » devient alors le raisonnement le plus redouté, au point où Péri considère que l'inaction devant l'intervention fasciste revient à l'accepter, au détriment de la République espagnole²⁷. Il estime que le but vise l'exclusion de l'URSS des discussions au Comité de Londres. Dans le même ordre d'idées, le journaliste communiste Nizan prétend que la campagne antisoviétique d'Hitler, qui associe la démocratie à une croisade anticommunisme, a

²¹ Vidal, *La grande illusion*, 345.

²² *Ibid.*, 345-346.

²³ *Ibid.*, 346.

²⁴ Gabriel Péri, « Bonne année aux combattants de la paix » *L'Humanité*, 1^{er} janvier, 1937, 3.

²⁵ *Ibid.*, 3.

²⁶ *Ibid.*, 3.

²⁷ *Id.* « La non-intervention à sens unique c'est le contraire de la paix » *L'Humanité*, 10 février, 1937, 3.

pour objectif de séparer la France de l'Union soviétique. Dans ce cas, l'Allemagne pourrait imposer ses vues sur l'Espagne²⁸. C'est donc dire que l'exclusion de l'Union soviétique des discussions sur le conflit espagnol reviendrait à se plier aux exigences de l'Allemagne, qui pourrait alors disposer de l'Espagne.

Cela est d'autant plus vrai au sein de *L'Humanité* que les attaques contre la sécurité collective, dans le contexte de la guerre civile espagnole, viseraient également l'isolement de la France. En effet, Péri présente la paix comme l'intérêt commun entre celle-ci et l'Union soviétique. À cet égard, il observe que, si la France est directement menacée par la montée du fascisme en Espagne, l'URSS pour sa part se préoccuperait de ce problème dans la mesure où cette paix est indivisible²⁹. Encore une fois, la défense de la paix est, comme du point de vue soviétique, une préparation à la guerre contre l'Allemagne nazie. Justement, c'est sur la France et sur l'Angleterre que Péri veut faire sentir le danger. Selon lui, si ces deux États laissent faire le fascisme en Espagne, ce n'est pas seulement pratiquer une « politique d'égoïsme », mais aussi une « politique de suicide³⁰ ».

L'entente avec l'Allemagne et l'Italie ne serait qu'une illusion pour Péri, alors que le Quai d'Orsay et surtout son secrétaire général Léger tenterait d'influencer la politique étrangère de la France dans cette direction. Péri encourage plutôt le contraire, soit un regroupement des puissances « pacifiques » contre la menace que représente les États fascistes³¹. L'important est de ne surtout pas oublier le danger à la frontière française face à l'Espagne. Un recul devant cette situation, qui reviendrait encore à se plier aux exigences de l'Allemagne et de l'Italie, serait pour la France de perdre sa valeur aux yeux de ses alliés avec qui elle a signé des pactes d'assistance mutuelle. En d'autres termes, cette situation représente un péril pour la sécurité française³².

La menace qui pèse donc sur la France serait définitivement son isolement. Effectivement, la rupture avec ses alliances, l'exclusion de l'URSS de tout traité et l'antibolchevisme de l'Allemagne, prétexte pour ses plans militaires, en sont des exemples. Le journaliste communiste

²⁸ Paul Nizan, « Hitler imposera-t-il ses intolérables prétentions ? » *L'Humanité*, 2 janvier, 1937, 3.

²⁹ Gabriel Péri, « Berlin et Rome ne répondent pas, mais l'intervention fasciste continue » *L'Humanité*, 19 janvier, 1937, 3.

³⁰ *Ibid.*, 3.

³¹ *Id.* « Genève, la collusion germano-italienne et l'intervention fasciste en Espagne » *L'Humanité*, 20 janvier, 1937, 3.

³² *Ibid.*, 3.

P.-L. Darnar ajoute même que les attaques contre la sécurité collective en général en sont une preuve³³. Cela illustrerait aussi qu'elle est la solution pour s'opposer à Hitler, dont les objectifs vont à l'encontre des intérêts de la France, que ce soit avec l'Espagne, l'Angleterre ou l'URSS³⁴.

Enfin, Péri dresse un bilan assez négatif de la diplomatie française pour la première moitié de l'année 1937. Le premier constat détonne : « [e]n pratiquant la politique de neutralité à sens unique, la France et l'Angleterre ont prolongé et aggravé la guerre³⁵ ». Cela revient à dire que l'initiative franco-britannique, qui devait maintenir la paix, signifie l'échec. La peur de la « conflagration internationale » aurait aveuglé le gouvernement Blum qui aurait préféré se soumettre au chantage d'Hitler et de Mussolini³⁶. Or, selon Péri, un exemple flagrant de ce bluff subsiste : la dénonciation de l'intervention soviétique, alors que celle-ci n'a même pas entraîné le déclenchement d'une guerre³⁷.

Dans un second constat, le député communiste va même plus loin. Pour lui, l'échec du contrôle, en offrant la surveillance des côtes républicaines à des unités allemandes et italiennes, est de la responsabilité de la France et de l'Angleterre, épargnant l'Union soviétique. La soumission aux exigences de l'Allemagne et l'Italie en plus de leurs exactions en Espagne révèlent pour Péri une dangereuse faiblesse.

Dans tous les cas, on discerne assez clairement aujourd'hui vers quoi Londres et Paris s'orientent. Londres et Paris s'orientent vers une capitulation qui laissera loin derrière elle celle qui suivit le 7 mars 1936. La France a failli ne pas se relever des suites du 7 mars. Dans tous les cas, la défaillance de l'Europe à cette époque a été le premier acte de l'effondrement de tout le système français de sécurité. A quoi bon avoir essayé, la semaine dernière, à Genève, de remettre debout ce système ? A quoi bon les conversations avec la Petite-Entente et l'Entente balkanique, si, en face de l'Europe, la France fait la démonstration que le bluff est plus fort que sa volonté de résistance ?³⁸

Cela veut donc dire que, derrière les critiques par rapport aux négociations au Comité de Londres, s'additionnent les craintes qui entourent les attaques contre la sécurité collective et l'exclusion de l'URSS de tout traité européen. L'émotion qui s'en dégage est la peur que d'autres événements, comme en Espagne, surviennent en Europe. De là vient la gravité du

³³ P.-L. Darnar, « Hitler se prononce contre la paix indivisible » *L'Humanité*, 31 janvier, 1937, 3.

³⁴ *Ibid.*, 3.

³⁵ Gabriel Péri, « Ne pas se soumettre au chantage ! » *L'Humanité*, 7 mai, 1937, 3.

³⁶ *Ibid.*, 3.

³⁷ *Ibid.*, 3.

³⁸ *Id.* « Pour sauver la paix il faut arrêter l'agression fasciste » *L'Humanité*, 2 juin, 1937, 3.

danger qui pèse sur la sécurité française et du lien établi entre une capitulation à propos de l'Espagne et la perte, ou plutôt l'abandon, des alliés de la France à l'est de l'Europe.

Pour terminer, une certaine continuité prend forme, dans *L'Humanité*, depuis l'éclatement de la guerre civile espagnole en 1936. L'exemple le plus notable est l'antifascisme, qui cherche toujours à exposer la menace que représente l'Allemagne nazie. De plus, la sécurité collective permet de lier la sécurité de la France à celle de l'Union soviétique. La peur de l'isolement, due à l'exposition de la faiblesse française, fait continuellement craindre la perte des alliés d'Europe de l'Est et de l'URSS. À cela s'ajoute l'idée que les événements d'Espagne pourraient se reproduire ailleurs en Europe. Or, la politique de non-intervention accentue la possibilité d'une autre conséquence qui alimente les soucis par rapport à la sécurité française : la soumission aux exigences de l'Allemagne nazie. Celle-ci n'entraînerait qu'une vague d'antisoviétisme dans le but d'exclure l'URSS de tout traité européen et c'est de là que s'aggraverait la menace qui pèse sur la France, et la préparation à la guerre.

Le Populaire

Dans la première moitié de l'année 1937, les articles du quotidien *Le Populaire* s'intéressant à l'URSS ou à des sujets connexes sont essentiellement l'œuvre du rédacteur sur la politique étrangère Leroux. C'est donc dire que c'est la ligne officielle de la SFIO qui représente la trame narrative. Ceci est sans oublier que, depuis l'élection du Front populaire, elle s'assimile en grande partie à la politique du gouvernement et son pacifisme. Qu'en est-il exactement au début de 1937 ?

Contrairement à *L'Humanité*, *Le Populaire* dégage non seulement un optimisme, mais une confiance en la démarche française par rapport à la guerre civile espagnole. Le quotidien persiste sur une « organisation européenne de la paix », comme la SDN, vers laquelle doit être orientée toute discussion entre puissances. Seulement, cette méthode semble assez téméraire, considérant l'affaiblissement de la SDN depuis le fiasco orchestré par le règlement de la crise

abyssinienne. C'est dire que le pacifisme chez la SFIO constitue toujours une donnée de sa vision de la situation internationale, bien que cela engendre une analyse qui s'éloigne de la réalité.

Le conflit en Espagne se révèle pour Leroux être l'exemple parfait pour illustrer la volonté de l'Allemagne et de l'Italie d'établir leur hégémonie en Europe. En effet, la dénonciation de l'intervention allemande et italienne en Espagne, c'est-à-dire l'ingérence dans les affaires internes d'un État, se justifierait par le libre choix du régime de chacun, soviétique ou non³⁹. En d'autres termes, l'organisation de la paix doit s'effectuer avec tous, peu importe le régime intérieur, et cette devise trouverait sa « fermeté » face aux ambitions de l'Allemagne et de l'Italie⁴⁰. Le régime intérieur d'un État se mesure donc en fonction de sa détermination à participer au « système de solidarité européenne ». Cependant, considérant la politique hitlérienne et mussolinienne, cette façon de voir les choses témoigne d'un certain aveuglement devant la situation internationale ou du moins tenter de concilier deux politiques, c'est-à-dire une entente avec l'URSS et l'Allemagne nazie, qui ne s'assimilent pas. Dans le cas de l'Union soviétique, celle-ci se classe, selon Leroux, comme un facteur de paix, puisque ses intérêts vont en ce sens⁴¹. Cela explique pourquoi l'intervention soviétique en Espagne est libre de toute critique : alors qu'elle vise à contrecarrer les fournitures des pays fascistes à Franco, les accusations, à son égard, ne seraient qu'hypocrisie⁴².

La « fermeté » dans cette marche pour le maintien de la paix ne se résumerait pas seulement au fait qu'elle s'applique à tous, mais aussi à la volonté des États attachés à cette dernière à la sauvegarder. Sur ce point, la démarche franco-britannique en ce qui a trait à l'interdiction sur l'envoi des volontaires en Espagne reflète dans *Le Populaire* la force du pacifisme. Rendre la non-intervention comme une « chose sérieuse », sauvegardant la paix européenne, viendrait d'une acceptation de tous de la démarche franco-britannique. Cependant, féliciter l'accord de l'URSS est une chose, mais la priorité reste l'entente avec l'Allemagne et l'Italie, c'est-à-dire « les régimes de dictature [...] précisément parce que ces régimes constituent un danger pour la paix, il faut tout faire pour les arracher, si possible, à leur dangereux délire, en essayant de les entraîner dans un système de solidarité européenne⁴³ ». Si l'initiative britannique

³⁹ André Leroux, « La situation militaire et l'avenir politique de l'Espagne » *Le Populaire*, 2 janvier, 1937, 3.

⁴⁰ *Id.* « Les forces d'organisation et les forces de dissolution en Europe » *Le Populaire*, 3 janvier, 1937, 3.

⁴¹ *Ibid.*, 3.

⁴² *Id.* « La réponse italo-allemande : Les textes et les faits » *Le Populaire*, 9 janvier, 1937, 3.

⁴³ *Id.* « Les forces d'organisation et les forces de dissolution en Europe », 3.

sur le contrôle des volontaires échoue, « [...] la non-intervention et le contrôle pourront être assurés si à Londres et à Paris on le veut fermement⁴⁴ ». Cela signifie qu'il y a une volonté de s'entendre avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, alors qu'elle représente ensemble un danger pour l'Europe, ce que Leroux semble effacer dans sa confiance sans faille en la politique anglo-française.

C'est donc la persuasion qui doit servir à ramener vers le « droit chemin » des États qui démontrent peu de volonté pour la paix. En fait, André Leroux en vient à cette réflexion par l'exclusion du facteur idéologique, que ce soit l'anticommunisme, le fascisme et même le national-socialisme, puisque pour lui l'axe Rome-Berlin serait avant tout antieuropéen⁴⁵. L'entente avec l'Allemagne et l'Italie ne devient non seulement souhaitable, mais possible : « Il n'y a pas ici de conflit entre la théorie et la pratique, entre l'idéologie et le "réalisme". C'est au nom d'un réalisme plus profond et plus prévoyant que la thèse de la "paix indivisible" s'impose et répond aux intérêts directs de la France⁴⁶ ». Sauf que ce « réalisme » ne répond pas à la paix indivisible, puisque l'entente avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste diviserait l'Europe. Leroux ne perçoit pas finalement le danger que représente l'Allemagne nazie sur l'Europe.

Malgré tout, la collaboration de l'Union soviétique reste indispensable et la sécurité collective ne peut s'appliquer qu'à une partie de l'Europe. Or, cette démarche doit s'accorder avec l'interprétation franco-britannique de la sécurité collective. En effet, vers la mi-mai, c'est toujours l'activité diplomatique de l'« axe Paris-Londres », décisive sur l'orientation de la politique européenne selon Leroux, qui engendre un recul du côté de l'axe Rome-Berlin⁴⁷. Bien que la bonne entente entre Paris, Londres et Moscou ne soit pas amoindrie, l'intérêt pour le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique ne se dégage pas des limites définies au moment de sa signature. En d'autres termes, il représente moins une base pour des accords militaires, que d'une preuve de la bonne volonté franco-soviétique envers l'Allemagne. Selon Leroux, le pacte n'est pas dirigé contre elle et doit donc être inclusif⁴⁸. Par contre, cette idée n'est pas recevable contrairement à ce que pense Leroux, car le pacte franco-soviétique est dirigé contre l'Allemagne

⁴⁴ André Leroux, « Les réponses françaises et soviétiques aux propositions de Londres sur la non-intervention », *Le Populaire*, 18 janvier, 1937, 3.

⁴⁵ *Id.* « Les forces d'organisation et les forces de dissolution en Europe », 3.

⁴⁶ *Id.* « Le Locarno n.2 et la sécurité collective » *Le Populaire*, 14 mars, 1937, 3.

⁴⁷ *Id.* « Activité diplomatique sur l'axe Paris-Londres » *Le Populaire*, 20 mai, 1937, 3.

⁴⁸ *Id.* « Activité diplomatique sur l'axe Paris-Londres », 3.

nazie dans le cadre de la paix indivisible et la sécurité collective comme envisagée par le gouvernement soviétique.

En somme, le pacifisme dans *Le Populaire* est toujours une donnée primordiale de son analyse de la situation européenne et de l'organisation de la paix, rappelant même son attachement à la SDN, alors qu'elle a perdu toute crédibilité. Cela va de soi. Inclure tous les États, peu importe le régime intérieur, reste la voie à suivre. L'entente avec l'Allemagne et l'Italie est souhaitable, voire possible, d'où le souci de l'effort concerté franco-anglo-soviétique que dicterait le révisionnisme de l'axe Rome-Berlin. Le but reste d'éviter les alliances, considérées comme un engrenage de la guerre, et de rejoindre la sécurité collective dont la finalité n'est autre qu'un accord « ferme » pour la paix, jusqu'au désarmement, si sévèrement bafoué⁴⁹, et auxquelles vient se greffer l'Union soviétique dont la volonté pacifique ne peuvent être remise en doute. Cette organisation de l'Europe, qui doit joindre les États-Unis, la France, l'Angleterre et l'URSS contre les prétextes idéologiques de l'Allemagne et de l'Italie, doit alors faire valoir le droit international⁵⁰. Bref, cette confiance en la persuasion comme politique de « fermeté » amène à ce fier à la simple volonté des États pour la paix. Or, c'est une politique qui est loin de la réalité, et il faut s'imaginer que la France serait bien mal en point si elle représentait la politique du gouvernement. Ceci est encore une fois bien le contraire de certains antifascistes comme le PCF qui considèrent le fascisme et surtout le national-socialisme comme des plans de guerre et l'ennemi numéro un.

L'Œuvre

Depuis les grèves de mai-juin 1936 et l'éclatement de la guerre civile espagnole, certains membres du parti radical développent un anticommunisme qui encourage l'hostilité du centre-droit envers le Front populaire. L'aile gauche, les radicaux-socialistes, ceux qui ont milité en sa faveur, maintiennent leur ligne de conduite. *L'Œuvre*, suivant cette tendance, cherche encore à combattre l'anticommunisme qui divise le parti radical.

⁴⁹ André Leroux, « M. Mussolini et le désarmement » *Le Populaire*, 27 mai, 1937, 3.

⁵⁰ *Id.* « Alerte sur l'Europe » *Le Populaire*, 2 juin, 1937, 3.

Sur la situation générale de l'Europe durant la première moitié de l'année 1937, incluant la guerre civile espagnole, la ligne éditoriale de *L'Œuvre* remet en question le facteur idéologique par le « pragmatisme ». Elle s'attaque alors à l'antibolchevisme de l'Allemagne qui lui servirait de prétexte pour des objectifs stratégiques et militaires⁵¹. En effet, les îles Baléares, un archipel en Méditerranée au large des côtes espagnoles et offrant une position stratégique, deviennent l'illustration des ambitions territoriales allemandes, la campagne anticommuniste n'ayant pour but, selon le quotidien, qu'à amadouer la droite française⁵². Les raisons de l'intervention allemande et italienne seraient davantage liées aux concessions que devront leur faire les nationalistes espagnols⁵³.

En fait, ce sont les objectifs de l'Allemagne qui révèlent le danger qui pèse sur l'Europe et non pas la lutte contre le communisme. Cela exclut l'Union soviétique d'une entente européenne⁵⁴. *L'Œuvre* pointe aussi du doigt l'Italie, puisqu'en s'attaquant dans les généralités aux démocraties occidentales, elle participe au clivage entre celles-ci et les États fascistes ou non démocratiques⁵⁵. La « notion d'Europe », sur laquelle se base le quotidien, doit inclure dans un concert européen l'URSS et réduire l'empreinte du fascisme et du communisme, soit tout aspect idéologique qui rejetterait qui que ce soit⁵⁶.

Éviter l'exclusion de l'URSS de tout accord européen en combattant l'anticommunisme ne signifie pas nécessairement de donner la priorité aux relations franco-soviétiques. Par exemple, lorsque *L'Œuvre* défend le pacte franco-soviétique en affirmant qu'il n'est pas influencé par l'idéologie communiste ou en évoquant la puissance de l'Armée rouge, cela s'explique seulement parce que la crainte d'une entente entre Moscou et Berlin, contre l'Occident et contre la France, persiste⁵⁷. Si un accord plus vaste est mis de l'avant pour assurer la paix, cette peur du rapprochement entre l'URSS et l'Allemagne trahit la volonté d'utiliser le pacte franco-soviétique dans le simple but d'empêcher que cette situation se réalise. Surtout, une certaine hypocrisie se dégage de cette évaluation, puisque la France et l'Angleterre maintiennent des

⁵¹ *L'Œuvre*, « Baléares » *L'Œuvre*, 7 janvier, 1937, 1.

⁵² *Ibid.*, 1.

⁵³ *Id.* « Mare Nostrum » », *L'Œuvre*, 15 mars, 1937, 1.

⁵⁴ *Id.* « Pas de "Pactaquadromanie" » *L'Œuvre*, 20 janvier, 1937, 1.

⁵⁵ *Ibid.*, 1.

⁵⁶ *Id.* « Pas de "Pactaquadromanie" » », 1.

⁵⁷ *Id.* « France-U.R.S.S. » *L'Œuvre*, 23 avril, 1937, 1.

relations et des négociations avec l'Allemagne. En somme, plaider pour l'URSS et le pacte n'a pas pour objectif de renforcer les relations franco-soviétiques.

Un parallèle est possible avec les propos du rédacteur en chef de *L'Œuvre*, Jean Piot. Celui-ci observe bien que l'origine des intentions de l'Allemagne se définit par le national-socialisme, soulignant l'exemple espagnol, et que l'isolement de l'URSS ne vise qu'à acquérir cet « espace vital à l'Est »⁵⁸. Il critique aussi les tentatives allemandes de dévaloriser le pacte franco-soviétique. En revanche, Piot tient fortement au fait que l'objectif de l'Europe, avec le contexte espagnol, consiste à faire la paix pour parvenir à une entente avec Moscou et Berlin⁵⁹. L'argument clé : le pacte franco-soviétique n'est pas une alliance, appréciant ce dernier dans ses limites très strictes qui persistent depuis sa signature.

Dans le cas du journaliste et intellectuel radical Albert Bayet, celui-ci affirme que la paix doit être conclue avec tous les États, peu importe leur régime, donc sans ingérence dans leurs affaires intérieures : « [r]ien ne serait, en effet, plus monstrueux qu'une guerre "idéologique" qui mettrait aux prises fascisme et démocratie, socialisme et conservatisme [...] »⁶⁰. Il est possible par contre de se poser la question à savoir si une telle politique serait possible avec Hitler et si, considérant sa propre politique, elle n'entraînerait pas la France à la ruine.

Cela signifie que la ligne éditoriale de *L'Œuvre*, et ceux qui la soutiennent d'une façon ou d'une autre voient l'aspect idéologique comme un facteur de guerre et tentent de la contrebalancer par une vision, selon elle, plus « réaliste » de la situation. Cependant, le résultat est plutôt une vague solution pacifiste où est évaluée la participation de l'URSS au même niveau que celle de l'Allemagne nazie, pourtant reconnu comme étant le danger. Or, ce dernier paraît tout de même sous-estimé, puisque cette « vague solution pacifiste » apparaît plutôt comme une politique irréaliste, puisque des arguments, qui visent à la fois la paix avec Hitler et d'affirmer que le pacte ne constitue pas une alliance, se révèlent incompatibles.

En contrepartie, certains s'opposent à cette vision et apportent plutôt un avertissement sur les conséquences de la politique française envers l'URSS. C'est le cas du journaliste Pierre qui se base sur l'opinion publique soviétique afin de bien faire comprendre la gravité des problèmes liés

⁵⁸ Jean Piot, « Moscou est en Europe et Burgos aussi » *L'Œuvre*, 2 février, 1937, 1.

⁵⁹ *Ibid.*, 4.

⁶⁰ Albert Bayet, « Paix avec tous les peuples quel que soit leur régime ! » *L'Œuvre*, 20 mai, 1937, 1.

aux relations franco-soviétiques. Pour ce faire, il utilise des articles écrits dans les *Izvestia*, journal russe à grand tirage fondé en 1917, dans lesquels le pacte franco-soviétique ou l'attitude de la France face à la guerre civile espagnole et le danger fasciste sont discutés. La principale critique que Pierre constate dans les *Izvestia* est le peu d'importance que portent la France et Delbos, au bien-fondé de la politique soviétique en Espagne⁶¹. De plus, cela s'ajoute à la déception face à la faible considération offerte au pacte franco-soviétique, au point d'ignorer l'URSS dans la lutte pour la paix⁶². En somme, Pierre dresse comme bilan que les désapprobations de l'opinion publique soviétique à l'égard de la politique française signifieraient une volonté de l'URSS à voir la France considérer les avantages qu'offre le pacte franco-soviétique. À cela s'ajoute l'espoir de voir la France prendre plus de place en Europe face aux dangers fascistes⁶³.

Puis, Tabouis travaille pour sa part à fournir un regard plus éclairé sur les milieux diplomatiques européens, essentiellement britanniques, français et genevois. En effet, elle observe les réactions de ces milieux face à un discours d'Hitler au Reichstag sur la politique allemande, prononcé en janvier 1937, où ce dernier en vient à diviser le monde en deux camps : communistes contre anticommunistes⁶⁴. Tabouis se rend compte du côté britannique que l'on perçoit le danger que représente l'exclusion de l'URSS, et ainsi son rôle indispensable. Du côté français, elle constate la gravité de la politique « antirusse » d'Hitler lorsqu'il affirme sa volonté de refuser tout traité dans lequel serait incluse l'Union soviétique, écartant l'Allemagne par là même de toute participation à un « règlement général européen⁶⁵ ». Tabouis reste discrète sur ses informateurs, voulant sûrement garder leur anonymat. Or, du côté britannique, elle semble faire allusion à Sir Robert Vansittart, sous-secrétaire permanent au *Foreign office* (1930-1937), opposant à la politique d'apaisement et favorable à l'assistance mutuelle avec la France et l'URSS. Hormis les démocraties occidentales, Tabouis formule aussi une conclusion qui inclut les réactions des milieux de la SDN pour exposer la prise de conscience sur « [...] la permanence

⁶¹ André Pierre, « Un refroidissement dans les relations franco-soviétiques ? » *L'Œuvre*, 7 mai, 1937, 3.

⁶² *Ibid.*, 3.

⁶³ *Ibid.*, 3.

⁶⁴ Geneviève Tabouis, « Hitler a parlé » *L'Œuvre*, 31 janvier, 1937, 1.

⁶⁵ *Ibid.*, 3.

des doctrines d'Hitler sur l'ensemble de l'organisation du monde sans montrer le moindre désir d'entente avec Paris et Londres⁶⁶ ».

Enfin, Tabouis fait le même constat sur la guerre civile espagnole. Elle estime que, en connivence avec les nationalistes par aversion à la gauche et au bolchevisme, Hitler cherche à rétablir l'« ordre normal » dans la mesure où celui-ci vise l'asservissement de l'Espagne en « colonie économique allemande⁶⁷ ». Ceci laisserait peu de place aux négociations au Comité de Londres⁶⁸. Donc, face à l'antisoviétisme d'Hitler et le peu d'intérêt qu'il porte à un accord avec la France et la Grande-Bretagne, les milieux diplomatiques français et britanniques, par refus d'exclure l'URSS, seraient plus prompts, selon Tabouis, à questionner la possibilité d'une entente avec l'Allemagne.

En résumé, les différentes analyses de la situation internationale ci-dessus offrent un panorama d'interprétations qui rend compte de la division des opinions au sein de *L'Œuvre*. Si certains défendent la politique gouvernementale, voire un pacifisme qui fait fi du danger que représente réellement l'Allemagne nazie et qui pourrait de ce fait menacer la France, des journalistes plus, critiques comme Pierre et Tabouis, sont les seuls à remettre en question la politique de non-intervention et à tenter de faire valoir le point de vue soviétique. Surtout, dans le cas de Tabouis, celle-ci chercherait peut-être à renseigner indirectement le gouvernement soviétique sur les évolutions de politiques intérieures et extérieures de la France⁶⁹. Force est de constater, en ce qui a trait à l'Union soviétique, que ces analyses visent à souligner l'importance de l'URSS en tant qu'allié de la France, face au danger que représenterait son exclusion tant voulue par l'Allemagne.

*

Somme toute, les différences entre les propos soutenus dans les trois quotidiens peuvent paraître moins « explosives » qu'en 1936. Or, la conjoncture du début de l'année 1937 apporte aussi des questionnements et des inquiétudes supplémentaires qui pourraient réorienter les débats

⁶⁶ Tabouis, « Hitler a parlé », 3.

⁶⁷ *Ibid.*, 3.

⁶⁸ *Ibid.*, 3.

⁶⁹ Maréchal, *Les dernières nouvelles de demain*, 108-110.

qui déchirent les membres du Front populaire vers leur propre analyse des conséquences de la guerre civile espagnole. D'une part, les propos plus pacifistes tenus dans *Le Populaire* par Leroux-Tasca, le porte-parole du point de vue de la politique étrangère, présente l'Allemagne comme un danger, mais il cherche surtout à défendre, voire probablement justifier la politique du gouvernement de Front populaire. D'autres positions défendues dans *L'Œuvre* semblent aussi se rapprocher de cette conclusion. Dans tous les cas, ces positions apparaissent plutôt comme irréalistes, surtout tenant compte de l'attitude de l'Allemagne nazie à l'égard du conflit espagnol et la menace que cela représente pour la France.

D'autre part, les antifascistes, essentiellement le PCF et surtout Péri, ainsi que d'autres antinazis comme Geneviève Tabouis, à leur façon, tiennent une analyse similaire de la politique de non-intervention. Le refus d'exclure l'Union soviétique de la politique européenne revient en fin de compte à vouloir s'engager, voire à s'allier avec elle et s'oppose à la volonté d'Hitler de saisir l'opportunité que lui offre la guerre civile espagnole afin d'imposer ses exigences. L'objectif consiste non seulement à exposer la menace commune sur la France et l'URSS, mais aussi montrer le danger que représente une entente avec l'Allemagne. La façon de procéder revient à présenter les avantages qu'offrent les relations avec l'Union soviétique face à l'ennemi numéro un. Bref, dans tous les cas, les conséquences de la guerre d'Espagne s'élargissent pour ensuite se lier aux problèmes qui surviennent ailleurs en Europe, cette fois-ci plus particulièrement par rapport à la situation des États d'Europe centrale et orientale.

Les dommages collatéraux de la guerre civile espagnole

L'évidence d'une internationalisation de la guerre civile espagnole est désormais indéniable. Sa concrétisation vient, comme mentionnée précédemment, de l'intervention étrangère, la création du Comité de Londres et l'évolution qu'a pu apporter le conflit à l'analyse de la situation européenne. À ce sujet, l'influence de la guerre d'Espagne sur la politique européenne se développe au fur et à mesure que d'autres événements font surface ailleurs en Europe. La conjoncture de l'Europe centrale et orientale, et plus particulièrement la

Tchécoslovaquie, en est un exemple. Bien que cela puisse paraître surprenant, force est de constater que l'impact du conflit espagnol sur ces régions de l'Europe est lourd de sens.

L'est de l'Europe est, comme indiqué dans *Mein Kampf*, une des principales convoitises d'Hitler, ce qu'il n'a évidemment pas caché dans *Mein Kampf*. Le *Drang nach Osten*, dont les objectifs primordiaux sont entre autres la Bohême et l'*Anschluss*, devait être la mise en forme de la lutte raciale contre le slavisme⁷⁰. De plus, la guerre civile espagnole offre l'occasion à Hitler de détourner l'attention de sa stratégie en Europe centrale⁷¹. Celle-ci consiste à supplanter l'influence française dans la région au profit de la propagande nazie, essentiellement antibolchevique, et par une implantation économique accrue en pourvoyant la Roumanie et la Yougoslavie, par exemple, en armement contre des matières premières.

Depuis quelque temps, les relations entre la France et les États membres de la Petite Entente rencontrent des difficultés. Déjà, avant même la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, les États alliés à la France, selon le diplomate grec Nicolas Politis, s'inquiètent qu'un tel événement amenuise les possibilités de l'armée française à leur porter secours en cas d'agression de l'Allemagne⁷². Par conséquent, un changement dans la politique étrangère de la Petite Entente et de l'Entente balkanique, voire un renversement des alliances, serait une possibilité devant la menace d'une agression allemande⁷³. Or, depuis la remilitarisation de la Rhénanie, ces États ont justement développé une méfiance vis-à-vis des capacités de la France à leur apporter un soutien, considérant que celle-ci ne semble être en mesure de défendre ses propres frontières : la vulnérabilité sur un point précis d'une communauté d'État n'entraîne pas une solidarité générale⁷⁴.

Ces manquements de la France ont une incidence sur les discussions à propos de la sécurité collective. En effet, Paul-Boncour, ancien ministre et président du Conseil, avait déjà proposé en octobre 1933 d'ouvrir l'assistance mutuelle de la France à l'URSS et aux États

⁷⁰ Peter Jackson. *France and the Nazi Menace: Intelligence and Policy Making, 1933-1939* (Oxford ; New York : Oxford University Press, 2000), 209.

⁷¹ Beevor, *La Guerre d'Espagne*, 257.

⁷² *DDF*, 2, I, no. 270, Laroche à Flandin, 2 mars 1936.

⁷³ *DDF*, 2, I, no. 270, Laroche à Flandin, 2 mars 1936.

⁷⁴ Nicole Jordan. *The Popular Front and Central Europe: the Dilemmas of French Impotence, 1918-1940* (Cambridge [England] ; New York : Cambridge University Press, 1992), 92.

membres de la Petite Entente, conjointement avec les alliances polonaise et tchécoslovaque⁷⁵. Avec l'éclatement de la guerre civile espagnole, et la politique de non-intervention qui s'ensuivit, le danger sur ces États ne fait que grandir.

C'est le cas de la Tchécoslovaquie, dont la sécurité n'est de prime abord pas directement liée aux événements d'Espagne, mais indirectement si les relations franco-soviétiques continuent à se détériorer sur la question⁷⁶. En fait, la Tchécoslovaquie est primordiale pour une intervention militaire soviétique contre l'Allemagne. Sans oublier que l'alliance tchéco-soviétique est liée au pacte franco-tchécoslovaque, puisque c'est l'application de ce dernier par la France qui permet au premier de se mettre en branle. Même le cas de la Roumanie y ressemble. Titulescu, ministre roumain des Affaires étrangères, avait soutenu le rapprochement franco-soviétique avant sa résignation. En mai 1936, il avait envoyé un avertissement à Paris pour que la France redresse son prestige en Europe centrale à partir d'une action concrète⁷⁷. La Roumanie et la Tchécoslovaquie dépendaient de la France pour leur sécurité et l'application de la sécurité collective, mais la France dépendait de la Grande Bretagne qui elle refuse d'appliquer cette politique. Bref, sans la Grande-Bretagne, rien ne pouvait fonctionner. En ce qui concerne la Yougoslavie, elle signe un pacte avec l'Italie en mars 1937, laissant croire son désir grandissant de s'entendre avec les États fascistes. Surtout, cela signifie que l'accord entre les États membres de la Petite Entente devient de plus en plus difficile, faisant craindre le pire : l'isolement de la Tchécoslovaquie dans la région.

Au même moment, les conversations d'État-major franco-soviétiques, sujet abordé par Blum et Pierre Cot à l'automne 1936, ont pour but d'offrir plus de force au pacte d'assistance mutuelle. Le président du Conseil considère que les pays de la Petite Entente ne peuvent à eux seuls faire contrepoids à l'Allemagne⁷⁸. Blum doit cependant faire face à l'opposition de Daladier et Maurice Gamelin, chef d'État-major. Justement, Blum soupçonne que ces derniers tenteraient de saboter les négociations en cours⁷⁹. Effectivement, Daladier et Gamelin font pleuvoir des

⁷⁵ Paul-Boncour, *Entre deux guerres*, 361.

⁷⁶ Michael J. Carley, « "Only the USSR Has... Clean Hands" : The Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 (Part 1) », *Diplomacy & Statecraft* 21, 2 (2010) : 215. <http://dx.doi.org/10.1080/09592296.2010.482468>.

⁷⁷ Jordan, *Popular Front and Central Europe*, 188.

⁷⁸ Buffotot. *Le socialisme français et la guerre*, 148-149.

⁷⁹ Carley, « A Soviet Eye on France », 323.

arguments techniques afin de prouver l'incapacité de l'Armée rouge à entreprendre des opérations militaires de grande envergure en Europe.

Suite à l'enlèvement des pourparlers en 1936, les échanges entre État-major français et soviétique à Paris reprennent entre janvier et mars 1937. Cependant, le résultat est le même qu'en 1936. L'utilité du pacte franco-soviétique ne devient qu'un outil pour éviter une rupture avec Moscou par peur que l'URSS s'engage dans un rapprochement avec Berlin⁸⁰. De plus, Daladier n'estime pas la participation de l'Union soviétique dans un conflit européen au-delà de la fourniture d'armes et de matériel pour les alliés de la France en Europe de l'Est⁸¹. Pour sa part, Delbos ne cherche pas à renforcer les alliances à l'Est. Il souhaite limiter les engagements de la France dans cette région de l'Europe⁸². Ses craintes, soutenues par plusieurs membres du gouvernement de Front populaire, expriment bien son scepticisme vis-à-vis des relations entre la Petite Entente et l'Union soviétique.

Dans l'état actuel de l'Europe, et alors que les affaires d'Espagne ont singulièrement renforcé à travers le monde les courants d'opinions hostiles aux Soviétiques, ce serait une erreur d'ordre à la fois politique et psychologique que de conclure un traité reproduisant presque littéralement le texte du pacte franco-soviétique et du pacte tchéco-soviétique. Une fraction importante de l'opinion internationale ne manquerait pas, en effet, d'interpréter le nouvel accord comme un moyen détourné de constituer un groupement allant de Moscou à Paris en passant par Bucarest, Belgrade et Prague. On fournirait ainsi à l'Allemagne l'occasion de dénoncer à nouveau son prétendu encerclement, et cela dans des conditions propres à troubler l'opinion anglo-saxonne dont le concours nous est nécessaire [...] ⁸³

Malgré les considérations stratégiques, les arrière-pensées politiques pèsent de tout leur poids sur le processus de décision. Cela rappelle les perceptions du conflit espagnol par le haut commandement et le gouvernement français qui se basaient sur la méfiance idéologique pour le premier et les craintes concernant la politique intérieure pour le second. Si l'on ajoute à cela l'absolue nécessité de l'accord franco-britannique, cette situation expose la part de responsabilité des généraux français, et d'homme politique comme Daladier, dans l'échec du rapprochement franco-soviétique⁸⁴.

⁸⁰ Dreifort, « The Franco-Soviet Pact », 223.

⁸¹ Jackson, *France and the Nazi Menace*, 237.

⁸² Robert J. Young. *France and the Origins of the Second World War* (New York : St. Martin's Press, 1996), 27.

⁸³ *DDF*, 2, IV, no 281, Delbos à De Lacroix, 11 janvier 1937.

⁸⁴ *DDF*, 2, V, no. 480, Note de l'État-Major de l'Armée : Réflexions sur les conséquences possibles d'un contact militaire franco-soviétique, mai 1937. Aussi dans Du Réau, *Édouard Daladier*, 202.

L'insistance de Cot pour le maintien de ces négociations s'explique justement par son opposition à ces raisons politiques masquées sous des prétextes militaires⁸⁵. En complémentarité, sa résistance à l'expansion du fascisme en Europe, symbolisée par la guerre civile espagnole, accroît sa volonté de voir aboutir les négociations franco-soviétiques⁸⁶. Sa stratégie s'oriente davantage vers un rapprochement avec les États de la Petite Entente. En désaccord avec le haut commandement français, il encourage les discussions entre la Tchécoslovaquie, l'URSS, la Roumanie et la Yougoslavie afin de compenser la faiblesse de l'aviation française. Il cherche donc à renforcer le système de défense de la France⁸⁷. Dans ses mémoires, il affirme que

[c] » était surtout dans le domaine aéronautique que l'appui russe était nécessaire à la sécurité française. En 1936-1937, l'aviation militaire soviétique était la plus forte du monde : elle était capable de mettre en ligne plus d'avions et d'équipages que l'armée allemande. La guerre d'Espagne démontra que ces avions et ces équipages se comparaient favorablement à ceux de l'Allemagne⁸⁸.

La vision de Cot sur la politique étrangère illustre son intérêt pour la coopération franco-soviétique. Selon lui, elle est nécessaire pour permettre à la France d'honorer ses traités avec les États de la Petite Entente. Le danger de l'Allemagne qui pèse sur ces derniers, depuis la remilitarisation de la Rhénanie, impose au moins, selon Cot, une collaboration industrielle entre la France et l'URSS⁸⁹. À ce sujet, pour avoir livré les plans d'un canon de 23 mm à l'Union soviétique, il fut à plusieurs reprises critiqué pour sa « soviétophilie » et il est même considéré comme un « agent de Moscou⁹⁰ ». Cependant, les tentatives de Cot sont un échec. Seule l'Union soviétique semble montrer un intérêt à une coopération militaire et technique franco-soviétique. De plus, Gamelin et Daladier refusent en novembre 1936 de poursuivre les négociations dans le domaine de l'aviation.

En 1937, la sécurité collective reste donc précaire et se retrouve dans une impasse. Le gouvernement soviétique tient énormément à la concrétisation d'accords militaires franco-soviétiques. Surtout, les conséquences du retard dans les négociations avec la France le préoccupent. D'une part, la guerre civile espagnole, exposant la faiblesse anglo-française, encourage le rapprochement entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste avec la création de l'axe

⁸⁵ Cot, *Le procès de la République*, 351.

⁸⁶ Sabine Jansen. *Pierre Cot : un antifasciste radical* (Paris : Fayard, 2002), 316.

⁸⁷ *Ibid.*, 307.

⁸⁸ Cot, *Le procès de la République*, 338-339.

⁸⁹ *DDF*, 2, III, no. 67, Procès-verbal de la séance du 29 juillet du Comité permanent de la Défense Nationale, 1936.

⁹⁰ Jansen, *Pierre Cot*, 297.

Rome-Berlin le 24 octobre 1936. Cela rend plus difficile l'endiguement de l'Allemagne. D'autre part, devant l'absence de frontière commune de l'URSS avec l'Allemagne, les discussions d'État-major devaient régler les problèmes techniques d'une coopération militaire franco-soviétique⁹¹. Si le passage de l'Armée rouge vers la Tchécoslovaquie à travers la Pologne et la Roumanie se révèle impossible, l'assistance de l'URSS à la France serait alors fortement limitée⁹².

L'Humanité

Sur la même lancée que ses critiques sur la politique de non-intervention, Péri s'assure de ne pas présenter uniquement la situation européenne dans sa généralité, mais d'aborder un aspect précis comme exemple des dommages collatéraux que peut engendrer la politique franco-britannique de non-intervention. De ce fait, il étudie l'impact qu'elle peut avoir en Europe centrale, et plus particulièrement sur la Tchécoslovaquie.

À ce sujet, Péri soutient toujours l'idée que permettre l'agression allemande contre l'Espagne ne ferait qu'accorder à l'Allemagne la possibilité de menacer l'Europe centrale⁹³. Justement, l'objectif d'un tel propos est d'exposer le danger que représente une entente avec l'Allemagne, qui reviendrait à sous-estimer la menace nazie. La peur d'indisposer les États fascistes ou de leurs prétextes, dont l'antibolchevisme reste le principal, signifierait que le problème espagnol et la politique de non-intervention illustrent la défaillance de l'organisation pour la paix⁹⁴. Les conséquences, qui seraient désastreuses pour la France et l'Europe, se retrouvent alors dans la ligne de mire du journaliste de *L'Humanité*.

Pour commencer, soutenir la non-intervention en Espagne reviendrait, encore une fois, à ne rien faire devant les « coups de force » des États fascistes. Pour prouver son point, Péri réutilise l'énumération des échecs de la France. Que ce soit l'influence grandissante de l'Allemagne dans les Balkans, la démission de Titulescu du gouvernement roumain (en août 1936) ou l'envoi de soldats allemands en Espagne, le but est de rendre compte de la complexité

⁹¹ Jansen, *Pierre Cot*, 216.

⁹² *DDF*, 2, IV, no. 457, Notes d'audience de la présidence du conseil : Entretien avec M. Potemkine, ambassadeur de l'U.R.S.S. en France, 17 février 1937.

⁹³ Gabriel Péri, « Et maintenant l'action pour la paix ! » *L'Humanité*, 2 février, 1937, 3.

⁹⁴ *Ibid.*, 3.

accrue à organiser la sécurité française⁹⁵. Ici, Péri cherche à faire comprendre que les difficultés vécues par la Tchécoslovaquie et l'Europe centrale ne sont pas détachées des problèmes ailleurs en Europe, puisqu'un lien de causalité les unit. L'Europe centrale apparaît comme un exemple qui concrétise cette pensée.

Dans tous les cas, il semble bien que le problème tchécoslovaque doive très bientôt occuper l'avant-scène en même temps que le problème espagnol. Les deux affaires, d'ailleurs, nous l'avons démontré souvent, sont intimement liées l'une à l'autre. La France a sacrifié en Espagne des intérêts essentiels, des intérêts qui concernent à la fois la sécurité française et la paix européenne⁹⁶.

C'est à ce moment que l'URSS entre en ligne de compte. Péri présente le renforcement du pacte franco-soviétique comme étant une solution viable face à la volonté d'une entente avec l'Allemagne. En effet, l'amitié franco-britannique se révèle pour lui insuffisante pour la sécurité de la France. Péri estime que s'est en traitant le pacte franco-soviétique en « parent pauvre » et « [...] en jugeant malséant de faire allusion à la démocratie soviétique, que la sécurité collective a enregistré[e] tant d'échecs⁹⁷ ». La France doit plutôt agir contre la tentative d'empêcher la concrétisation d'un accord entre l'Union soviétique et les États membres de la Petite Entente⁹⁸. Or, en l'absence d'une telle politique, l'intérêt de la Petite Entente pour la France diminuerait.

Dans le même ordre d'idées, la peur d'indisposer les États fascistes dans les affaires espagnoles affaiblit la position de la France, ce qui met en danger, selon Péri, les relations avec la Petite Entente : « Le gouvernement français doit savoir [...] que l'opinion publique des pays de la Petite-Entente est avec lui. Nous voulons dire avec la France du Front populaire, avec la France qui veut la paix par la sécurité collective, avec la France qui ne veut pas que l'Espagne soit livrée au fascisme international⁹⁹ ». Donc, Péri développe une inquiétude devant la possibilité d'une dislocation de la Petite Entente au profit d'un accord avec l'Allemagne et de l'Italie due au manquement de la diplomatie française face à l'accroissement de l'influence fasciste en Europe

⁹⁵ Péri, « Et maintenant l'action pour la paix ! », 3.

⁹⁶ *Id.* « Que prépare Hitler en Tchécoslovaquie ? » *L'Humanité*, 22 février, 1937, 3.

⁹⁷ *Id.* « La France et les relations germano-soviétiques » *L'Humanité*, 11 avril, 1937, 3.

⁹⁸ *Id.* « Sauvera-t-on la Petite-Entente ? » *L'Humanité*, 7 avril, 1937, 3.

⁹⁹ *Ibid.*, 3.

centrale¹⁰⁰. Pour lui, le renforcement du pacte franco-soviétique aurait justement pu empêcher son écartèlement¹⁰¹.

Ceci amène à considérer que même si, pour amadouer Hitler, certains cherchent à le rassasier, l'appétit vient en mangeant. L'indivisibilité de la paix représente de ce fait le contraire, puisque, selon Péri, « [...] renoncer à établir un lien étroit entre la paix à l'ouest et la paix à l'est, c'est accepter que la France se lie les mains en face d'une Allemagne qui ne trouverait plus aucun obstacle au sud-est de l'Europe¹⁰² ». L'exclusion de l'URSS de la politique européenne, qui mettrait à mal le pacte franco-soviétique et la sécurité collective, aurait aussi pour risque d'éloigner les États membres de la Petite Entente de la France. En d'autres termes, le manque d'action de la France participe à la dégradation des relations avec ses alliés¹⁰³.

Enfin, Péri souhaite, à travers son analyse, exposer la dangerosité des conséquences pour la sécurité française. Effectivement, à partir de l'exemple espagnol, il craint que le système d'amitié de la France, avec la Petite Entente et l'URSS, ne se brise. Par conséquent, elle se retrouverait isolée, voyant sa marge de manœuvre réduite, laissant une liberté d'action à l'Allemagne et à l'Italie¹⁰⁴. Cependant, au-delà du contexte français, Péri cherche à faire comprendre qu'une telle situation sous-entend que la sécurité de la France est aussi liée la sécurité de l'Europe. Justement, devant l'immobilité de la France, l'Allemagne « [...] se lancerait sur la Tchécoslovaquie ou sur toute autre nation que, pour les besoins de la cause, on qualifierait "nation porte-bacilles" ou nation bolchevisante. L'incendie ne nous épargnerait pas et il s'allumerait plus vite¹⁰⁵ ».

Finalement, Péri, même dans la question plus spécifique des alliés de la France en Europe de l'Est, maintient les mêmes constats que pour la situation générale européenne. Cette fois-ci, cela inclut davantage une visibilité accrue du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique, mais surtout une promotion de la politique étrangère soviétique, que ce soit le rapprochement franco-soviétique, la sécurité collective et la paix indivisible. Cela est encore plus vrai lorsque Péri élabore un lien de causalité entre les événements en Espagne et ceux en Europe centrale, et plus

¹⁰⁰ Gabriel Péri, « Le président Benès à Belgrade » *L'Humanité*, 6 avril, 1937, 3.

¹⁰¹ *Id.* « La France et les relations germano-soviétiques », 3.

¹⁰² *Id.* « La France et l'URSS restent fidèles à la paix indivisible » *L'Humanité*, 19 mai, 1937, 3.

¹⁰³ *Id.* « M. Delbos expose la politique extérieure de la France » *L'Humanité*, 19 avril, 1937, 3.

¹⁰⁴ *Id.* « Et maintenant l'action pour la paix ! », 3.

¹⁰⁵ *Ibid.*, 3.

précisément en Tchécoslovaquie : les dommages collatéraux du conflit espagnol touchent aussi et surtout la sécurité de la France. Même que celle-ci est liée aux relations avec l'Union soviétique et la Petite Entente. Bref, la guerre civile espagnole aurait mis en évidence le fait que l'URSS est une alternative viable pour la France afin de se sortir de sa torpeur et d'agir contre la menace nazie, c'est-à-dire contre l'ennemi commun, donnant raison à Péri dans son analyse.

Le Populaire

Contrairement à *L'Humanité*, *Le Populaire* n'établit pas un lien de causalité entre les différents événements qui surviennent en Europe. En fait, le quotidien, à travers le journaliste Leroux-Tasca, applique plutôt un calque de son analyse de la situation espagnole sur la situation en Europe centrale, et plus précisément la Tchécoslovaquie. La question de l'Union soviétique s'immisce justement dans ce contexte.

En premier lieu, l'aspect idéologique est toujours diminué. En effet, Leroux soutient que l'antibolchevisme de l'Allemagne, dirigé contre la Tchécoslovaquie, n'expose que l'endroit où Hitler portera son prochain coup, rappelant le prélude de l'intervention allemande en Espagne. C'est même avec ironie que Leroux cherche à dénoncer le prétexte d'une « subordination de Prague à Moscou » avec la métaphore « Hannibal est aux portes...¹⁰⁶ »

En deuxième lieu, Leroux explique que l'équilibre européen ne peut être rétabli sans la participation allemande, italienne et soviétique¹⁰⁷. Cela rappelle l'idée que tous doivent s'entendre pour la paix, peu importe le régime intérieur, rejetant de ce fait le facteur idéologique que ce soit le communisme, le fascisme ou le national-socialisme. Encore une fois, Leroux semble s'éloigner de la réalité. Si la participation de l'URSS s'évalue au même niveau que celle de l'Allemagne, la différence reste toujours la « volonté pacifiste » de la première. Par exemple, Leroux soutient la politique étrangère de la Tchécoslovaquie puisqu'elle s'oriente sur le maintien de son alliance avec l'URSS qu'il juge purement défensive¹⁰⁸. Or, cette conception est loin de la

¹⁰⁶ André Leroux, « L'«indignation» dirigée de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie » *Le Populaire*, 17 janvier, 1937, 3.

¹⁰⁷ *Id.* « Les entretiens de Venise et les problèmes danubiens » *Le Populaire*, 25 avril, 1937, 3.

¹⁰⁸ *Id.* « La politique extérieure de la Tchécoslovaquie » *Le Populaire*, 22 mai, 1937, 3.

politique de sécurité collective menée par le gouvernement soviétique, puisque l'entente avec l'Allemagne est toujours souhaitable.

En troisième lieu, c'est en grande partie à cause de la crainte d'un renforcement de l'axe Rome-Berlin que l'on exprime la nécessité de la participation de l'URSS dans la collaboration européenne. Ceci dit, plusieurs événements ou objectifs incitent à la communauté de point de vue italo-allemande. L'Espagne et la situation de l'Europe centrale, et principalement la Tchécoslovaquie, en font partie.

Si l'Allemagne et l'Italie « continuent à faire » pour la collaboration européenne les mêmes « efforts » qu'elles ont fait[s] jusqu'à présent, on sait à quoi s'en tenir. Si la collaboration doit être cherchée [...], « aussi avec les autres puissances », il est entendu que l'Allemagne et l'Italie cesseront de s'opposer à un rapprochement entre l'Autriche et les pays de la Petite Entente, qu'elles ne chercheront plus l'isolement et l'encerclement de la Tchécoslovaquie, et qu'elles reconnaîtront publiquement et pratiquement que l'U.R.S.S. doit participer à tout système d'organisation européenne et qu'elle a le droit à la même sécurité que n'importe quel autre pays. Mais rien pour l'instant ne prouve qu'il y ait une évolution quelconque dans ce sens chez les gouvernements fascistes¹⁰⁹.

À cela, Leroux ajoute que cette conception italo-allemande de la collaboration européenne « [...] se réduirait en fait en pacte “bilatéral” entre le bloc Angleterre-France et le bloc Allemagne-Italie¹¹⁰ ». Cette affirmation se révèle significative. Effectivement, la caractéristique principale de la politique de l'axe Rome-Berlin, comme mentionné précédemment, vient de sa communauté de point de vue. Or, ceci renforce aussi la croyance selon laquelle une alliance italo-allemande serait possible¹¹¹. Cette pensée s'illustre justement dans l'interprétation de la politique menée par l'Allemagne et l'Italie, c'est-à-dire la formation de blocs antagonistes. C'est en fait la même confrontation de blocs européens opposés qui amplifiait, au lendemain du déclenchement du conflit espagnol, le danger de guerre au sein du quotidien *Le Populaire*.

Dans le même ordre d'idées, si Leroux accorde le droit à l'URSS à participer à tout système d'organisation européenne et à garantir sa sécurité, ce n'est pas seulement parce qu'elle partage les mêmes préoccupations que la France et la Grande-Bretagne. L'Union soviétique est aussi considérée comme étant essentielle dans la défense de l'Est européen¹¹². La raison réside dans la croyance que les « forces d'“explosion” italo-allemandes » désignent de plus en plus un

¹⁰⁹ André Leroux, « Les problèmes du jour : l'alliance italo-allemande » *Le Populaire*, 9 mai, 1937, 3.

¹¹⁰ *Id.* « Les problèmes du jour : Le baron Von Neurath et l'axe Rome-Berlin » *Le Populaire*, 5 mai, 1937, 3.

¹¹¹ *Ibid.*, 3.

¹¹² *Id.* « Les problèmes du jour : La Conférence Impériale de Londres » *Le Populaire*, 23 mai, 1937, 3.

danger de guerre, plus leurs politiques semblent s'aligner. Encore une fois, le conflit espagnol en serait la principale cause.

En somme, les liens entre l'analyse de la situation espagnole et celle de la Tchécoslovaquie en disent beaucoup sur la place qui est offerte à l'Union soviétique dans *Le Populaire*. Le rejet de tout aspect idéologique diminue l'importance du nazisme sur le danger qui pèse sur l'Europe centrale, puisqu'une « solution générale pour la paix » revient comme le moyen à appliquer pour maintenir l'équilibre européen, et en dehors de laquelle la participation de l'URSS ne semble pas considérée. Cela indique que l'assistance mutuelle franco-soviétique n'est même pas considérée comme une solution. Au contraire, dans *Le Populaire*, la situation de la Tchécoslovaquie, participant comme la guerre civile espagnole à matérialiser la politique commune de l'axe Rome-Berlin, augmente la peur de la conflagration européenne du conflit. Cependant, aucune application concrète de la sécurité collective ne semble se manifester dans *Le Populaire*, ou du moins chez André Leroux, ce qui signifie finalement que la politique qu'il propose n'est aucunement réaliste par rapport à la situation européenne.

L'Œuvre

De son côté, Tabouis persiste à prémunir la France contre le danger que représente l'Allemagne et l'Italie. Plus encore, elle signale les conséquences de sa politique sur ses alliés est-européen. En d'autres termes, la Tchécoslovaquie serait la victime du détournement de la diplomatie française à son égard, causé par la guerre civile espagnole. De ce fait, Tabouis rend compte de l'état de la situation espagnole et tchécoslovaque dans le but de faire comprendre la réalité, selon elle, de la conjoncture européenne.

D'emblée, la journaliste révèle dans son analyse les véritables objectifs de l'axe Rome-Berlin en Espagne : provoquer les mêmes événements en Tchécoslovaquie¹¹³. En effet, la politique italo-allemande s'apparente à une sorte de bluff, masqué derrière l'anticommunisme et les attaques contre le pacte franco-soviétique de l'Allemagne. Le but consiste à prolonger le conflit espagnol pour détourner l'attention de la France et de la Grande-Bretagne. Cela sous-

¹¹³ Geneviève Tabouis, « Le Führer veut conquérir dans l'aventure espagnole des gages pour l'ensemble des règlements européens » *L'Œuvre*, 1^{er} janvier, 1937, 3.

entend que l'Allemagne et l'Italie n'ont aucune volonté à voir aboutir les négociations au Comité de Londres. En fait, Tabouis révèle que l'Allemagne chercherait à

[...] tirer de la guerre d'Espagne toutes espèces d'avantages économiques, stratégiques, coloniaux, et d'essayer de provoquer, vers le printemps, une guerre civile en Tchécoslovaquie pour avoir raison, s'il était possible, du gouvernement actuel et lui substituer un successeur avec lequel une Anschluss serait immédiate¹¹⁴.

Devant la gravité de la situation, la journaliste conçoit que la seule solution est une entente entre la France, la Grande-Bretagne et l'URSS, en soulignant la force militaire soviétique¹¹⁵.

Les réelles intentions de l'Allemagne et de l'Italie n'en restent pas là. Pour Tabouis, elles tentent aussi de séparer la France de l'Angleterre pour mieux l'isoler. L'objectif serait d'amadouer cette dernière en rejetant la faute sur la collaboration entre Paris et Moscou par rapport aux difficultés que rencontre l'application de sa politique au Comité de Londres¹¹⁶. Ceci est intéressant, puisque Tabouis établit que la stratégie utilisée en Europe centrale est la même, c'est-à-dire d'isoler la France, exclure l'URSS et plaire l'Angleterre. Cela pourrait avoir un lien avec l'aversion de l'Allemagne pour le pacte franco-soviétique, la journaliste affirmant qu'elle est en corrélation avec la politique allemande en Tchécoslovaquie¹¹⁷.

Enfin, Tabouis insiste sur les manquements de la diplomatie française qui, selon elle, sont à l'origine de la perte d'intérêt des États balkaniques pour la France, par exemple. Fait important, la Yougoslavie a signé un pacte avec l'Italie, apportant la crainte d'une division de la Petite Entente avec qui la France cherche encore à achever des pactes d'assistances mutuelles. Tabouis évoque la remilitarisation de la Rhénanie comme l'élément déclencheur dans la remise en question des capacités de la France à se défendre elle-même, mais elle accuse surtout l'absence d'un rapprochement décisif avec Moscou¹¹⁸. Quel rapport avec la guerre civile espagnole ? Considérant le lien établi par Tabouis entre le conflit espagnol et la Tchécoslovaquie, les attaques contre le pacte franco-soviétique, au moment même où les discussions à son sujet tombent dans l'oubli, participent à exposer la faiblesse de la France. En l'absence d'une politique commune

¹¹⁴ Tabouis, « Le Führer veut conquérir », 3.

¹¹⁵ *Ibid.*, 3.

¹¹⁶ *Id.* « À nouveau, la guerre fait rage sur le front de Madrid » *L'Œuvre*, 18 janvier, 1937, 3.

¹¹⁷ *Id.* « M. Von Ribbentrop va parler à Lord Halifax du pacte franco-soviétique... » *L'Œuvre*, 11 février, 1937, 3.

¹¹⁸ *Id.* « Les véritables résultats du voyage de M. Bénès en Yougoslavie » *L'Œuvre*, 7 avril, 1937, 3.

franco-soviétique dans les Balkans, par exemple, la France peine, selon Tabouis, à inspirer confiance à ses alliés balkaniques pour que ceux-ci s'opposent à l'Allemagne¹¹⁹.

Bref, Tabouis avertit les gouvernements français et anglais de ne pas se laisser aveugler par la guerre en Espagne, dont l'Allemagne et l'Italie se servent pour appliquer la même stratégie en Tchécoslovaquie. Tout cela est aussi au détriment des relations entre la France et les Balkans, dont une politique commune avec l'URSS aurait pu être la solution. En fin de compte, comme dans *L'Humanité*, Tabouis, à sa façon, élabore un lien de causalité entre le conflit espagnol et les événements en Europe centrale. Le rapprochement franco-soviétique se retrouve comme la pierre angulaire de la méthode suggérée au gouvernement français dans le but de faire face au danger que représente l'Allemagne. Ce sont justement ses mauvaises intentions qui amènent Tabouis à vouloir tirer la sonnette d'alarme au sein de l'opinion publique. Selon elle, la réalité de l'axe Rome-Berlin se cache derrière l'anticommunisme et les attaques contre le pacte franco-soviétique. Bref, elle cherche à défendre la politique commune franco-soviétique dont les manquements ont pour conséquence la perte des alliés de la France.

*

Pour conclure, la première moitié de 1937 ne dissipe pas la menace existante. Cela n'empêche pas les débats sur la façon de réagir à celle-ci. Dans *Le Populaire* par exemple, Leroux applique à la situation en Europe de l'Est, dont la Tchécoslovaquie, un calque de son analyse sur la situation espagnole. La solution pacifiste qu'il propose ne conçoit pas le rôle de l'URSS en dehors d'une solution générale pour l'organisation de la paix. Cependant, c'est l'interprétation franco-britannique de la sécurité collective qui prédomine, réaffirmant la possibilité que Leroux cherche à défendre, voire justifier la politique du gouvernement. Pour les antifascistes et les antinazis, il existe un lien de causalité évident entre les événements en Espagne et ceux à l'est de l'Europe. Surtout, le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique reste la solution afin de faire face à la menace commune que constitue l'Allemagne nazie.

Alors, que la guerre civile espagnole fait toujours rage au printemps 1937, l'arrivée de Neville Chamberlain à la tête du gouvernement britannique vient renforcer la politique

¹¹⁹ Tabouis, « Les véritables résultats », 3.

d'apaisement qui, jusqu'à présent, a été plus favorable aux nationalistes qu'aux républicains espagnols. La situation ne peut qu'empirer. Dans *L'Humanité*, Péri explique que cette politique, qui cherche à satisfaire les ambitions de l'Allemagne nazie, va à l'encontre de la sécurité française. En fait, la politique franco-britannique ne devrait pas selon lui impliquer nécessairement pour la France qu'elle soit si lourde de danger¹²⁰. Le lien de causalité est maintenu, puisqu' « [e]n Espagne, cette politique a eu pour effet de permettre au IIIe Reich de s'installer sur la frontière des Pyrénées. En Europe centrale, elle a permis à l'Allemagne d'isoler la Tchécoslovaquie. Autant de résultats funestes à la cause de la paix.¹²¹ »

Dans *Le Populaire*, Leroux persiste sur une solution générale appliquée par le Comité de Londres ou la sécurité collective. La crainte d'assister à la formation de deux blocs opposés en Europe reste aussi vivante. Or, même s'il en vient à parler d'une défaite imminente de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste si l'Angleterre, la France et l'URSS étaient à nouveau alliées, cela représente plus la crainte de perdre le soutien de l'Angleterre, considérant qu'elle représente le pivot de la politique étrangère du gouvernement français, que la politique soviétique de sécurité collective et d'assistance mutuelle¹²². L'analyse de Leroux reste donc la même : une solution qui finalement pourrait apporter la France à la ruine si elle ne cherche pas à renforcer le pacte franco-soviétique.

Du côté de *L'Œuvre*, Tabouis affirme que Chamberlain s'est flatté trop tôt d'avoir affaibli l'axe Rome-Berlin. En fait, elle soulève que la stratégie allemande consiste à compléter une entente dans l'Ouest européen, séparé du reste de l'Europe. Tabouis termine en révélant que « [...] l'impression des observateurs étrangers est que l'Angleterre a furieusement envie d'arriver à un accord avec l'Allemagne et que la diplomatie française devra souvent rappeler au Foreign Office que l'Est européen est une des bases fondamentales de la sécurité collective.¹²³ » Bref, éviter de tomber dans le piège semble être l'avertissement de la journaliste et l'objectif reste toujours d'exposer le réel danger que représentent l'Allemagne et l'Italie.

Donc, la guerre civile espagnole a bel et bien renforcé la politique d'apaisement du gouvernement britannique. Surtout, cela vient justifier les craintes de ceux qui voient dans la

¹²⁰ Gabriel Péri, « Le général Beck à Paris, Von Neurath à Londres » *L'Humanité*, 17 juin, 1937, 3.

¹²¹ *Ibid.*, 3.

¹²² André Leroux, « La visite de Von Neurath à Londres » *Le Populaire*, 21 juin, 1937, 3.

¹²³ Geneviève Tabouis, « M. Chamberlain se flatte d'affaiblir l'axe Berlin-Rome » *L'Œuvre*, 16 juin, 1937, 3.

politique de non-intervention une façon de trouver une entente avec l'Allemagne, au détriment des relations avec l'Union soviétique. La première moitié de l'année 1937 confirme cette constatation et ce n'est pas sans liens avec les dommages collatéraux de la guerre civile espagnole qui illustrent l'impact qu'elle peut avoir sur la perception qu'avait le Front populaire français de l'URSS. Elle rappelle le danger que représente l'Allemagne nazi, le renforcement de l'axe Rome-Berlin, l'utilité du pacte franco-soviétique et la sécurité française liée à l'Europe de l'Est. Cette dernière devient justement une donnée essentielle au moment même où surviennent les négociations pour des conversations entre États-majors français et soviétique, bien qu'elles soient secrètes. Surtout, Tabouis et Péri en particulier, dans leurs analyses plus que perspicaces, offrent la solution la plus adaptée du moment, c'est-à-dire l'approfondissement du rapprochement franco-soviétique devant le danger que représente l'Allemagne nazie.

Conclusion

La guerre civile espagnole se révèle un événement tragique pour le Front populaire, la France et l'Europe. Le 21 juin 1937, le gouvernement Blum chute et un remaniement ministériel est de mise. Camille Chautemps devient président du Conseil, mais conserve Delbos et Daladier à leurs ministères respectifs. De ce fait, le gouvernement s'oriente de la gauche vers le centre et les farouches opposants au rapprochement franco-soviétique gardent leur influence, sans oublier les effets néfastes de la guerre civile espagnole et de la politique de non-intervention. La France se maintient sous l'influence de la Grande-Bretagne et, comme elle, craint davantage qu'un rôle décisif de l'Union soviétique contre le fascisme lui apporte une influence considérable en Europe, voire déclenche la révolution mondiale communiste, que le danger fasciste qui l'a guette.

Sans oublier la politique de sécurité collective menée par l'URSS qui justement, suite aux contrecoups du conflit espagnol, se trouve isolée, rejetée comme allié de la Grande-Bretagne et de la France. Ceci constitue un succès de la politique étrangère de l'Allemagne nazie. Déjà, la crise abyssinienne et surtout la remilitarisation de la Rhénanie avaient commencé à mener le pas vers le développement de la politique d'apaisement, au détriment du rapprochement avec l'Union soviétique. Le conflit espagnol vient confirmer ce constat. Puis, surviennent les purges du haut commandement soviétique, dès juin 1937 en URSS, qui vont conforter l'État-major français dans sa décision de mettre fin aux discussions pour des négociations entre États-majors. Les purges serviront par la suite de prétexte pour refuser la continuation de ces conversations. Un coup dur est alors porté sur les tentatives qui cherchent à prévenir la montée en puissance de l'Allemagne nazie et à prémunir la France d'une guerre qui pourrait mener à sa perte.

La présente étude porte essentiellement sur trois quotidiens français rattachés au Front populaire. Leur contenu rassemble la majorité des éléments d'analyse, bien que d'autres sources complémentaires comme les débats parlementaires, les documents diplomatiques français et des mémoires de contemporains aient été utilisés pour le contexte général de la période. *L'Humanité*, *Le Populaire* et *L'Œuvre* ne représentent peut-être qu'une partie du corpus de sources et de documents disponibles pour traiter du sujet de recherche de ce présent mémoire, mais il constitue un bon départ et une bonne base sur laquelle édifier toute recherche future. Surtout, les

conclusions qui ont pu en être tirées s'avèrent révélatrices en ce qui concerne l'attitude du Front populaire français face à la collaboration avec l'Union soviétique.

La guerre civile espagnole se caractérise de plusieurs façons. Elle alimente un anticommunisme qui s'intensifie en antisoviétisme par rapport à l'idée entretenue à l'égard de l'Espagne du *Frente popular*. Le parallèle établi entre les Fronts populaires espagnol et français, la réutilisation de l'intervention soviétique ainsi que l'apaisement britannique, qui trouve ses origines dans l'aversion du bolchevisme de la part du gouvernement conservateur anglais, ne font qu'envenimer les préjugés à l'égard du communisme. D'un autre côté, l'antifascisme et l'antinazisme s'exaltent contre le danger fasciste dont la guerre civile espagnole devient la concrétisation. Cela va de pair avec l'intervention allemande et italienne et trouve un sentiment d'urgence en la non-intervention « relâchée », par exemple. De là découle une polarisation de l'opinion publique sans précédent, surtout en France, où l'expression « guerre civile sourde » utilisée par Geneviève Tabouis trouve tout son sens. Le principal exemple se retrouve dans le vote sur la ratification du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique. Alors qu'il existait un front commun en sa faveur, les réactions des membres du Front populaire en ce qui concerne la politique de non-intervention ou le conflit espagnol en général répondent davantage à des positions partisans distinctes.

L'internationalisation du conflit apporte aussi des conséquences qui sortent du contexte purement espagnol. En outre, la sécurité de l'Europe s'en trouve bouleversée et l'intervention étrangère fait croire à une miniaturisation d'antagonismes qui entraîneraient le continent à la guerre. La nature des belligérants et la réaction de l'opinion publique européenne face à l'éclatement de la guerre civile espagnole participent alors à la question à savoir qui est l'ennemi numéro un entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique.

À la suite du 18 juillet, les positions défendues par les membres du Front populaire ne changent pas par rapport au début de l'année 1936 : elles s'enracinent et laissent peu de place au compromis. Cela s'explique en grande partie par les contradictions latentes au sein du Front populaire, envenimées par le conflit espagnol, mais déjà visibles depuis les élections de 1936. Or, la sécurité collective et l'assistance mutuelle ne pouvaient pas prendre forme sans une grande coalition politique de la gauche au centre droit, ce que la polarisation politique a justement rendu impossible, comme l'illustrent les difficultés qu'ont rencontrées les membres du Front populaire.

En fait, le caractère international de la guerre civile espagnole, où est discutée la question de l'URSS, s'ajoute conjointement avec les débats de politique intérieure à son égard en France. Cela s'exprime particulièrement sur la façon de réagir, entre la vision pacifiste et la vision antifasciste. La première cherche ultimement l'entente avec l'Allemagne, portant un regard moins bilatéral et concret en ce qui concerne l'Union soviétique. Elle est davantage influencée par l'anticommunisme et l'antisoviétisme, que ce soit les accusations de bellicisme envers les communistes, la peur de la conflagration européenne du conflit espagnol ou la méfiance envers l'URSS. Surtout, elle représente la pensée d'une grande proportion de la société française. Cette vision pacifiste se retrouve essentiellement dans *Le Populaire* et la ligne éditoriale de *L'Œuvre*.

La deuxième appréhende le danger fasciste autant dans sa dimension nationale qu'internationale. Elle offre la position la plus ferme, c'est-à-dire contraignante, à l'égard de l'Allemagne, avec pour justification ses mauvaises intentions nationales-socialistes, et la plus ouverte envers l'Union soviétique et sa politique de sécurité collective et d'assistance mutuelle. Elle souhaite par-dessus tout s'engager avec l'URSS devant la crainte de la possibilité d'une entente avec l'Allemagne, plus élevée au fur et à mesure de la dégradation des relations franco-soviétiques. Bref, la vision antifasciste se montre la plus ferme, et à certains moments la plus réaliste devant la menace que représente l'Allemagne nazie. Elle comprend Péri, des socialistes comme Blum, dans une certaine mesure, et Zyromski, des radicaux à l'image de Cot, ainsi que des journalistes distingués comme Tabouis, qui brisent les idées reçues et ne se gênent pas à soutenir une vision minoritaire plus favorable au rapprochement franco-soviétique. Nombre d'entre eux perçoivent la guerre civile espagnole comme la preuve du danger nazi et de la nécessité d'appliquer concrètement le pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique au nom de la sécurité de la France, mais aussi de l'Europe. L'analyse des propos tenus par Tabouis et Péri révèle qu'ils avaient finalement raison à ce sujet.

L'hypothèse de recherche se révèle vraie : l'évolution de l'attitude du Front populaire face à la collaboration avec l'Union soviétique, de 1936 à 1937, est influencée par la polarisation politique intensifiée par la guerre civile espagnole. Cela s'explique par la dimension internationale du conflit. Donc, la guerre civile espagnole ne constitue pas un événement à part : elle fait partie des nombreux avertissements, depuis le début des années 1930, du danger nazi et fait partie des origines de la Seconde Guerre mondiale.

D'où l'importance de revenir sur les événements survenus avant 1939. Effectivement, à la suite de l'éclatement de la guerre civile espagnole, la politique d'apaisement a ses conséquences : l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie, pave la voie aux ambitions hitlériennes vers la Tchécoslovaquie. Les accords de Munich, qui ont mené à la cession du territoire des Sudètes à l'Allemagne, se sont effectués sans que l'Union soviétique, ni même la Tchécoslovaquie, ne soient invitées aux discussions à ce propos. Cet événement confirme l'échec de la politique de sécurité collective et d'assistance mutuelle mené par le gouvernement soviétique depuis le début des années 1930. Considérer l'évolution du pacte franco-soviétique se révèle justement nécessaire pour comprendre la décision de l'URSS à signer le pacte de non-agression germano-soviétique en 1939¹. Dans son livre publié en 1944, Cot veut justement en finir avec l'hypocrisie qui consiste à mettre toute la responsabilité de l'échec du pacte franco-soviétique sur le gouvernement soviétique.

Les responsables de la défaite française sont donc, avant tout, les hommes légers ou dominés par la haine de la Russie Soviétique, qui n'aperçurent pas la double et nécessaire liaison de la Sécurité française et de la Sécurité Collective d'une part, de la Sécurité Collective et du Pacte franco-soviétique d'autre part. Sur la liste des « principaux responsables » il faut inscrire en tête ceux qui travaillèrent à ruiner, consciemment ou inconsciemment, la Sécurité Collective et à détruire la confiance de l'Union Soviétique en la France².

¹ Dreifort, « the Franco-Soviet Pact », 217.

² Cot, *Le procès de la République*, 94.

Bibliographie

A. Sources

a) Journaux, documents diplomatiques et débats parlementaires

Ministère des Affaires étrangères. Documents diplomatiques français, 1932-1939. Deuxième série (1936-1939). Tomes I (1^{er} janvier-31 mars 1936), II (1^{er} avril-18 juillet 1936), III (19 juillet-19 novembre 1936), IV (20 novembre 1936-19 février 1937), V (20 février-31 mai 1937), VI (1^{er} juin-29 septembre 1937) Paris, Imprimerie Nationale, 1963, 1964, 2006, 1967, 1968, 1970.

Bibliothèque nationale de France. « Gallica », 20 janvier 2020. <https://gallica.bnf.fr/>.

L'accès en ligne pour les documents suivants :

Journal officiel des débats parlementaires de la IIIe République. Chambre des députés et Sénat, 1936.

L'Humanité, 1936-juin 1937.

Le Populaire, 1936-juin 1937.

L'Œuvre, 1936-juin 1937.

L'Écho de Paris, 1936.

Consulté à la Collection nationale de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec :

Cot, Pierre. « Ce que fut la “non-intervention relâchée” » *Le Monde*, 21 novembre, 1975, 7.

b) Écrits et mémoires de contemporains

Bardoux, Jacques. *Les soviets contre la France : Quel jour éclatera la Révolution communiste ?* Paris : Flammarion, 1936.

Blum, Léon. *L'histoire jugera*. Montréal : L'Arbre, 1943.

Cot, Pierre. *Le procès de la République*. New York : Éditions de la Maison française, Inc., 1944, 2 vol.

De Gaulle, Charles. *Lettres, notes et carnets, 1905-1941*. Paris : Robert Laffont, vol 1, 2010.

D'Ormesson, Wladimir. *L'Europe en danger : Le communisme c'est la guerre !* Paris : Flammarion, 1936.

Herriot, Édouard. *Jadis*. Paris : Flammarion, 1952, tome 2.

Moch, Jules. *Une si longue vie*. Paris : Laffont, 1976.

Paul-Boncour, Joseph. *Entre deux guerres, souvenirs sur la IIIe République : V.2 Les lendemains de la victoire 1919-1934*. New York : Brentano's, 1946.

Shirer, William L. *Berlin Diary : the journal of a foreign correspondent, 1934-1941*. New York : A. A. Knopf, 1941.

Tabouis, Geneviève. *Ils l'ont appelée Cassandre*. New York : La Maison Française, 1942.

B. Ouvrages généraux

Becker, Jean-Jacques et Gilles Candar, dir. *Histoire des gauches en France, XXe siècle : à l'épreuve de l'histoire*. Paris : La Découverte, 2004, vol. 2.

Beevor Anthony. *La Guerre d'Espagne*, Paris : Calmann-Lévy, 2006.

Canal, Jordi et Vincent Duclert, dir., *La guerre d'Espagne : un conflit qui a façonné l'Europe*, Malakoff : Armand Colin, 2016.

Fontaine, André. *La guerre froide, 1917-1991*. Paris : Éditions du Seuil, 2006 [1965-1967].

Girault, René & Robert Frank. *Histoire des relations internationales contemporaines : Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-1941 : Histoire des relations internationales contemporaines*. Paris : Payot ; Rivages, 2004, vol. 2.

Hobsbawm, Eric. *The Age of Extremes : a History of the World, 1914-1991*. New York : Vintage Book, 1996 [1994].

Nation, R. Craig. *Black Earth, Red Star: A History of Soviet Security Policy, 1917-1991*. Ithaca : Cornell University Press, 1992.

Thomas, Hugh. *La guerre d'Espagne : juillet 1936-mars 1939*. Paris : R. Laffont, 2009 [1985].

Weber, Eugen. *La France des années 30 : Tourments et perplexités*. Traduit par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris : Fayard, 1995.

C. Ouvrages spécialisés

Alexander, Martin S. *General Maurice Gamelin and the politics of French defense, 1933-1940*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992.

Alpert, Michael. *A New International History of the Spanish Civil War*. New York : St. Martin's Press, 1994.

Becker, Jean-Jacques et Serge Berstein. *Histoire de l'anticommunisme en France : 1917-1940*. Paris : O. Orban, 1987, tome 1.

Berstein, Serge. *Histoire du parti radical*, Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1982, vol 2..

Bloch, Marc. *L'étrange défaite : témoignage écrit en 1940 ; suivi de Ecrits clandestins 1942-1944*, Paris : Albin Michel, 1957 [1946].

Broué, Pierre. *Staline et la Révolution : Le cas espagnol*. Paris : Fayard, 1993.

- *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*. Paris : Fayard, 1997.

Buffotot, Patrice. *Le socialisme français et la guerre : du soldat-citoyen à l'armée professionnelle, 1871-1998*. Bruxelles : Bruylant Bruxelles/L.G.D.J Paris, 1998.

Carley, Michael J. *1939, l'alliance de la dernière chance : Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*. traduit par Jean-Christophe Paccoud, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2001.

- *Une guerre sourde : l'émergence de l'Union soviétique et les puissances occidentales*. traduit par Michel Buttiens avec la collaboration de Marie-José Raymond, Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2016.

« CATO ». *Guilty Men*. New York : Frederick A. Stone Compagny, 1940.

Cordier, Daniel. *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon : Le choix d'un destin (juin 1936 - novembre 1940)*. Paris : J.-C. Lattès, tome 2.

Courban, Alexandre. *L'Humanité, de Jean Jaurès à Marcel Cachin – 1904-1939*. Ivry-sur-Seine : Éditions de l'Atelier, 2014.

- *Gabriel Péri, un homme politique, un député, un journaliste*. Paris : La Dispute, 2011.

Dullin, Sabine. *Des Hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*. Paris : Payot, 2001.

Du Réau, Élisabeth. *Édouard Daladier, 1884-1970*. Paris : Fayard, 1993.

Duroselle, Jean-Baptiste. *La décadence : 1932-1939*. Paris : Imprimerie nationale, 1979.

- Greene, Nathanael. *Crisis and Decline, The French Socialist Party in the Popular front Era*. Ithaca, New York : Cornell University Press, 1969.
- Grisoni Dominique et Gilles Hertzog. *Les Brigades de la mer*. Paris : Grasset, 1979.
- Howson, Gerald. *Arms for Spain : The Untold story of the Spanish Civil War*. New York : St. Martin's Press, 1999.
- Jackson, Peter. *France and the Nazi Menace: Intelligence and Policy Making, 1933-1939*. Oxford : New York : Oxford University Press, 2000.
- Jansen, Sabine. *Pierre Cot : un antifasciste radical*. Paris : Fayard, 2002.
- Jordan, Nicole. *The Popular Front and Central Europe: the Dilemmas of French Impotence, 1918-1940*. Cambridge [England] ; New York : Cambridge University Press, 1992.
- Kergoat, Jacques. *La France du Front populaire*. Paris : La Découverte/Poche, 2006.
- Lalmy Pascal-Éric. *Le Parti Radical-Socialiste et le Front populaire, 1934-1938*. Paris : mare & martin, 2007.
- Lejeune, Dominique. *La peur du « rouge » en France : Des partageux aux gauchistes*. Paris : Belin, 2003.
- Maréchal, Denis. *Geneviève Tabouis : Les dernières nouvelles de demain (1892-1985)*. Paris : Nouveau monde éditions, 2003.
- Meltz, Renaud. *Alexis Léger dit Saint-John Perse*. Paris : Flammarion, 2008.
- *Pierre Laval, un mystère français*. Paris : Perrin, 2018.
- Payne, Stanley G. *The Spanish Civil War, the Soviet Union, and Communism*. New Haven : Yale University Press, 2004.
- Péan, Pierre. *Vies et morts de Jean Moulin : éléments d'une biographie*. Paris : Fayard, 1998.
- Pierre, André. *U.R.S.S., la Fédération soviétique et ses Républiques*. Paris : Librairie Delagrave, 1932.
- Pike, David Wingeate. *Les Français et la guerre d'Espagne*. Paris : Presses universitaires de France, 1975.
- Pons, Silvio. *Stalin and the Inevitable War, 1936-1941*. London : Frank Cass, 2002.
- Thomas, Martin. *Britain, France and appeasement : Anglo-French relations in the popular front era*. Oxford ; New York : Berg, 1996.
- Racine Nicole et Louis Bodin. *Le parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1982.

Serrano, Carlos. *L'enjeu espagnol : PCF et guerre d'Espagne*. Paris : Messidor/Éditions sociales, 1987.

Stewart, Mary Lynn. *Gender, Generation, and Journalism in France, 1910-1940*. Montréal ; Kingston ; London ; Chicago : McGill-Queen's University Press, 2018.

Taylor, A.J.P. *The Origins of the Second World War*. New York : Simon & Schuster Inc., 1996 [1961].

Vidal, Georges. *La grande illusion : le Parti communiste français et la défense nationale à l'époque du Front populaire, 1934-1939*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 2006.

- *Une Alliance improbable. L'armée française et la Russie soviétique, 1917-1939*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015.

Wolikow, Serge. *1936 : Le monde du Front populaire*. Paris. Cherche-midi, 2016.

Young, Robert J. *France and the Origins of the Second World War*. New York : St. Martin's Press, 1996.

D. Chapitres d'ouvrages collectifs

Bouet, Aurélien. « Jacques Kayser : une figure intellectuelle du radicalisme de gauche », dans *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Antoine Prost, dir., Paris : Presses de Sciences Po, 2003.

Carley, Michael J. "Caught in a Cleft Stick: Soviet diplomacy and the Spanish Civil War", dans *The International Context of the Spanish Civil War*, Gaynor Johnson, dir., Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars, 2009.

Duhamel, Olivier et Nicole Racine. « Léon Blum, les socialistes français et l'Union soviétique », dans *l'URSS vue de gauche*, Lilly Marcoux, dir., Paris : Presses universitaires de France, 1982.

Jackson, Peter. « La politisation du renseignement en France 1933-1939 », dans *L'exploitation du renseignement en Europe et aux États-Unis des années 1930 aux années 1960*, Georges-Henri Soutou, Jacques Frémaux et Olivier Forcade, dir., Paris : Economica et Institut de Stratégie Comparée, 2001.

E. Articles scientifiques

- Carley, Michael J. "A Soviet Eye on France from the rue de Grenelle in Paris, 1924-1940". *Diplomacy & Statecraft*, 17, 2 (2006) : 295-346. <http://dx.doi.org/10.1080/09592290600695292>.
- « Fiasco : "The Anglo-Franco-Soviet Alliance That Never Was and the Unpublished British White Paper, 1939-1940". *The International History Review*, (2018) : 1-34. <https://doi.org/10.1080/07075332.2018.1458043>.
 - « "Only the USSR Has... Clean Hands" : The Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 (Part 1) ». *Diplomacy & Statecraft*, 21, 2 (2010) : 202-225. <http://dx.doi.org/10.1080/09592296.2010.482468>.
 - ""Only the USSR Has... Clean Hands" : The Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 (Part 2)". *Diplomacy & Statecraft*, 21, 3 (2010) : 368-96. <http://dx.doi.org/10.1080/09592296.2010.508402>.
- Dreifort, John. E. « The French Popular Front and the Franco-Soviet Pact, 1936-37: A Dilemma in Foreign Policy ». *Journal of Contemporary History*, 11 (1976) : 217-236.
- Dreyfus, Michel. « Pacifistes socialistes et humanistes dans les années 1930 ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 35, 3 (1988) : 452-469.
- Dullin, Sabine. « L'Union soviétique et la France à un tournant : conjoncture extérieure et évolution interne en 1936-1937 ». *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 65, 66, (2002) : 55-60. http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2002_num_65_1_403314.
- Jackson, Peter. « Stratégie et idéologie : le haut commandement français et la guerre civile espagnole ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 199 (2001) : 111-133. <http://www.jstor.org/stable/25732701>.
- Little, Douglas. « Red Scare, 1936: Anti-Bolchevism and the Origins of British Non-Intervention in the Spanish Civil War ». *Journal of Contemporary History*, 23, 2 (1988) : 291-311.
- Meltz, Renaud. « Lorsque le Quai d'Orsay dictait des articles : la fabrication de l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres ». *Relations internationales*, 154, (2013) : 1-14.
- « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres : le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », (2016) : 1-15. academia.edu.
- Pike, David Wingeate. « La victoire du Front populaire en Espagne (Février 1936) : La réaction de la droite en France ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 184 (1996) : 85-92. <http://www.jstor.org/stables/25732380>.
- Roberts, Geoffrey. « The Alliance that Failed: Moscow and the Triple Alliance Negotiations, 1939 ». *European History Quarterly*, 26, 3 (1996) : 383-414.

Schuker, Stephen A. « France and the Remilitarization of the Rhineland, 1936 ». *French Historical Studies*, 14, 3 (1986) : 299-338. <http://www.jstor.org/stable/286380>.

Vaïsse, Maurice. « Le pacifisme français dans les années trente ». *Relations internationales*, 53 (1988) : 37-52.

Vidal Georges. « Le PCF et la défense nationale à l'époque du Front populaire (1934-1939) ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 215 (2004) : 47-73. <http://www.jstor.org/stable/25732969>.